

LE
SYSTÈME BANCAIRE
DE LA
RUSSIE SOVIÉTIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 22 Novembre 1929 à 14 heures

PAR

Gustave LEMAIRE

Président : M. J. LESCURE, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. TRUCHY,	{	<i>Professeurs</i>
		JÈZE,		

PARIS

Librairie Arthur ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1929

Lemaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

LE
SYSTÈME BANCAIRE
DE LA
RUSSIE SOVIÉTIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 22 Novembre 1929 à 14 heures

PAR

Gustave LEMAIRE

Président : M. J. LESCURE, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. TRUCHY,	{	<i>Professeurs</i>
		JÈZE,		

PARIS

Librairie Arthur ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1929



I

INTRODUCTION

L'étude du système bancaire russe actuel présente des difficultés particulières : les renseignements sur la matière sont rares et ceux qu'il est possible de se procurer ne sauraient être acceptés « de plano ». Nous nous sommes efforcé d'utiliser au mieux la documentation que nous avons pu réunir.

Nous avons, en premier lieu, décrit rapidement le réseau bancaire tzariste et son rôle économique jusqu'à la révolution de 1917, puis il nous a paru opportun d'étudier la « nationalisation » des établissements financiers : premier acte de confiscation de la propriété privée par les « Bolcheviks ».

Après avoir relaté cet événement, nous nous sommes appliqué à suivre l'évolution de la politique économique et à étudier les conséquences de cette évolution dans le domaine du crédit : suppression de l'appareil bancaire avec le « communisme de guerre », renaissance progressive avec la « Nep ».

Nous nous sommes employé ensuite à décrire le système bancaire actuel, à la tête duquel se trouve la « Banque d'Etat », à montrer le rôle joué par les divers

organes de ce système sous la surveillance et le contrôle de la dite Banque d'Etat, soumise elle-même aux directives gouvernementales et à analyser les principales opérations traitées par l'ensemble des « Etablissements de crédit ».

Enfin, et puisqu'aussi bien ces recherches nous avaient fait percevoir des indices certains de l'insuffisance des capitaux dont dispose « l'Etat », nous avons essayé, avant de conclure, de déterminer les causes de cette insuffisance.

Nous savons qu'il manque beaucoup à la perfection de ce travail. De nombreux détails sont omis. Mais le but que nous nous étions surtout proposé, était de faire ressortir les répercussions des particularités de l'économie soviétique sur la nature et le fonctionnement du « Système bancaire ». Nous serons satisfait si nous sommes parvenu à nos fins.

II

LE SYSTEME BANCAIRE RUSSE EN 1914

Son activité d'août 1914 à la révolution de 1917

En 1860, l'agriculture de la Russie était assurée par une population serve, l'industrie et le commerce végétaient lamentablement, aussi l'activité bancaire de ce pays était-elle des plus embryonnaires : deux institutions gouvernementales mal gérées et une vingtaine d'établissements privés d'importance minime totalisant 500.000 roubles à peine de capital.

C'est en 1861 seulement, à la suite de l'émancipation des paysans et des autres grandes réformes d'Alexandre II que toutes les branches de l'économie se développèrent et exigèrent capitaux et crédits; de nombreuses banques furent fondées, se multiplièrent et progressèrent rapidement, si bien que 53 ans après, en 1914, elles formaient un réseau, sinon parfait, du moins capable de répondre, dans l'ensemble, aux besoins de ce vaste empire devenu grande puissance industrielle et agricole. Ce réseau comprenait plus de 2.000 comptoirs; sa structure était la suivante :

- 1° Une banque unique d'émission : la Banque d'Etat.
- 2° Des banques de crédit à court terme :
 - a) Les Banques publiques municipales.
 - b) Les Sociétés de crédit mutuel.
 - c) Les Banques de commerce par actions.
- 3° Des banques foncières.
 - a) Les Etablissements d'Etat.
 - b) Les Etablissements privés.
- 4° Des banques coopératives.

La Banque d'Etat

Définitivement organisée en 1897, la Banque d'Etat avait pour but de faciliter la circulation et de favoriser au moyen de crédits à court terme le commerce et l'industrie nationale ainsi que la production agricole; elle avait en outre, pour objet, d'assurer la stabilité du système monétaire.

Son capital était fourni par le Gouvernement, mais restait propriété inviolable de la Banque et l'Etat ne pouvait en disposer non plus que des dépôts. Si, en cas de perte, le fonds de réserve ne suffisait pas, le Ministre des Finances était tenu d'y pourvoir avec d'autres ressources afin de maintenir le capital à son niveau primitif.

La Banque était placée sous l'autorité immédiate du Ministre des Finances à qui appartenait la direction

des opérations et qui établissait le règlement intérieur de la Banque. Le contrôle des opérations était exercé par le Conseil d'Empire. Les succursales possédaient chacune un Comité d'escompte et de prêts qui devait juger de la sécurité du papier présenté ainsi que de la valeur de la garantie et qui devait déterminer le crédit maximum à accorder à chaque client.

Le Gouverneur et les deux sous-gouverneurs étaient nommés par décret impérial; les directeurs de succursale et d'agence par le Ministre des Finances sur proposition du Gouvernement.

Les billets étaient émis en coupures de 1, 3, 5, 10, 25 et 100 roubles, ayant cours légal et garantis par de l'or jusqu'à concurrence de la moitié du montant de la circulation, tant que celui-ci ne dépassait pas 600 millions de roubles. Au delà, chaque rouble papier devait être garanti au moins par son équivalent d'or.

La Banque d'Etat faisait les opérations commerciales ci-après énumérées :

a) Elle escomptait des effets de commerce et autres engagements à échéance fixe¹.

b) Elle consentait des prêts et ouvrait des crédits.

c) Elle recevait des dépôts d'espèces² et des dépôts en garde.

1. Le taux d'escompte était fixé au moins une fois par trimestre et pouvait varier d'après le genre d'opération effectuée et d'après la localité.

2. De 1860 à 1886, il fut versé sur les dépôts en compte courant un intérêt qui pouvait s'élever jusqu'à 3 % (à partir de 1875 à 2 % seulement à St-Petersbourg et à Moscou et dans le cas de dépôts de banques

d) Elle achetait et vendait du papier de commerce et autres valeurs.

c) Elles délivrait des mandats d'une place à une autre et faisait des opérations de commission.

Le papier de commerce reçu à l'escompte devait être revêtu de deux bonnes signatures au moins et être à échéance maxima de 6 mois. Etait également admis le papier qui ne représentait pas une opération commerciale effectivement consommée, mais qui était émis pour faire face aux besoins futurs d'une entreprise. La Banque avait le droit d'exiger des présentateurs de papier d'escompte tous les renseignements pouvant lui servir à apprécier l'état de leurs affaires.

Elle ouvrait des crédits et consentait des prêts *pour une destination déterminée*, contre des billets à ordre portant simplement la signature du débiteur et garantis : a) par des inscriptions hypothécaires; b) par la constitution d'un gage mobilier : matériel agricole et industriel; c) par une caution; d) par d'autres sûretés reconnues satisfaisantes par le Ministre des Finances. Le maximum des prêts ne devait pas excéder 600 roubles pour un même petit commerçant et 500.000 roubles pour une même entreprise industrielle.

La Banque consentait des prêts : 1° sur marchandises susceptibles de se conserver, sur récépissés de dépôts,

privées, seulement 1 %). De 1886 à 1889, le taux maximum fut de 1 %; de 1889 à 1906 » il ne fut pas versé d'intérêts. De 1906 au 1^{er} mai 1908, le taux maximum fut de 2 % et depuis cette dernière date ces dépôts ne portèrent plus d'intérêt.

warrants, connaissements, lettres de voitures, etc.;
2° sur les fonds d'Etat et autres valeurs agréées par le Conseil. Elle ouvrait des comptes courants contre dépôt de titres ou de papier recevable à l'escompte. Pour faire des prêts aux petits fermiers et aux artisans, la Banque pouvait ouvrir des crédits aux intermédiaires (assemblées provinciales, institutions de crédit, sociétés mutuelles et particuliers connus de la Banque). Les intermédiaires étaient responsables des sommes avancées et devaient remettre tous les mois à la Banque des bordereaux détaillés de leurs opérations¹.

La Trésorerie centrale, ainsi que les trésoreries des gouvernements et des districts, déposaient en compte courant leur encaisse disponible dans les caisses de la Banque, de ses comptoirs et succursales. Pour ces sommes, la Banque ne payait aucun taux d'intérêt. Par contre, elle était chargée du service des coupons, des tirages, de l'émission et de la souscription des emprunts d'Etat, du remplacement des billets de banque détériorés, etc.

1. Outre les catégories de prêts autorisés par les statuts, il était consenti « en vertu de clauses spéciales » (c'est-à-dire d'ordres impériaux) des prêts à longue échéance pour des objets divers, notamment pour, favoriser le développement des banques, des entreprises industrielles, des hôtels, etc., et pour venir en aide à des entreprises telles que mines travaux des ports, etc. Aucun compte spécial ne figurait pour ces prêts dans les états de la Banque Impériale. D'après le rapport du contrôleur impérial des Finances, leur montant s'éleva, en 1900, à 41 millions de roubles environ, en 1901 à 65 et en 1902 à plus de 100. Après cette dernière date, ces prêts furent consentis beaucoup moins facilement, mais ne furent pas interrompus. Ils occasionnèrent de lourdes pertes.

Les Banques de commerce

Les Banques de commerce ne pouvaient pas être fondées sans l'autorisation gouvernementale. La loi et les statuts déterminaient avec la plus grande précision leur organisation et les modalités de leurs opérations ainsi qu'il suit .

α) Banques municipales.

Les administrations municipales dont elles étaient les organes fournissaient leurs capitaux qui ne pouvaient être inférieurs à 10.000 roubles. Elles nommaient leur Direction et garantissaient leurs obligations par la responsabilité et par toutes les propriétés de l'ensemble des citoyens.

Ces banques acceptaient des dépôts en compte courant soit à vue, soit à terme (jusqu'à 12 ans), soit remboursables à la majorité des titulaires, soit enfin avec l'autorisation de la Douma de la ville, des dépôts perpétuels qui devaient être placés en fonds d'Etat, gérés par l'administration municipale et dont les intérêts étaient obligatoirement employés à l'entretien des institutions locales d'utilité publique.

Elles escomptaient les effets à deux signatures acceptées préalablement par le Comité d'escompte.

Elles consentaient des avances garanties par les fonds d'Etat, par la propriété immobilière bâtie et non bâtie.

Elles effectuaient des transferts et des opérations de commission.

Les avances faites à une seule personne ne devaient pas dépasser $1/10^e$ de l'ensemble des capitaux de fondation et de réserve.

Le montant de la totalité des obligations de ces banques ne devait pas dépasser 5 fois l'ensemble des capitaux de fondation et de réserve.

Les disponibilités (caisse et compte courant à la Banque d'Etat) ne devaient pas être inférieures à 10 % des obligations.

β) *Sociétés de Crédit mutuel.*

Le capital de ces sociétés était formé par les cotisations de leurs membres.

Le montant de la cotisation maxima et celui de la cotisation minima (dont le rapport ne pouvait être supérieur à 50) étaient fixés par les statuts dans les limites déterminées par la loi.

Aucun membre ne pouvait obtenir un crédit excédant dix fois sa cotisation.

Les opérations de ces sociétés différaient de celles des Banques municipales seulement en ce qu'elles ne comprenaient pas les dépôts perpétuels et les avances garanties par de la propriété immobilière bâtie ou non bâtie.

γ) *Banques par actions*

Leur capital ne devait pas être inférieur à 500.000 roubles, et la valeur nominale de l'action à 250 roubles. Le nombre minimum des fondateurs était de 5.

L'autorisation du Ministre des Finances suffisait lorsque le capital ne dépassait pas 5 millions de roubles. La sanction impériale était exigée lorsqu'il excédait cette somme.

L'ensemble des obligations de ces banques ne devait jamais être supérieur au quintuple des capitaux (actions et réserve) et au décuple des disponibilités.

Le crédit consenti pour les opérations d'escompte et de prêts à une même personne ne pouvait dépasser 1/10^e du capital action et du capital de réserve réunis.

Si le réseau dépassait 10 %, la moitié du surplus était versée au capital de réserve.

Le programme commercial de ces établissements était à peu près semblable à celui de la Banque d'Etat.

Les Banques foncières

Vers la fin du xix^e siècle deux banques hypothécaires d'Etat avaient été fondées : la Banque Foncière des Paysans en 1882 et la Banque Foncière de la Noblesse en 1886.

La Banque Foncière des Paysans avait pour but de faciliter aux paysans, communautés et associations de paysans l'achat de terres.

Elle était dotée d'un capital de 50 millions de roubles..

Elle émettait des lettres de gage à 4 % et prélevait un taux d'intérêt de 4 1/2 (amortissement et frais d'administration non compris) sur les avances qui pouvaient atteindre 50 à 75 % des sommes nécessaires aux achats de terrains.

Elle avait le droit d'acheter des terres pour les vendre ensuite aux paysans.

La Banque Foncière de la Noblesse était destinée à maintenir la propriété foncière de la noblesse. Elle ne prêtait que sur des propriétés rurales et exclusivement aux nobles.

Les prêts consentis pour une durée de 11 à 66 ans et demi, à un taux très bas, comparativement aux autres établissements de crédit foncier : 3 1/2 %, pouvaient s'élever à une somme représentant de 75 à 90 % de la valeur des propriétés hypothéquées (d'après l'estimation de la Banque).

Mais le financement du crédit foncier était effectué surtout par un certain nombre de banques hypothécaires par actions et d'associations de prêt (une trentaine au total) patronnées par les banques de commerce par actions qui, en outre, plaçaient les obligations des emprunts municipaux.

Les Banques coopératives

Les banques coopératives fonctionnaient sur le modèle des coopératives Schulze-Delitsch. On les trouvait principalement dans les villages.

Leur capital était fourni entièrement par la Banque de Russie, au contrôle de laquelle ces institutions étaient soumises.

Leurs membres étaient solidairement responsables.

Elles pouvaient consentir des prêts à longue échéance (jusqu'à 5 ans).

Enfin elles étaient autorisées à faire, dans l'intérêt de leurs membres, des opérations de vente et d'achat d'outils, de denrées agricoles et à agir comme sociétés coopératives de consommation.

Leur activité était très réduite.

De toutes ces banques, celles dont l'activité a le plus contribué au développement remarquablement rapide de l'économie russe sont les Banques de commerce par actions qui, au 1^{er} janvier 1914, étaient au nombre de 43 et comptaient 743 succursales.

En effet, la Banque d'Etat, dans l'esprit du gouvernement, devait principalement assurer la stabilité du système monétaire qui d'ailleurs nécessitait une surveillance vigilante. Aussi son mécanisme d'émission, établi en vue de prévenir une inflation de billets, ne présentait-il pas une souplesse suffisante pour permettre à cet institut de jouer un rôle prépondérant dans

les transactions d'escompte et d'avances du pays¹,
comme le montre le tableau ci-dessous :

<i>Opérations d'avances et d'escompte</i> (en millions de roubles.)	1912	1913	1914
Banque d'Etat.....	877	881	1.033
Banques de commerces par actions	3.100	3.909	4.412

Le taux fixé par elle pour ces opérations n'avait aucune influence sur celui pratiqué par les Banques par actions (un écart de 2 % était fréquent en plus ou en moins).

Elle ne pouvait pas non plus, à l'encontre de nombreuses banques d'émission, offrir aux maisons de crédit privées un refuge certain en réescomptant largement leur papier dans les périodes critiques.

Les banques municipales et les sociétés de crédit mutuel étaient d'une importance minime et leur participation au financement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, insignifiante. Cependant il est à noter qu'elles ont été les premières banques fondées et presque les seules jusqu'à 1870, « les pionniers de l'organisation bancaire », selon l'expression de M. Epstein.

Quant aux banques hypothécaires d'Etat, elles étaient apparues à la fin du xix^e siècle seulement et leurs services ne profitaient qu'à la noblesse et aux paysans.

1. En dépit des facilités offertes pour certaines ouvertures de crédit (voir *supra*).

Le crédit hypothécaire et municipal était donc presque exclusivement assuré comme il a été dit plus haut, par des banques spéciales, filiales en quelque sorte des banques de commerce par actions.

On retrouve ces dernières dans tout ce qui touche à la mise en valeur des ressources naturelles si médiocrement exploitées jusqu'à 1860.

Elles avaient su attirer les déposants ignorants des questions financières en accordant, au début, un intérêt élevé à leurs capitaux, intérêt qu'elles purent abaisser progressivement.

Leurs dépôts s'étaient élevés de 1,4 million de roubles en 1861 à 547,9 en 1900 et à 2.539 en 1914.

Elles ouvraient des crédits de 6 à 7 mois à l'agriculture et aux industries connexes : sucrières et cotonnières qui progressèrent très rapidement (la production du sucre passa de 1.204.000 pouds¹ en 1886 à 16 millions en 1914).

Elles favorisaient également le commerce qui avait d'autant plus besoin de leur concours que l'immensité du territoire et l'imperfection des voies de communication ralentissaient notablement la circulation des marchandises.

Enfin, elles facilitaient et accéléraient le progrès de l'industrie. Ainsi, au début, elles fournirent les capitaux de roulement grâce auxquels les importations de ma-

1. Un poud = 40 livres = 16 kgr. 380 gr.

tières premières furent réalisées, puis à partir de 1890 elles consentirent, après étude préalable de leurs spécialistes, les avances nécessaires à l'extension des usines et à l'amélioration du matériel.

Nous pouvons conclure en disant que l'activité de ces banques était multiple (comprenant à la fois les opérations des banques de dépôt et celles des banques d'affaires) et répondait bien aux nécessités en Russie, où, en 1860, l'économie était encore des plus arriérées.

Activité des Banques russes d'août 1914 à la Révolution de 1917

La déclaration de guerre provoqua en Russie, comme dans tous les pays de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale, la panique des capitalistes et des épargnants qui, les uns et les autres, procédèrent à des retraits de fonds en masse. Le moratorium fut décrété pour les effets de commerce le 25 juillet 1914; le 29, la Bourse fut fermée, mais aucun arrêt, ni aucune limitation des sommes ne furent apportés au paiement des dépôts. Pour que la fermeture de la Bourse ne causât aucune perturbation, la Banque d'Etat promit son appui aux banques privées sous forme d'ouverture de crédits extraordinaires dont il fut d'ailleurs usé pendant un laps de temps très court et d'une façon très restreinte : le chiffre des dépôts revint bientôt à son niveau du 1^{er} juillet 1914.

Dès le commencement des hostilités, tous les efforts furent consacrés à la satisfaction des besoins créés par la guerre. L'Etat devint rapidement la plus importante, sinon l'unique unité économique du pays. Il avança des sommes considérables à l'industrie. Celle-ci fut ainsi pourvue de capitaux de roulement, mais dut cependant avoir recours aux banques pour créer des branches nouvelles de production et augmenter son outillage.

Les banques absorbèrent une partie de la circulation des billets dont le volume était sans cesse accru par des émissions continues qui entraînaient une dépréciation du rouble estimée à 68 1/2 % en septembre 1917 (le montant des dépôts s'éleva de 5 282 millions de roubles au 1^{er} juillet 1914 à 11 200 au 1^{er} septembre 1917 pour les seules banques de commerce).

Elles prirent une large part à la réalisation des 12.500 millions de roubles d'emprunts intérieurs de guerre et furent les principaux acheteurs permanents des obligations à court terme du Trésor.

Elles servirent d'intermédiaires pour l'émission des obligations de chemin de fer, titres qui, en temps de paix, étaient placés à l'étranger.

Elles donnèrent à leurs clients les garanties bancaires qu'exigeait le gouvernement pour accorder des avances.

Par ces exemples qui représentent seulement une partie de leur utile activité, on peut se rendre compte

du rôle important joué jusqu'à la révolution par les banques russes. L'aide apportée par elles à l'économie nationale à laquelle la guerre avait fait subir les changements les plus profonds, a été aussi efficace qu'il était permis d'espérer.

III

LA NATIONALISATION DES BANQUES¹

LA BANQUE DU PEUPLE

La nationalisation des banques fut le premier acte du plan général de la nationalisation de la propriété privée dressé par les bolcheviks. Elle fut décrétée le 14 décembre 1917.

Mais, dès le 26 octobre, date de la chute du gouvernement, les révolutionnaires mettaient la main sur la direction de la Banque d'Etat. D'autre part, le nombre et le volume des opérations des banques privées se restreignaient. Les guichets n'étaient pas ouverts au public quotidiennement et ne lui étaient accessibles qu'une à deux heures pendant les jours d'ouverture.

Puis, le 15 novembre, la saisie de 5 millions de roubles dans les caisses de la Banque d'Etat provoquait une grève de protestation des employés de cet établissement qui étaient remplacés par de nouveaux fonctionnaires dont l'inexpérience causait de nouvelles difficultés : le renforcement régulier des caisses des

1. E. Epstein, *Les Banques de commerce russes*. Paris, M. Giard, 1927,

banques privées et l'alimentation des succursales de province étaient rendus, de ce fait, encore plus irréguliers.

Malgré les nombreuses démarches faites par les banques privées auprès de la Banque d'Etat pour obtenir le retrait des sommes leur appartenant, celle-ci montrait à leur endroit une mauvaise volonté réelle et d'autant plus grande que le désir des commissaires de l'Institut d'émission et du Ministère des Finances était de les forcer à accepter le contrôle de la Banque d'Etat.

Elles furent finalement contraintes de se soumettre à cette exigence suivant une convention signée le 3 décembre.

Ce nouveau régime, qui dura seulement une dizaine de jours, n'améliorait pas sensiblement leur sort, en raison de l'incompétence du nouveau personnel de la Banque d'Etat.

Le 14 décembre à Pétrograd et le 15 à Moscou, avant l'ouverture des bureaux, le matin, les locaux des banques étaient occupés par des troupes. Les administrateurs et les caissiers étaient sommés de remettre aux commissaires près de la Banque d'Etat les clefs des coffres et des salles contenant des valeurs. Les réfractaires étaient arrêtés.

Dans la soirée, une entente intervenait entre une délégation des représentants des Conseils d'administration des banques et les préposés du gouvernement, suivant laquelle cette délégation participerait aux tra-

vaux qui devaient déterminer les modalités de la nationalisation des banques. Tout était ainsi tenté par les administrateurs pour sauvegarder les droits des actionnaires et des clients.

Toutefois, cette entente devait rester lettre morte et, dans la nuit du 14 au 15, le Conseil des Commissaires du Peuple se réunissait seul et adoptait un décret de nationalisation ainsi conçu :

« En vue de l'organisation rationnelle de l'économie nationale, de la destruction définitive de la spéculation des banques, pour libérer totalement les ouvriers et les paysans et toute la population de l'exploitation des banquiers capitalistes, et pour la constitution de la Banque unique nationale de la République russe, véritablement au service des intérêts du peuple et des classes prolétaires, le comité central exécutif décide que :

1° Les opérations de banque sont déclarées monopole d'Etat.

2° Toutefois les banques par actions et maisons de banque sont rattachées à la Banque du Peuple.

3° Les actifs et passifs des entreprises liquidées sont repris par la Banque du Peuple.

4° Le mode de fusion des banques privées avec la Banque du Peuple sera déterminé par décret spécial.

5° La direction provisoire des affaires des banques privées est remise au Conseil de la Banque du Peuple.

6° Les intérêts des petits déposants seront complètement assurés. »

Un second décret concernait l'inspection des coffres-forts de la clientèle. Il déclarait notamment :

« 1^o Tout l'argent conservé dans les coffres-forts des banques doit être porté au compte courant du client à la Banque du Peuple. (Ceci était une confiscation pure et simple.)

Remarque : L'or en monnaie et en lingots est confisqué et versé au fonds d'or national.

2^o Tous les propriétaires des coffres-forts sont tenus de se présenter immédiatement, sur convocation, à la Banque avec leurs clefs pour assister à l'inspection des coffres-forts.

3^o Tous les propriétaires ne se présentant pas dans le délai de 3 jours seront considérés comme refusant intentionnellement de se soumettre à l'inspection des coffres-forts.

4^o Les coffres appartenant aux personnes insoumises seront ouverts par les commissions d'enquête nommées par la Banque du Peuple et leur contenu confisqué par la Banque du Peuple au profit de la nation.

Remarque : Les commissions d'enquête peuvent, en cas de motif plausible, ajourner la liquidation. »

La fusion des banques privées avec la Banque du Peuple ne fit jamais l'objet d'aucun décret spécial, en dépit des stipulations du paragraphe 4 du décret de nationalisation. Elle s'effectua superficiellement à Pétrograd comme à Moscou et se borna au transport des valeurs, des livres et des documents des divers établis-

sements dans un seul ou dans plusieurs locaux. Il convient d'ajouter que ce transport était effectué sans méthode et, dans certains cas, sans inventaire préalable.

De même, la reprise des actifs et passifs des entreprises liquidées par la Banque d'Etat, visée au paragraphe 3, ne put avoir lieu, car aucun bilan n'avait été dressé au 14 décembre 1917.

De plus, à une question de la délégation des représentants des Conseils d'administration des Banques, il fut répondu par le commissaire soviétique interrogé, que certaines sections — celle des titres et celle des comptes « en call » particulièrement — devaient être liquidées et les créances des banques envers chaque client recouvrées sur l'ensemble des biens du débiteur, mais il fut en outre spécifié que, même après remboursement de la dette par le client, les valeurs libérées ne lui seraient pas rendues.

Fin janvier, étaient publiés deux autres décrets; l'un, du 21, annulait les emprunts d'Etat; l'autre, du 23, annulait les actions des banques de commerce. Ce dernier, précédé d'un exposé des motifs, disposait :

« Afin d'éliminer complètement de la gestion de la Banque du Peuple de la République Russe, récemment créée, l'influence des capitalistes entre les mains desquels se trouvent les actions des banques privées supprimées, le Conseil des Commissaires du Peuple a décrété ce qui suit :

1. Les capitaux des anciennes banques privées (capitaux sociaux, capitaux de réserve et capitaux spéciaux) sont confisqués sans réserve au profit de la Banque du Peuple de la République russe.

2. Toutes les actions sont annulées et tout paiement de dividendes est absolument suspendu.

3. Toutes les actions des banques doivent être immédiatement présentées par leurs propriétaires actuels dans les succursales locales de la Banque du Peuple.

4. Les détenteurs des actions de banques qui n'ont pas leurs actions sous la main sont tenus de présenter à la succursale de la Banque du Peuple des bordereaux des actions de banques leur appartenant, avec l'indication exacte de l'endroit où elles se trouvent.

5. Les détenteurs des actions de banques qui n'auraient pas présenté leurs actions (paragraphe 3) ou qui n'en auraient pas communiqué les bordereaux (paragraphe 4) dans le délai de deux semaines à dater de la publication du présent décret, seraient passibles de la confiscation de la totalité de leurs biens.

6. Toute espèce de transactions sur les actions de banque sont rigoureusement interdites. Toute personne qui participerait à ces transactions est passible de trois ans de prison au maximum. »

Dès le 15 décembre, les employés des banques privées s'étaient mis en grève et cette grève, que les administrateurs avaient essayé de faire cesser au début, devait se poursuivre.

On recommença à payer les chèques aux particuliers le 1^{er} février et à raison de 500 roubles par mois. Le paiement était entouré des plus grandes difficultés.

Au milieu d'avril 1918, le gouvernement invitait 6 administrateurs des banques à prendre part à une conférence formée auprès de la Banque d'Etat pour l'examen des questions de la politique bancaire.

Le comité des banques privées, qui désirait à tout prix sauver les établissements de crédit, établit alors un projet comprenant un ensemble de mesures relatives surtout :

a) A la mise à jour et à la vérification — qui devaient être des plus difficiles — du mouvement des affaires depuis le 14 décembre 1917.

b) A l'établissement du bilan.

c) A la réalisation rationnelle des actifs des banques.

d) Aux modalités de la reprise des opérations de toutes natures sous le contrôle gouvernemental.

La conférence tenue les 12, 15 et 16 avril adopta, contrairement à toutes les prévisions, la plus grande partie du projet. On pouvait donc espérer que l'application des décisions prises à cette conférence ramènerait la confiance du public et permettrait le fonctionnement, partiel du moins, des anciennes banques privées.

Il n'en fut rien, car les révolutionnaires qui avaient vu tout d'abord en ce plan un moyen de créer un afflux d'or, eurent vraisemblablement bien vite des doutes sur les résultats à en attendre. Aussi laissèrent-ils de côté les suggestions auxquelles ils avaient souscrit...

Les administrateurs des banques durent considérer la situation comme sans issue et abandonnèrent toute lutte...

En nationalisant les banques, les bolcheviks, ignorants qu'ils étaient, avaient cru pouvoir s'emparer de quantités immenses d'or et de monnaie étrangère; ils furent déçus : la quasi totalité du numéraire liquide sur lequel ils comptaient avait été évidemment employée en opérations d'avances et d'escompte. D'autre part, les richesses qu'ils présumaient être conservées dans les coffres-forts de la clientèle s'étaient révélées infimes.

Une seule de leurs prévisions fut réalisée : l'anéantissement de la puissance du capital financier. En effet, si les débiteurs des banques se trouvèrent libérés vis-à-vis d'elles, les déposants se gardèrent bien de confier un argent dont la possibilité de retrait aurait été au moins problématique.

Quelques chiffres donneront un aperçu de l'annihilation immédiate des opérations bancaires :

La réalisation du portefeuille des effets escomptés par les banques privées de Pétrograd, qui s'élevait à 949 millions de roubles environ au 15 décembre 1917, ne fournit que 18 millions de roubles jusqu'au 1^{er} mai 1918.

Sur 274 millions de roubles d'avances sur marchandises, il fut remboursé moins de 27 millions.

A la succursale de la Banque du Peuple, à Moscou, les prélèvements des titulaires de comptes courants

jusqu'au 1^{er} juillet 1928 furent supérieurs à 860 millions de roubles, alors que leurs versements n'atteignirent pas 558 millions. De même, les avances sur garanties consenties pendant la même période excédèrent les remboursements de près de 100 millions de roubles.

Le bilan des anciennes banques privées de Moscou et de Pétrograd subit des modifications analogues. Ainsi l'encaisse de 20 d'entre elles passa de 45 millions de roubles, au 15 décembre 1927, à un peu plus d'un million au 1^{er} mai 1918. Le montant des comptes courants diminua de plus de 2 milliards au 15 décembre 1917, à moins de 33 millions au 1^{er} mai 1918.

Un journal financier soviétique (*Naradnoje Khoustastvoï financi*, 1918, n^o 28) s'exprimait ainsi :

« L'une des fonctions les plus importantes des banques, celle qui consiste à accumuler et à concentrer les ressources non employées de la bourgeoisie pour en financer l'industrie et le commerce, a cessé complètement dans l'ordre des choses nouvellement créées; sciemment, la bourgeoisie n'apporte plus des capitaux libres dans les banques, elle ne fait pas confiance au nouveau pouvoir et le sabote ».

IV

LE COMMUNISME DE GUERRE ET LA LIQUIDATION DE LA BANQUE DU PEUPLE.

Les Bolcheviks, dont la préoccupation dominante était la conservation du pouvoir, entreprirent avant tout et d'ailleurs sans méthode définie, de réorganiser la vie économique du pays suivant de nouveaux principes connus sous le nom de principes du « communisme de guerre » et contenus dans le livre de Boukarine. *Le programme des communistes*, paru pour la première fois en mai 1918 sous le titre de *Dictature du Proletariat*.

Après avoir procédé à la nationalisation des banques, que nous avons décrite ci-dessus, ils s'occupèrent de l'industrie. Ils sou mirent celle-ci au « contrôle ouvrier » qu'ils avaient promis aux masses avant leur avènement. Dans chaque usine, le contrôle de la production, du ravitaillement en matières premières, de la vente des produits fabriqués était exercé par les ouvriers. Seules émanaient de Moscou les « Directions » principales ou centrales, chargées de diriger les différentes branches de l'économie nationale. Puis, devant l'insuc-

cès de cette première innovation, le gouvernement des Soviets effectua la nationalisation intégrale par l'Etat qui devint détenteur de la propriété et de la direction des usines. Un « Conseil supérieur de l'Economie » eut la haute main sur l'industrie dont il fut, théoriquement du moins, l'animateur et le régulateur¹. Fin 1920, sur 6.900 usines, 5.834 étaient étatisées.

Les transports furent également nationalisés. Quant à l'établissement de l'échange et de la répartition sur des principes nouveaux, il fut décrété le 21 novembre 1918. Le commerce intérieur fut déclaré nationalisé et concentré entre les mains du Commissariat du Ravitaillement (Komprod) et de l'administration centrale pour la répartition des produits (Glavprodoukt). La nationalisation du commerce extérieur fit l'objet des décrets des 23 avril 1918, 30 avril 1919 et 12 novembre 1920.

Le but final de ces réformes était de remettre toute la production des entreprises socialisées au « Komprod » et au « Glavprodoukt » qui auraient assumé sa répartition dans tout le pays par l'intermédiaire des coopératives transformées en organes d'Etat.

Cette répartition devait être effectuée grâce à deux moyens : les cartes de consommation et les prix fermes. Le paiement des ouvriers et des fonctionnaires,

¹ : J. Lescure, *La Révolution russe. Le bolchevisme*. Paris, J. Gamber, 1929.

en nature (nationalisation des salaires), fut mis partiellement en pratique.

La socialisation de l'agriculture, envisagée après celle de l'industrie, dut être abandonnée dès les premières tentatives, en raison de l'hostilité des paysans qui désiraient rester fidèles à leur « Mir » traditionnel. Les « exploitations soviétiques » et les « communes agraires villageoises » furent un vain essai d'implantation des idées communistes dans les campagnes. Après cet échec, le gouvernement, pour permettre l'approvisionnement des villes, soumit les cultivateurs à des « redevances en nature consistant dans la livraison à l'Etat d'une partie des récoltes ». Cet impôt fut institué par le décret du 30 octobre 1918. Tout ce qui excédait la consommation du contribuable devait être livré.

Les mesures édictées : approvisionnement gratuit des usines d'Etat en matières premières, distribution gratuite des marchandises produites, suivant le système des cartes, prélèvement sur les récoltes des paysans, paiement au moins partiel des salaires en nature, prohibition du commerce privé devaient, dans l'esprit des réformateurs, entraîner la disparition de la monnaie comme moyen d'échange, ainsi que nous en avons de nombreux témoignages¹ : le II^e congrès panrusse des Conseils de l'économie, réuni fin décembre 1918 à Moscou, proclama que la concentration de la produc-

1. J. Lescure, ouvrage déjà cité

tion et de la répartition des marchandises entre les mains de l'Etat devait permettre de se passer de la monnaie. Plus tard, en 1919, le VIII^e congrès communiste précisa la pensée des dirigeants. « Dans les premiers temps du passage du capitalisme au communisme, tant que la production et la répartition communistes ne sont pas pleinement organisées, la suppression de la monnaie apparaît impossible. En de telles circonstances, les éléments bourgeois de la société continuent à utiliser les signes monétaires restant propriété privée pour spéculer et réaliser des bénéfices, et pour exploiter les travailleurs. En s'appuyant sur la nationalisation des banques, le parti communiste russe s'efforce de prendre une série de mesures capables d'élargir la sphère des compensations indépendantes de tout emploi de monnaie et de préparer le terrain à la suppression de la monnaie ». Enfin, on peut citer l'opinion de J. Larin, économiste influent de cette époque qui disait en 1920 : « La disparition de la monnaie progressera avec l'amélioration de l'organisation économique soviétique... La monnaie n'existe pour ainsi dire plus en tant que mesure de valeur. La monnaie comme instrument d'échange peut déjà, dans une large mesure, être supprimée... La monnaie en tant que moyen de paiement disparaîtra, quand l'Etat soviétique aura libéré les ouvriers de la nécessité de recourir aux marchés... La monnaie actuelle ne sera plus alors qu'« un papier de couleur ».

L'idéal communiste était de « remplacer la monnaie

par des virements d'écritures correspondant aux déplacements de marchandises ou de services ». La poursuite de cet idéal donna lieu à différentes mesures législatives¹.

Un décret du 2 mai 1918 prescrivit que tous les instruments monétaires se trouvant dans les mains de l'Etat et de ses représentants devaient être concentrés dans les caisses du Trésor ou de la Banque du Peuple.

Un autre, du 20 août 1918, enjoignit à toutes les entreprises nationalisées de livrer leur production aux « centrales » correspondantes et d'en recevoir toutes les matières premières. De la sorte, la compensation des marchandises livrées et des produits reçus pouvait s'effectuer par simple inscription sur des registres.

Ce système de compensation fut étendu par décret du 23 janvier 1919 aux relations entre les entreprises nationalisées ou municipalisées et les entreprises contrôlées par elles et, par décret du 6 janvier 1920, aux opérations des coopératives.

Par voie de conséquence, la Banque du Peuple devait se transformer progressivement en « Chambre de compensation ». Bien plus, comme elle ne pouvait plus jouer le rôle « d'institution de crédit », elle fut liquidée par décret du 19 janvier 1920. Ses fonctions furent transférées au Trésor qui eut alors compétence pour émettre les signes monétaires appelés désormais « titres de compensation ».

1. J. Lescure, ouvrage déjà cité.

Signalons encore que les préoccupations du Gouvernement ne portèrent pas seulement sur le remplacement de la monnaie comme « instrument d'échange », mais aussi sur son remplacement comme « mesure de valeur ».

Une commission fut chargée d'étudier l'introduction d'une unité de compte stable, ayant sa base dans l'unité de travail employé. Elle n'aboutit à aucun résultat positif.

V

LA NOUVELLE ECONOMIE POLITIQUE

« NEP »

L'essai d'application des idées utopiques des bolcheviks ne répondit nullement à leurs espoirs chimériques.

La production de l'industrie nationalisée devint plus insuffisante que jamais à satisfaire les besoins du pays et les paysans ayant réduit leurs ensemencements de façon à ne récolter que les quantités strictement indispensables à leur consommation, les redevances en nature se révélèrent dérisoires. Quant au fonctionnement de l'appareil distributif, il amena une répartition des plus défectueuses.

Les déficits du budget ne purent être couverts que par les émissions de billets dont l'accroissement incessant avait tout d'abord été considéré comme propre à faciliter la réalisation du système socialiste d'échange en accélérant la chute du rouble papier.

La famine qui désola la Russie en 1921 détermina le gouvernement des Soviets à l'abandon partiel de son « collectivisme pur ».

Un premier décret, celui du 21 mars 1921, « permit la liberté des échanges pour les produits provenant de l'industrie et du travail des artisans, dans les limites de la circulation locale des biens »

Il rendit également à la coopération, la liberté des échanges et le droit de posséder à titre de propriété privée, non seulement les biens meubles, mais aussi les immeubles.

Un autre, le 2 avril 1921, remplaça le prélèvement qui prenait au paysan l'excédent de récolte disponible par un impôt proportionnel devant laisser au cultivateur une partie de ce disponible, partie qu'il pouvait vendre à son gré.

Le décret du 24 mai 1921 annonça « que le commerce pouvait être exercé par les particuliers isolés et les groupements coopératifs, sur les marchés et ailleurs, sur des éventaires et dans des échoppes, ainsi que dans des locaux fermés ».

Toutefois, à cette époque, c'était encore le troc qui était envisagé. Ce furent les décrets des 26 et 27 octobre 1921 qui rétablirent légalement le commerce en argent; en pratique il n'avait jamais complètement disparu.

Mentionnons également la restauration des Bourses de commerce à la fin de 1921.

En ce qui concerne la moyenne et la grande industrie, la nationalisation ne pouvait être abrogée; sinon le pouvoir du parti communiste aurait été anéanti. Cepen-

dant, les principes de gestion par l'Etat ne pouvaient plus désormais être maintenus dans toute leur rigueur; trois modifications essentielles leur furent rapidement apportées : 1° l'affermage des entreprises; 2° l'application des « principes commerciaux » aux entreprises que l'Etat continuait à gérer; 3° la suppression pour certaines entreprises de l'approvisionnement par l'Etat.

1° Le décret du 5 juillet 1921 sur l'affermage des entreprises accorda le droit aux coopératives, associations et autres unions, ainsi qu'aux citoyens isolés, de prendre à bail les entreprises industrielles appartenant à l'Etat aux fins de leur exploitation.

Les preneurs pouvaient recevoir des commandes des particuliers, produire des marchandises pour le marché libre et conclure des contrats pour des fournitures avec qui que ce soit.

2° Par les décrets des 12 et 15 août 1921, le « calcul commercial » fut déclaré base de toute l'industrie nationalisée. La grande industrie, toujours dépendante de l'Etat, restait obligée de lui livrer son produit et de ne tenir que de lui les fonds en espèces et en matières indispensables au fonctionnement de l'entreprise. Néanmoins, elle « eut le droit de constituer par ses propres moyens, aux frais de la production, des stocks de vivres, matières premières, combustibles, matériaux, etc., dans des proportions établies par le Conseil du Travail et de la Défense..., d'employer les matériaux qui seraient inutilisables à satisfaire ses besoins, en autres matériaux. »

3° Cet octroi de libertés amena bientôt les Soviëts à renoncer à l'approvisionnement d'un grand nombre d'entreprises (décret du 6 février 1922).

Ces premières « concessions » qui marquèrent l'avènement de la nouvelle politique économique : la « Nep », ou politique de « capitalisme d'Etat », furent suivies d'autres modifications que nous ne pourrions exposer sans sortir du cadre de ce travail. Nous nous contenterons donc de décrire brièvement la structure économique actuelle : aboutissement de ces transformations apportées par le gouvernement soviétique, épris alternativement de libéralisme et de réglementarisme.

Commençons par l'industrie à laquelle les dirigeants portent l'intérêt le plus grand.

Elle est régie par différents décrets dont les plus importants sont ceux des 10 avril 1923 et 29 juin 1927 : 3 catégories sont à distinguer : 1° l'industrie d'Etat; 2° l'industrie coopérative; 3° l'industrie privée.

1. L'industrie d'Etat embrasse presque toute la grande et moyenne industrie et une partie de la petite. Elle est concentrée en « Trusts ».

Un « trust » est un organe jouissant de la personnalité juridique et fonctionnant sur une base commerciale. Il est constitué par un groupe d'usines ou d'exploitations, appartenant généralement à une même industrie et situées dans la même zone territoriale. On trouve des trusts d'union, dont l'activité intéresse l'économie de toute l'U. R. S. S., des trusts des républiques fédé-

rées et des trusts régionaux ayant seulement une portée locale.

Le Trust ressemble à certains égards à la société par actions : Il possède ses statuts; il a une direction propre, un comité de surveillance; il recrute son personnel d'exécution, assure la marche « technique » de ses usines en toute indépendance. Il a sa comptabilité, dresse un bilan.

Mais l'analogie s'arrête là : chaque trust est en effet soumis, notamment en matière d'approvisionnements, de production, de prix et de salaires, aux directives générales de l'autorité suprême économique de la Fédération, de la République, de la Province ou de l'autorité locale à laquelle il est rattaché et sous les ordres de laquelle il est placé¹. Ces autorités procèdent également à la nomination du président du Conseil d'administration des trusts dépendant d'eux. Elles remplacent ainsi les assemblées générales d'actionnaires.

La subordination du trust va plus loin. Il reçoit de l'Etat, lors de sa création, un patrimoine statutaire qui est le capital de fondation (dont une partie reste nationalisée : sol, bâtiments, machines). Il lui remet son profit net (après prélèvements pour amortissements, nouvelles installations et versements pour assurances sociales). Par contre, une partie des capitaux qui lui sont nécessaires sont fournis par le budget. De plus,

1. Jacques Lyon, *La Russie soviétique*. Paris, Alcan, 1927, p. 20.

bien que responsable de ses engagements sur la partie de son patrimoine dont il a la libre disposition, le trust peut, dans le cas d'exercice déficitaire, recevoir de l'Etat des fonds destinés à couvrir les pertes, si son activité est reconnue essentielle pour la nation.

2° A côté de l'industrie d'Etat, on trouve l'industrie coopérative qui se divise en deux groupes : a) Les entreprises industrielles organisées par les coopératives de consommation et par les coopératives agricoles; b) Les entreprises des coopératives industrielles.

Ces dernières sont des associations (artèles) d'au moins 5 membres (paysans ou artisans) formées pour s'occuper en commun de la même branche industrielle, pour organiser le travail de leurs membres, pour leur procurer les matériaux, instruments et outillage pour travailler, et vendre les produits fabriqués par leurs membres.

Les artèles et les unions qu'ils peuvent former possèdent la personnalité juridique. Leurs ressources sont tirées des cotisations, des parts, des avances, des dépôts de leurs membres, des emprunts, des majorations sur les prix de revient des opérations de production, enfin des crédits fournis par l'Etat. Ils sont assujettis à un contrôle gouvernemental étroit.

3° Il ne faut pas oublier l'industrie privée qui reste, il est vrai, l'exception. Elle se présente sous différentes formes : a) Les entreprises occupant au maximum dix ouvriers avec force motrice et vingt ouvriers sans force

motrice, appartenant à des personnes privées et les entreprises des artisans ou « koustari » appartenant à un seul individu; b) les petites entreprises d'Etat prises en location par des personnes privées; c. les concessions consenties à des firmes étrangères qui fournissent les fonds nécessaires et recueillent les bénéfices à l'exception des redevances stipulées par les contrats et des impôts; d) les sociétés mixtes par actions formées par un groupe étranger et un organe soviétique qui participent concurremment à la commandite, à la gestion et aux bénéfices.

En résumé : la grande et la moyenne industries sont possédées et gérées par l'Etat. Les coopératives et les particuliers se partagent la petite.

Si nous considérons le commerce intérieur, nous trouvons également 3 secteurs : 1° un secteur d'Etat; 2° un secteur coopératif; 3° un secteur privé.

1. Le commerce d'Etat est exercé par quelques trusts, comme ceux de la laine peignée, du sucre, des cuirs, etc..., par des syndicats et par des « Torgs ».

Les trusts précités pratiquent le commerce de gros et aussi, mais moins activement, le commerce de détail. Leur commerce, d'ailleurs, ne porte jamais que sur les produits de leur propre industrie.

Les syndicats sont formés par des entreprises ou groupements d'entreprises pour assurer d'une façon rationnelle le débit et la mise en stocks de leurs marchandises et aussi pour procéder à leurs achats de ma-

tières premières. Ils ont pour but de supprimer la concurrence : ils réglementent les prix, la production et les ventes des adhérents. Ils concluent diverses opérations de commerce, transport, assurance, crédit, soit pour leur compte, soit comme commissionnaires de leurs adhérents. En théorie, un syndicat ne se borne pas à admettre des entreprises d'Etat; en pratique, il est presque toujours constitué exclusivement par des trusts qui le chargent de la vente de leurs produits. C'est une personne morale qui doit faire approuver ses statuts par les pouvoirs compétents. Son capital est versé par ses membres.

Les torgs sont des services commerciaux organisés par certaines institutions officielles comme les commissariats du peuple de l'Union et des Républiques fédérées ou autonomes. Ce sont, eux aussi, des personnes morales dont les statuts sont soumis à l'approbation gouvernementale.

2° Le commerce coopératif est assuré surtout par les coopératives de consommation dont les principales attributions sont les suivantes :

a) acheter et vendre les produits de l'industrie agricole, des métiers et industries à domicile, de l'industrie manufacturière.

b) répartir parmi la population, à titre de commission, les produits de l'industrie d'Etat et de l'industrie coopérative.

c) écouler les produits du travail de leurs membres

et approvisionner ces derniers en instruments de travail et en matériel indispensable.

Les coopératives agricoles et de production effectuent également des opérations commerciales, mais sur une moindre échelle. Elles fournissent à leurs adhérents des matières premières ainsi que du matériel et débitent les produits agricoles ou manufacturés de ces adhérents.

3° Enfin, le commerce privé est représenté par des entreprises individuelles et par des associations qui n'offrent aucune différence essentielle avec celles des pays capitalistes : *a)* simples associations; *b)* sociétés en nom collectif; *c)* sociétés en commandite; *d)* sociétés à responsabilité limitée; *e)* sociétés par actions. Les statuts de cette cinquième catégorie doivent être approuvés par le gouvernement.

Nous pouvons diviser ainsi le commerce intérieur en Russie : D'une part, le commerce de gros qui est, pour ainsi dire, entièrement entre les mains des organismes d'Etat, des syndicats particulièrement; d'autre part, le commerce de détail, terrain sur lequel les entreprises privées luttent, parfois victorieusement, avec les coopératives que soutient et favorise le Pouvoir soviétique.

Les transports présentent sensiblement les mêmes caractères.

Si la « Nep » a abouti à certaines modifications en ce qui concerne le commerce intérieur, elle n'a rien changé,

par contre, au monopole du commerce extérieur qui a été jalousement conservé parce que considéré comme une des pierres angulaires du système économique et destiné à maintenir l'équilibre de la balance de paiement par la réglementation de toutes les entrées et de toutes les sorties de marchandises. Achats et ventes à l'étranger sont effectués par l'intermédiaire des représentations commerciales, de certaines organisations d'Etat et des coopératives dûment autorisées, voire, exceptionnellement, de certaines organisations et personnes privées sous le contrôle du Commissariat du Commerce.

A l'opposé du commerce extérieur absolument nationalisé, l'agriculture ne comprend que bien peu d'entreprises gouvernementales. La quasi totalité des cultures est répartie entre des exploitations privées. Celles-ci ne peuvent acheter, vendre, donner, léguer, ni hypothéquer la terre, mais ont droit de jouissance perpétuel et gratuit.

Toutes les branches de l'activité soviétique sont donc réparties en deux groupes : un groupe privé réunissant la petite industrie, une fraction du commerce intérieur de détail et l'agriculture; un groupe « nationalisé » englobant la grande et la moyenne industrie, le commerce extérieur, le commerce intérieur de gros, une partie du commerce intérieur de détail, les transports presque intégralement et, en plus, les banques dont nous parlerons spécialement bientôt.

Ce dernier groupe, le plus important,, est formé, comme nous l'avons vu, d'unités économiques gérées séparément, plus ou moins indépendantes, mais subordonnées aux organes centraux qui leur donnent des directives, conformément à un plan d'ensemble, le « gosplan » établi à l'avance dans le but de régulariser la production et la répartition.

Ainsi, l'industrie est subordonnée au « Conseil supérieur de l'Economie de l'U. R. S. S. » (C. S. E.)¹, qui comprend diverses Directions dont 2 principales : 1° « La Direction centrale de l'Industrie » qui dirige les trusts de l'union et gère les entreprises industrielles où le Conseil supérieur a des intérêts (sociétés par actions, syndicats, etc...); 2° la « Direction Economique » qui étudie les questions générales de la politique industrielle, donne l'impulsion aux conseils supérieurs des diverses républiques de l'Union, dresse le budget en recettes et dépenses de l'industrie, ainsi que le plan industriel général.

« Ce dernier est dressé pour chaque exercice et préparé par le Conseil supérieur de l'Union soviétique, d'après les plans dressés dans chaque république par les Conseils supérieurs de ces républiques et d'après le plan dressé par les trusts relevant de l'Union. Il est établi d'après les possibilités de vente, afin d'éviter la sur-

1. L'U. R. S. S. est composée de la R. S. F. S. R., République Soviétique Fédérative Socialiste Russe) l'Ukraine, la Russie Blanche, la Transcaucasie, la République des Turkmènes et la République des Ouzbeks.

production et la sous-production. On tient compte dans son établissement des possibilités techniques de la production, de l'approvisionnement du marché par les coopératives, le commerce privé ou les entreprises affermées¹ ».

Ce plan est ensuite examiné et mis au point par la « Commission du Gosplan », instituée auprès du Conseil du Travail et de la Défense (Soviet Trondai Oborony). S. T. O, pour cordonner tous les plans économiques. Enfin le S. T. O., organe régulateur suprême, donne son approbation.

« Sous le régime soviétique, l'équilibre production-consommation cesse donc de se réaliser sous l'action de la loi de l'offre et de la demande. C'est un plan qui fixe les quantités produites et la formation des prix subit l'influence prépondérante de l'Etat qui détient la majorité des entreprises¹ » et fixe en outre un prix de vente pour les récoltes des paysans.

Autre conséquence, le budget de l'U. R. S. S. et celui des républiques de l'Union diffèrent de ceux des pays capitalistes. Une place importante y est occupée par les Dépenses relatives au financement des entreprises d'Etat, compensées, mais en partie seulement, aux « Recettes », par les versements de « bénéfices » effectués par ces institutions.

1. J. Lescure, ouvrage déjà cité.

VI
LA RENAISSANCE DU BESOIN DE CREDIT
LA NOUVELLE BANQUE D'ETAT
ET LA REFORME MONETAIRE.

Les premiers changements qui éloignèrent le gouvernement des Soviets de ses prétentions initiales, quoiqu'ils ne tendissent à rétablir les libres opérations économiques que dans des proportions très restreintes, suffirent à faire renaître un besoin de crédit au cours du deuxième semestre 1921.

En premier lieu, les dirigeants bolcheviks qui jusqu'alors procédaient à la confiscation de toutes les sommes importantes dont les particuliers étaient détenteurs, furent contraints de rétablir les opérations de comptes courants et de dépôts.

Le décret du 30 juillet 1921 stipula :

« Désireux de supprimer les restrictions qui gênent les opérations économiques et d'assainir la circulation monétaire en développant les opérations de dépôt et de virements » le Pouvoir des Soviets a décidé : 1° de supprimer toute restriction des sommes d'argent susceptibles de se trouver entre les mains des particuliers

ou des organisations privées; 2° d'abroger la confiscation de toutes les sommes versées tant par les particuliers que par les organisations en dépôt ou au crédit de comptes courants; 3° de délivrer immédiatement à la première demande des propriétaires toutes les sommes, sans restriction, versées au crédit de comptes courants ou en dépôt; 4° de reconnaître l'inviolabilité du secret bancaire. »

Il devenait donc indispensable de rétablir un appareil bancaire ou tout au moins réputé tel.

Le 13 octobre 1921 fut promulgué le décret sur la Banque d'Etat dont l'ouverture eut lieu à Moscou le 16 novembre.

Dans un article paru sous la signature de A. Axelrod dans la *Novyi Mir* du 10 novembre 1921, les causes déterminantes de la création de cet établissement ont été formulées en ces termes :

« Après être entré dans une nouvelle ère de politique économique, d'affermage des entreprises industrielles, d'affranchissement et de développement de la coopération de production et de consommation, ainsi que de l'industrie à domicile et surtout après avoir adopté pour la grande industrie le système de commande et de crédit à bases commerciales, le pouvoir des Soviets fut obligé d'aborder de près la création d'un nouvel organisme financier destiné à desservir toutes ces nouvelles formes d'économie nationale et capable de distribuer et de régler d'une façon méthodique

l'œuvre de crédit. Cet organisme ne pouvait être qu'un appareil bancaire. »

Les principales caractéristiques de cette Banque d'Etat ressortent des articles suivants de ses statuts (reproduits dans leur état primitif) :

Article premier. — La Banque d'Etat de la R. S. F. S. R¹, est instituée dans le but d'aider par des octrois de crédits et autres opérations de banque, le développement de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, aussi bien que de concentrer les opérations monétaires et de réaliser telles autres mesures destinées à établir une circulation monétaire régulière.

Elle est également chargée d'assurer toutes les opérations de trésorerie ayant trait aux recettes et aux dépenses de l'Etat.

C'est un organisme autonome, faisant partie du Commissariat du Peuple pour les Finances, responsable devant le Commissaire du Peuple pour les Finances auquel il est directement soumis.

Ressources de la Banque

Article 2. — Les ressources de la Banque se composent d'un capital social et d'un fonds de réserve.

Article 3. — Le capital social est de 2.000 milliards de roubles soviétiques (40 millions de roubles-or

1. Devenue la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) par décret du 6 juillet 1923.

à cette époque), prélevés sur les ressources générales de l'Etat et attribués sous forme d'allocation budgétaire.

Article 4. — Le fonds de réserve sera constitué par des prélèvements faits dans ce but sur les bénéfices de la Banque (art. 46) et devront servir à couvrir les pertes éventuelles.

Le montant du fonds de réserve est illimité.

Si, pour un exercice, les pertes excèdent le total du fonds de réserve, le déficit, après ratification du rapport annuel et du bilan (art. 41), sera inscrit au compte spécial du Commissariat des Finances (art. 38) afin d'être couvert par le Budget de l'Etat.

Direction de la Banque

Article 5. — Le contrôle suprême des opérations sera confié au Commissaire du Peuple pour les Finances. En particulier, celui-ci devra ratifier les principes généraux des opérations, diriger la politique générale, ratifier le taux de l'intérêt et des commissions, exercer un contrôle d'ensemble sur les opérations et ratifier les budgets de dépenses et les rapports annuels.

Article 6. — La Direction est confiée à un Conseil de Directeurs qui aura son siège à Moscou.

Article 7. — Le Président du Conseil des Directeurs sera nommé par le Conseil des Commissaires du Peuple,

sur la proposition du Commissaire du Peuple pour les Finances. Les membres du Conseil des Directeurs seront nommés par le Commissaire du Peuple pour les Finances.

Organisation locale

Article 12. — Les comptoirs régionaux, succursales et agences de la Banque, dépendront, en ce qui concerne leur organisation et leur administration, des Chefs des services locaux correspondants du Commissariat des Finances.

Comité d'avances et d'Escompte

Article 23. — En vue de déterminer la situation financière des institutions, entreprises, établissements et particuliers, de fixer le montant des crédits et des avances à leur accorder, le Conseil des Directeurs établira un Comité d'Avances et d'Escomptes.

Des comités analogues seront également établis auprès des comptoirs régionaux et des succursales.

Nota. — Les appréciations du Comité d'Avances et d'Escompte devront être ratifiées par le Conseil des Directeurs ou par les directeurs respectifs des comptoirs régionaux et des succursales.

Article 24. — Le Comité d'Avances et d'Escompte du Conseil comprendra : le président et un membre du Conseil des Directeurs de la Banque d'Etat, deux

représentants, respectivement du Conseil suprême Economique et du Commissariat du Peuple pour l'Agriculture, d'un représentant du Commissariat du Peuple pour les Finances, du Commissariat du Commerce extérieur, du Commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne, de l'Union centrale des sociétés de consommateurs (Centrosoyouz), de l'Union panrusse des coopératives agricoles (Selskosoyouz), de la Société des coopératives industrielles réunies, ainsi que des représentants du commerce et de l'industrie convoqués par le Président du Conseil des Directeurs, avec approbation du Commissariat du Peuple pour les Finances.

Article 25. — Cet article prévoit une organisation analogue pour les Comités d'Avances et d'Escompte locaux.

Opérations de la Banque

Article 29. — La Banque d'Etat devra poursuivre les opérations résultant du développement de l'industrie et du commerce, accorder des crédits convenablement garantis, appropriés économiquement, aux grandes entreprises et institutions industrielles d'Etat, coopératives et autres organisations; aux entreprises privées ainsi qu'aux établissements agricoles et aux industries artisanales.

Elle devra, en particulier, effectuer les opérations suivantes :

1. Accorder des crédits à la production, avec ou

sans couverture, pour le développement d'entreprises déterminées (financement) basés sur des devis et des plans préparés par l'emprunteur et approuvés par la Banque.

2. Accorder des crédits à vue ou à échéance fixe contre garanties : titres, monnaies, métaux précieux, marchandises, connaissements, effets de commerce n'excédant pas six mois d'échéance.

3. Escompter des billets à ordre et lettres de change à 6 mois d'échéance maxima.

4. Acheter et vendre des marchandises à la commission.

5. Acheter et vendre pour son propre compte des titres, devises et métaux précieux.

6. Emettre des virements et des lettres de crédit pour toutes places de l'U. R. S. S. et de l'étranger où la Banque a des succursales ou des correspondants.

7. Prendre à l'encaissement des lettres de change, billets à ordre, traites étrangères, récépissés de magasinage et de transport et toutes autres natures de documents et de valeurs et effectuer pour le compte des clients tous paiements.

8. Recevoir des sommes pour un montant illimité, a) en compte courant, b) en dépôt (pour une période déterminée ou non) et payer ces sommes en espèces.

9. Recevoir en garde tous objets en échange de récépissés appropriés, pour une période n'excédant pas 9 ans.

Article 30. — La Banque sera chargée, sans commission ou autre émolument de recevoir tous versements et d'effectuer tous paiements pour le compte de toutes les institutions et entreprises de l'Etat.

Article 31. — La Banque recevra tous versements au titre des revenus publics et effectuera tous paiements au titre des dépenses publiques, toutes les opérations devant être inscrites au compte spécial du Commissariat des Finances.

Transfert à la Banque des fonctions bancaires et des opérations de Caisse du Commissariat des Finances.

Article 38. — Quand la Banque commencera ses opérations il lui sera transféré (au compte spécial du Commissariat des Finances), le solde de fonds détenus par le Siège Central et les services locaux du Commissariat du Peuple pour les Finances, qui, en vertu des décrets en vigueur, conserveront le caractère de comptes courants et de virements à payer, les ouvertures de crédits et comptes relatifs au financement des sociétés coopératives.

Toutes les opérations afférentes aux comptes sus-visés seront dorénavant concentrées uniquement à la Banque d'Etat.

Répartition des bénéfices

Article 45. — Le bénéfice net de la Banque se composera du montant général des intérêts, commissions

et autres recettes provenant de ses opérations productives après déduction des intérêts et commissions payées, de toutes les dépenses d'organisation et d'exploitation et après amortissement des créances douteuses et autres pertes.

Article 46. — Après que la rapport annuel aura été approuvé par le Commissariat du Peuple pour les Finances, le bénéfice net sera distribué comme suit :

50 % au capital de réserve; une somme n'excédant pas 20 % à un fonds d'allocation supplémentaire pour le personnel et le solde au Trésor Public.

Comme on le voit, la Banque nouvellement créée, quoique chargée d'opérations analogues à celles des banques de commerce capitalistes était extrêmement subordonnée à l'Etat, conformément aux principes de la Nep (son capital était fourni par l'Etat, son organisation, sa direction dépendaient exclusivement de lui et sa clientèle, bien qu'elle pût également comprendre des particuliers, devait être constituée principalement, et pour cause, d'entreprises subventionnées et administrées par l'Etat). M. Sokolnikov, Commissaire des Finances, a d'ailleurs défini ainsi son rôle dans un discours prononcé le 19 décembre 1922. « La Banque d'Etat doit être en son principe la Banque du Commerce et de l'Industrie de l'Etat¹. »

1. Alors que notre travail était presque achevé, nous avons eu connaissance du nouveau statut dont les organes législatifs de l'U. R. S. S. dotèrent la Banque d'Etat vers le milieu de 1929. Ce statut n'apporte au régime décrit par nous que des modifications de forme.

L'Etat conservait le droit exclusif d'émission dont il usait chaque jour plus abondamment ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous :

Montant des roubles en circulation.

1 ^{er} août 1914	2.4	milliards	
1 ^{er} mars 1917	8.3	—	
1 ^{er} novembre 1917 ...	18.9	—	
1 ^{er} janvier 1918	25.9	—	
1 ^{er} — 1919	54.6	—	
1 ^{er} — 1920	224.6	—	
1 ^{er} — 1921	1.168.6	—	
1 ^{er} — 1922	17.538.4	—	
1 ^{er} mai 1922	127.900	—	
1 ^{er} octobre 1922	913.707	ou 913,7 millions de roubles 1923, suivant la conversion effectuée afin de faciliter les calculs, à raison de 1 rouble 1923 pour 1.000 roubles 1922.	

La dépréciation corrélative du rouble papier devait rendre les débuts de la Banque d'Etat particulièrement difficiles. Katzenellenbaum, dans son ouvrage : *Russian Currency and Banking 1914-1924*, écrit à ce sujet : « La Banque d'Etat, à sa fondation, ne reçut du Trésor ni métal, ni valeurs réelles. Il lui fut accordé un capital nominal de 2.000 milliards de roubles papier, qui valaient, au moment où il fut octroyé, 50 millions de roubles d'avant-guerre, mais 14 seulement quand la Banque commença ses opérations. Si cette somme avait été prêtée pour 2 ou 3 mois à la clientèle, le remboursement à l'échéance aurait représenté 1 ou 2 millions en valeur or. »

La Banque fut contrainte de porter son capital à

5.750 milliards de roubles en février 1922 et, en octobre, à 130.750 milliards. Elle reçut, en outre, des subsides du Commissariat des Finances. Mais, malgré ces apports, le montant des fonds de roulement diminuait sans cesse, car les pertes subies dans les opérations d'avances n'étaient que partiellement compensées par la dépréciation des dépôts dont le développement était très lent. Aussi différentes mesures palliatives durent-elles être prises.

Le taux des prêts, fixé au début à 8 ou 10 % par mois, fut élevé jusqu'à 18 % par mois (à 23 % même dans certains cas); néanmoins, les pertes dues à la chute du rouble furent à peine atténuées.

La Banque exigea ensuite des emprunteurs qu'ils partageassent avec elle leurs bénéfices; puis, cette protection s'étant également révélée insuffisante, elle chercha à se défendre en transformant la majeure partie de ses disponibilités en valeurs stables : or en lingots et monnaies, billets de banques et traites étrangères. Mais il en résulta l'immobilisation de sommes importantes sans que le danger de dépréciation fut écarté pour les avances consenties.

On peut avoir une idée de la dépréciation du rouble à cette époque en lisant le passage suivant de la brochure « *Une monnaie stable en Russie, le Tchervonetz*¹ : « Au cours des premiers quatre mois de l'année 1922 le total du bilan de la Banque d'Etat, qui opérait alors avec du papier monnaie, augmenta, au nominal, de

600 %, tandis que, traduit en or, son bilan diminua de 62 %. »

Au début d'octobre 1922, la Banque d'Etat essaya d'un dernier remède : elle ouvrit des crédits et accepta des dépôts en roubles papier, en décomptant les sommes prêtées et versées en roubles or d'après le cours du jour et en stipulant que la liquidation de ces opérations devait être effectuée en roubles papier au cours de l'or du jour du règlement.

Ce procédé garantissait bien les déposants contre les pertes de change, mais non les emprunteurs — organismes d'Etat pour la plupart —. En outre, il accélérât la dépréciation du rouble.

Cette situation sans issue poussa le Conseil des Commissaires du Peuple, à accorder, par décret du 11 octobre 1922, le privilège d'émission à la Banque d'Etat.

« Dans le but d'accorder les fonds de roulement de la Banque de l'Etat nécessaires à ses transactions commerciales, sans, toutefois, qu'il en résulte une inflation fiduciaire et afin de régler la circulation du papier monnaie, le Conseil des Commissaires du Peuple, se basant sur la réserve des valeurs réelles : or en lingots et en monnaies, autres métaux précieux et valeurs étrangères stables, accumulées par la Banque d'Etat, arrêta ce qui suit :

1. Edition de la Banque de commerce de Russie. Moscou. En français, p. 9.

1. La Banque d'Etat est autorisée à mettre en circulation des billets de banque.

2. Les billets de banque seront émis en coupures de 1, 2, 3, 5, 10, 25 et 50 tchervontzi (1 tchervonetz vaudra 12 zolotnik et 78, 24 dolias d'or pur ou 10 roubles en ancienne monnaie russe.)

3. Les billets de banque mis en circulation seront entièrement garantis par un dépôt dont un quart au moins de leur valeur nominale sera représenté par des métaux précieux et des valeurs étrangères stables et les trois quarts restant par des marchandises facilement réalisables, effets et autres obligations à brève échéance.

4. Un compte rendu bimensuel énumérant la somme totale de billets en circulation et le dépôt qui en représente la contre-valeur, sera porté à la connaissance générale par la Direction de la Banque d'Etat.

5. L'échéance à laquelle commencera l'échange des billets de banque contre la monnaie d'or sera établie par un acte spécial du gouvernement.

6. Les billets de banque devront être acceptés à leur valeur nominale par les caisses gouvernementales en paiement des perceptions et des versements dus à l'Etat, (taxes douanières, impôts, coût de transport, etc...), dans tous les cas où le paiement en or est exigé par la loi.

7. La Banque de l'Etat aura le droit d'exiger que le remboursement des avances effectuées en billets de

banque et, en général, le recouvrement des obligations, exprimées en billets de banque, s'effectuent nécessairement en billets de banque.

8. Les avances effectuées en billets de banque pour le compte du Commissariat des Finances devront être garanties par un dépôt, dont une partie de 50 % au moins de leur valeur nominale sera représentée par des métaux précieux et l'autre par des obligations à intérêts du dit Commissariat.

Remarque. — Les avances envisagées par le présent article ne s'effectuent qu'en vertu d'une autorisation spéciale du gouvernement.

9. Les billets de banque seront cotés à toutes les bourses de la R. S. F. S. R.

10. La contrefaçon des billets de banque sera poursuivie à l'instar de celle du papier monnaie. »

Huit jours plus tard, un second décret¹, en date du 19, précisa les dispositions du premier. De plus, s'inspirant sans doute du système anglais adopté pendant un certain temps par la Banque d'Etat tzariste, il rendit le Département d'Emission indépendant de celui des Opérations de Banques proprement dites. Enfin, il réglementa l'utilisation et l'invalidation des billets.

Quelques remarques méritent d'être faites au sujet du nouveau billet¹ :

1. Voir annexes.

1. Il est inconvertible en or dès sa création. De plus, aucun rapport légal n'est établi entre le tchervonetz et le rouble soviétique : comme l'indiquent les textes suivants :

a) art. 5 du décret du 11 octobre : « L'échéance à laquelle commencera l'échange des billets de banque contre de la monnaie d'or, sera établie par acte spécial du gouvernement. » (Cet acte n'est jamais intervenu jusqu'à ce jour.)

b) art. 19 du décret du 19 octobre 1922 : « L'échange des billets de banque déboursés par la Banque d'Etat et ses succursales contre du papier monnaie russe s'effectuera sans entrave et pour un montant illimité par toutes les institutions de la Banque. De même, ils seront acceptés en paiement des sommes dues à la Banque ou versées à sa caisse en comptes courants, en dépôts à terme, en qualité de transfert à des tiers etc... *L'acceptation et l'échange des billets de banque s'effectueront au cours du jour.*

2. La convertibilité du billet doit être constituée par un dépôt « dont un quart au moins de la valeur nominale sera représentée par des métaux précieux et des valeurs étrangères stables et les trois quarts restant par des marchandises facilement réalisables, effets et autres obligations à brève échéance » (art. 3

1. Esekiel Gordon, *La réforme monétaire dans la Russie des Soviets*, Paris, J. Povolozky, 1924.

du décret du 11 octobre 1922), « les deux tiers au moins de cette dernière espèce de garantie devant consister en effets de commerce » (art. 6 du décret du 19 octobre 1922).

a) La convertibilité n'existant pas, l'exigence de couverture métallique a surtout, pour le présent, une utilité psychologique (d'ailleurs cette couverture métallique peut comprendre divers métaux autres que l'or, du platine par exemple¹, qui sont de véritables marchandises).

b) La valeur de la fraction de couverture constituée par les effets de commerce et les marchandises dépend essentiellement de la « facilité de réalisation » de ces gages et peut n'être, sous un régime étatique, que purement théorique — ainsi qu'il nous sera donné de le constater plus loin.

3. Un danger d'inflation résulte de l'article 8 du décret du 11 octobre 1922. « Les avances effectuées en billets de banque pour le compte du Commissariat des Finances devront être garanties par un dépôt dont une partie de 50 % au moins de leur valeur nominale sera représentée par des métaux précieux et l'autre par des obligations à intérêt du dit Commissariat. »

Le Commissariat des Finances pourrait, grâce à cette clause, obtenir une certaine somme en tchervontzi contre le dépôt de la moitié en métaux, puis employer cette somme à des achats de métaux qui lui permet-

1. Voir annexes.

traient de recevoir une somme double en tchervontzi et ainsi indéfiniment. Il n'a, il est vrai, encore jamais usé de cet expédient, — du moins à notre connaissance.

Le « Tchervonetz » qui possède certains traits de ressemblance avec le billet de banque, n'en possède donc pas tous les caractères essentiels contenus dans la définition classique de M. Arnauné «... un effet de commerce, un titre de créance transmissible par tradition et donnant à tout porteur le droit d'exiger le paiement à vue d'une certaine quantité de monnaie. »

Le 27 novembre 1922, la Banque d'Etat émit ses premiers billets. Désormais, il y eut une double circulation : les roubles soviétiques, — papier monnaie sans aucune couverture — et les tchervontzi, billets de banque gagés, mais inconvertibles.

Jusqu'à fin février 1923, les tchervontzi furent émis avec une grande prudence, les roubles soviétiques continuant à être distribués avec la plus grande largesse pour le paiement des fonctionnaires et les besoins du budget.

A partir du 1^{er} mars 1923, les roubles soviétiques ne suffirent plus. On eut recours aux tchervontzi pour faire face aux exigences non satisfaites. Le 1^{er} octobre 1923, il y avait double inflation.

C'est alors que, pour ralentir l'émission du nouveau billet de banque on multiplia celle de l'ancienne monnaie dont le pouvoir d'achat diminua avec une rapidité déconcertante, si bien que le 15 février 1924, le gouver-

nement décida de « cesser l'émission de signes monétaires soviétiques dont la valeur n'était pas indiquée en valeur stable ».

Tchervontzi en circulation

Dates	Billets en circulation	Pouvoir d'achat du Tchervonetz	
	En millions de roubles nouveaux (Tchervonetz = 10 roubles)	D'après l'index des prix de détail (statist. du travail)	D'après l'index des prix de détail (Institut d'Etude)
1 ^{er} novembre 1922 ..	—	—	—
1 ^{er} janvier 1923	3.562.5	8.06	8.77
1 ^{er} avril 1923	25.636.9	7.42	7.63
1 ^{er} octobre 1923	207.359.5	6.62	5.85
1 ^{er} mars 1924	286.883.5	4.85	4.83

Roubles papier en circulation

Dates	Billet en circulation	Pouvoir d'achat en million
	en milliers de roubles 1923	de roubles marchandises
1 ^{er} novembre 1922	1.095.5	105 »
1 ^{er} décembre 1922	1.479.5	99.7
1 ^{er} mars 1923	3.236.6	104 »
1 ^{er} octobre 1923	22.701.9	34.4
1 ^{er} février 1924	333.018.1	20.4
1 ^{er} mars 1924	800.018.1	13.2

Et simultanément, pour éviter une disette de petites coupures, il fut procédé à la mise en circulation par les soins du Commissariat des Finances, de billets du Trésor de 1, 3, 5, roubles, conformément à un décret qui avait été signé dès le 5 février 1924¹. Aucune couverture n'était exigée. Aucun rapport légal n'était fixé entre cette monnaie et le tchervonetz papier : l'échange devait s'effectuer en vertu de dispositions administratives. « La limite du droit d'émission de ces billets ne devait pas dépasser la moitié des tchervontzi

1. Voir annexes.

émis d'après le bilan du Département d'Emission de la Banque d'Etat à la même date, soustraction faite de la somme des obligations du Commissariat du Peuple pour les Finances vis-à-vis de la Banque d'Etat ».

Dans le même but, le décret du 22 février 1924 prescrivit la frappe de monnaies d'argent de 10, 15, 20, 50 kopecks et d'un rouble et de monnaies de cuivre de 1, 2, 3 et 5 kopecks et autorisa le Commissariat des Finances à émettre des bons de 1 à 50 kopecks jusqu'au moment où la frappe des pièces d'argent et de cuivre serait suffisante pour répondre à tous les besoins.

Enfin, le 7 mars 1924, le rachat des anciens roubles fut décidé à raison de 1 kopeck argent pour 500 roubles 1923.

Le 1^{er} août, la masse de la circulation se trouva constituée en billets de la Banque d'Etat (les tchervontzi) et en signes fiduciaires émis par le Commissariat des Finances (billets du Trésor de 1, 3, 5 roubles, bons divisionnaires de 1 à 50 kopecks, pièces d'argent et de cuivre).

**Montant de la circulation en milliers de roubles nouveaux
au 1^{er} août 1924 (1 T = 10 rb.)**

Tchervontzi	Billets du Trésor	Pièces d'argent	Pièces de cuivre	Bons divisionnaires
290.891.1	162.147.9	34.663.1	16.3	20.061

Nous aurons l'occasion de reparler de cette circulation « modèle » qui demanda tant de laborieux efforts aux financiers soviétiques.

Pour le moment, examinons rapidement l'activité

de la Banque depuis sa création jusqu'à la fin de la réforme monétaire¹.

Dès le 16 novembre 1921, les besoins de fonds de l'industrie se traduisirent par des avances. Faute d'organisation commerciale dans le pays, des quantités importantes de produits étaient accumulées. La banque dut consentir des prêts sur marchandises de plus en plus nombreux et se trouva bientôt en possession de stocks considérables qu'elle fut obligée de réaliser par suite de l'incapacité de paiement des débiteurs. Elle entra ainsi dans la voie des opérations commerciales dont le nombre ne cessa d'augmenter.

Les crédits contre marchandises atteignirent 12 millions 630.000 tchervontzi au 1^{er} août 1923.

Le décret du 20 mars 1922 ayant rétabli les effets de commerce, l'escompte de ceux-ci fut repris en avril. Le 1^{er} août 1923, le total des prêts contre traite s'élevait à 9.977.100 t.

L'industrie ne pouvait toutefois se contenter des crédits à brève échéance qui se révélaient plus insuffisants chaque jour. Aussi, après bien des hésitations, le Gouvernement soviétique accorda-t-il à la banque, à la fin de mai 1922, le droit d'avancer à l'industrie et à l'agriculture des sommes à long terme pour des délais variant entre 1 et 5 ans. Au 1^{er} août 1923, les prêts de cette nature consentis étaient de 8.732.800 t. pour l'industrie et de 1.060.000 pour l'agriculture.

1. S. Zagorsky, *La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets*, Paris, M. Giard, 1924.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, pour obtenir les fonds nécessaires à ses opérations, la Banque dut augmenter son capital et obtint des subsides du Commissariat des Finances, accordés sur le Budget de l'Etat. Ces subsides étaient spécialement destinés à couvrir les ouvertures de crédit à long terme.

En outre, par les décrets des 7 avril, 10 et 12 mai 1922 le Conseil des commissaires du Peuple enjoignit à toutes les institutions d'Etat et du commissariat des Finances de verser tous leurs fonds disponibles aux comptes courants de la Banque d'Etat. L'afflux consécutif de dépôts consista surtout en versements de billets du Trésor.

Mais, malgré les nouveaux moyens procurés par cette mesure, à la banque, celle-ci ne put alimenter complètement ses avances et ses escomptes, qu'en développant ses émissions de tchervontzi qui furent la principale de ses ressources, comme le montre le tableau ci-dessous:

En Tchervontzi

Ressources	1 ^{er} Janv. 1923	1 ^{er} Av. 1923	1 ^{er} Juil. 1923	1 ^{er} Sept. 1923
Capital.....	747.142	432.900	172.000	63.780
Fonds du Commt.				
des Finances ...	2.850.617	7.702.600	10.786.000	14.729.768
Emissions	1.118.000	4.500.000	9.600.000	18.400.000
Comptes ct. et dé- pôts « privés » ...	2.297.294	7.099.100	9.992.100	11.301.090

En ce qui concerne les conditions appliquées aux différentes opérations, les procédés employés pour atténuer les effets désastreux de l'affaissement de l'ancien

rouble, furent abandonnés vers la fin de 1922. A partir de cette époque également, le taux des intérêts perçus fut progressivement abaissé de 12 % à 8 % par an (taux de juillet 1923). Pendant le deuxième semestre 1923, il fut payé 4 % par an pour les sommes en compte courant et 7 à 8 % pour les sommes en dépôt¹.

Territorialement, la Banque étendit son champ d'action et alors que le 1^{er} janvier 1922 elle comptait 4 succursales, le 1^{er} janvier 1924 elle en possédait 351.

Quant à la clientèle qui se servit d'elle — il était facile de le pressentir — elle fut presque exclusivement composée d'institutions d'Etat. Ainsi, sur 2.822 milliers de tchervóntzi en comptes courants, au siège de la Banque, le 1 janvier 1924, 117 seulement appartenaient à des entreprises privées et, sur un total de 15.870 milliers de tchervontzi prêtés, les entreprises privées ne bénéficiaient que de 20.000 t.

Suivant sa destination, la Banque assumait les fonctions, chaque jour plus lourdes et plus complexes, de « dispensateur » de fonds aux organismes d'Etat.

1. Katzenellenbaum, ouvrage déjà cité.

VII

EXTENSION DU RESEAU BANCAIRE

La Banque d'Etat, à son origine, eut à assurer le financement de toutes les branches de l'économie nationalisée; par suite du développement des entreprises, elle n'aurait pu faire face pendant longtemps à cette tâche écrasante.

D'autre part, le secteur privé : agriculture, petite industrie, commerce de détail, ne recevaient que des crédits infimes et la coopération, bien que dépendant du gouvernement, ne bénéficiait pas non plus de subventions suffisantes.

Les dirigeants soviétiques ne purent longtemps ignorer ces lacunes. En vue « d'améliorer les conditions du développement de l'agriculture et de la petite industrie des koustazi¹ », ils autorisèrent, par décret du 13 janvier 1922, « les citoyens à constituer des sociétés et des coopératives de crédit destinées à mettre à la disposition de leurs adhérents des prêts pour satisfaire leurs besoins économiques; à associer d'une façon rationnelle et systématique, les fonds individuels des membres

1. Artisans.

des sociétés coopératives, afin de satisfaire leurs besoins économiques de plus grande envergure; à conquérir les instruments, matériaux, matières premières et outillage indispensables pour l'exercice du métier ou l'activité économique des membres des coopératives; à servir d'intermédiaires pour faire circuler les produits du travail des membres des coopératives » et aux fins sus-énumérées accordèrent à ces nouveaux établissements « le droit d'effectuer des opérations de dépôt, de prêt, de gage, d'emprunt, de médiation et de commission ».

Ce décret fut ainsi complété par celui du 24 janvier : « Les ressources des sociétés et des coopératives de crédit et leurs unions sont constituées, tant sous forme espèces que sous forme matière, de cotisations d'admission, de quote-parts, d'avances, d'emprunts contractés vis-à-vis des personnes et des institutions, de bénéfices des opérations et de crédits par l'Etat ».

Ces dispositions législatives permirent à la fois la création de Sociétés de crédit mutuel et celle de Coopératives de crédit.

Les Sociétés de crédit mutuel qui sont encore aujourd'hui les seules institutions de crédit privé furent calquées sur celles du même type de l'époque tsariste dont nous avons décrit la structure au début de notre étude.

La première fut fondée à Pétrograd en juin 1922. A la fin de 1922, il y en avait 6 : à Moscou, Odessa, Nivji-Novgorod notamment. Le mouvement se déve-

loppa : on en comptait 92 au 1^{er} octobre 1924; 176 au 1^{er} octobre 1925; 284 au 1^{er} octobre 1926; 285 au 1^{er} octobre 1927.

Le bilan total de ces sociétés, qui était de 14.803.000 roubles nouveaux au 1^{er} octobre 1924, s'éleva à 67 millions 644.000 roubles au 1^{er} octobre 1925, à 93 millions 192.000 au 1^{er} octobre 1926 pour retomber à 59.853.000 roubles au 1^{er} octobre 1927.

D'après ces chiffres, nous pouvons affirmer que l'importance des sociétés de crédit mutuel est des plus modestes et tend même à décroître actuellement. Cette stagnation résulte de la place restreinte occupée par les entreprises privées dans l'économie soviétique.

Quant aux Coopératives de crédit, elles constituèrent la base sur laquelle fut édifié tout le système de crédit agricole dont elles furent, en somme, le premier élément.

Les sociétés de crédit agricole qui représentent le deuxième élément furent créées également dès l'année 1922, sous forme de sociétés par actions, ayant pour principaux fondateurs la Banque d'Etat, le Commissariat du Peuple pour l'Agriculture et la Banque Coopérative Panrusse dont nous parlerons plus loin. L'activité de chacune de ces sociétés s'étend sur tout un gouvernement ou toute une région.

En août 1922, un département spécial fut institué à la Banque d'Etat pour diriger l'organisation des sociétés de crédit agricole de toute l'Union et leur donner des directives. Ce département fut supprimé

en 1924 lors de la création de la Banque Centrale Agricole à laquelle furent confiées les mêmes fonctions. La Banque Centrale Agricole eut pour actionnaires le Commissariat des Finances de l'U. R. S. S., les Commissariats de l'Agriculture des Républiques autonomes de l'Union et l'Union des coopératives agricoles (Selskosoïouz). En outre, dans la capitale de chaque république autonome, fut établie une Banque agricole rattachée à la Banque centrale. Ainsi fut constitué le troisième élément du système de crédit agricole.

La Banque Centrale Agricole, en dehors de son capital (fixé au début à 40 millions de roubles et atteignant actuellement 100 millions) a la faculté de recevoir de la Banque d'Etat un crédit privilégié et permanent égal à son capital.

Les statuts l'autorisèrent à effectuer toutes les opérations bancaires : dépôts, prêts, avances, comptes courants, etc.

Son activité est déterminée par le « Gosplan » qui, pour le domaine bancaire, comme pour les autres domaines économiques, arrête un programme méthodique. Ce programme limite le montant total des crédits à allouer, tant à long terme qu'à court terme aux organisations agraires, suivant leurs propres plans de développement.

Les fonds sont transmis par l'intermédiaire des Banques des Républiques autonomes aux Sociétés du deuxième degré qui, elles-mêmes, financent les coo-

pératives de base chargées de la remise aux cultivateurs.

Maintenant que nous avons établi le schéma du Crédit agricole, revenons en arrière.

Peu après les décrets des 13 et 24 janvier 1922 étudiés précédemment, le Gouvernement soviétique en promulga un, le 6 février, relatif à la fondation de la Banque des Coopératives de consommation qui devait avoir pour seuls clients les organisations coopératives de toutes catégories.

Le capital s'élevait à 1.300.000 roubles dont 1 million constitué par les actions de coopératives de consommation et 300.000 roubles par l'apport de la Banque d'Etat.

Cet établissement était autorisé, par ses statuts, à effectuer toutes opérations bancaires.

En février 1923, on lui substitua la « Banque Coopérative Panrusse » ayant les mêmes fonctions, au capital de 10 millions de roubles-or.

Nous voyons que la « bancomanie », suivant l'expression du professeur Zagorski, se développait. Fin 1922, quelques Bolcheviks faisant partie des trusts industriels et appartenant au groupe des communistes « Hoviatsvennik » chez lesquels les préoccupations économiques primaient les préoccupations politiques, prirent l'initiative de créer la « Banque du Commerce et de l'Industrie » dans l'espoir de libérer du contrôle du Commissariat des Finances et de la Banque d'Etat les

ouvertures de crédit nécessaires aux branches d'industrie qu'ils dirigeaient.

Après une longue lutte, ils parvinrent à leurs fins le 28 octobre 1922. Les principaux actionnaires furent naturellement les « trusts ».

Il est intéressant de noter, en passant, la façon dont furent effectués les versements de souscription¹ : Comme la majeure partie des trusts n'avaient pas d'argent liquide pour acquérir les actions, ils mirent des marchandises (surtout des marchandises qu'ils n'arrivaient pas à vendre) à la disposition de la Banque. Celle-ci les réengagea ensuite à la Banque d'Etat et la Banque d'Etat consentit des avances qui servirent à la constitution du capital du nouvel établissement « financier » : soit 5 millions de roubles au début.

Cette banque avait pour but de favoriser le développement de l'industrie, des transports, des commerces extérieur et intérieur, en particulier au moyen d'es-compte d'effets à 9 mois d'échéance maxima et d'avances à long et court termes. Elle pouvait, comme la Banque d'Etat, recevoir en compte courant les disponibilités des institutions d'Etat.

C'est vers la même époque, le 12 décembre 1922, que fut tenté le premier essai d'instauration d'établissements de crédit étrangers en « Soviétie ». Le gouvernement autorisa, à titre de concession, la création

1. A Michelson, *Agence économique et financière*, supplément du 6 juin 1923.

de la Banque Russe de Commerce dont le capital de 10 millions de roubles-or fut fourni entièrement par un banquier suédois, Aschberg, chargé des affaires de commerce extérieur des Soviets, et versé en majeure partie en devises étrangères.

Les statuts de cette banque l'autorisaient à effectuer toutes les opérations bancaires à l'exception des émissions de billets, mais l'obligeaient à remettre en numéraire ou en changes stables un dixième de son capital à la Banque d'Etat pour garantir ses déposants. Elle était astreinte, en outre, à transformer en roubles soviétiques une autre partie de son capital pour remplir ses fonctions. Comme la dépréciation monétaire s'aggravait chaque jour, elle fut bientôt dans une situation critique. La Banque d'Etat dut lui consentir des avances pour lui permettre de travailler. Elle végéta ainsi jusqu'au 19 avril 1925, date à laquelle Aschberg la rétrocéda aux organismes d'Etat soviétiques. Elle prit alors le nom de « Banque pour le commerce extérieur » qu'elle porte encore aujourd'hui.

Au début de 1923, le gouvernement de l'U. R. S. S. « reconnut la nécessité d'organiser des banques municipales, qui, tout en jouissant de l'appui matériel du Centre, devaient fonctionner principalement en accumulant et en répartissant les ressources locales ». Ces banques avaient pour but, d'une part de financer les besoins du commerce et de l'industrie locales, d'autre part de fournir les crédits à long terme, nécessaires à

la réparation et à la construction des habitations. L'autorisation d'ouverture de chaque banque était donnée par le Commissariat des Finances de la république intéressée — 5 % des actions formant le capital appartenaient au fondateur : le comité exécutif local; le reste était réparti entre les organisations invitées à prendre part à l'entreprise.

Le Soviet de Moscou, qui prit la première initiative, fut suivi par de nombreux autres et le développement de ce mouvement amena la fondation — le 9 mars 1925 — de la « Banque Centrale des Services municipaux et de Construction d'habitations » pour mettre les ressources centrales à la disposition des diverses banques municipales et systématiser leur activité, surtout quant au financement à long terme de la construction d'habitations ouvrières.

Signalons enfin la création de la Banque pour l'industrie électrique qui commença à fonctionner le 1^{er} novembre 1924 avec un capital de 7 millions de roubles réparti, en 70.000 actions de 100 roubles.

Cet établissement avait pour but des prêts à long comme à court terme aux institutions et entreprises d'Etat et coopératives intéressées à cette industrie.

Assez récemment, en mai 1928, la fusion de la Banque pour l'Industrie électrique et de la Banque pour le commerce et l'industrie fut décidée et donna la Banque de Crédit à long terme pour l'industrie et l'électrification. Toutes les opérations actives et passives à

court terme de ces deux banques furent prises en chargè par la Banque d'Etat qui, par contre, transféra à la Banque de Crédit à long terme pour l'industrie et l'électrification tous les prêts délivrés par elle pour son propre compte et pour celui du budget, ayant caractère de financement à long terme.

En dehors de la Banque d'Etat et de ses différentes agences, l'U. R. S. S. compte, aujourd'hui, 5 banques d'Union :

La Banque de Crédit à long terme pour l'industrie et l'électrification,

La Banque pour le commerce extérieur,

La Banque Coopérative Panrusse,

La Banque Centrale des Services municipaux et de Construction d'habitations,

La Banque Centrale Agricole,
et de nombreux autres établissements de crédit ayant une zone d'action plus réduite :

La Banque Coopérative d'Ukraine

Un réseau de Banques municipales (44) dont la principale est celle de Moscou,

Un réseau de Banques agricoles (70),

Un réseau de Banques de crédit mutuel (285).

Nous ne terminerons pas cette énumération sans indiquer les Monts-de-piété, au nombre de 27, qui accordent des prêts sur différents gages (à l'exception des titres et des valeurs) et les Caisses d'Epargne au nombre de plus de 14.000 qui, outre les dépôts d'argent

qu'elles reçoivent et les comptes courants qu'elles ouvrent, consentent des avances garanties par des obligations des emprunts d'Etat et même par d'autres titres, sur l'autorisation du Commissariat du Peuple aux Finances.

VIII

ROLE DES DIVERS ORGANISMES DE CREDIT

La reconstruction de l'appareil bancaire russe qui se fit progressivement, sans plan général préalablement fixé et suivant les tendances du moment, ne pouvait permettre une répartition logique des opérations entre les divers établissements de crédit et quoique tous ces organismes, à l'exception des banques de crédit mutuel, dépendissent plus ou moins étroitement de l'Etat, il n'y avait entre eux aucune unité d'action.

D'autre part, les « banques spéciales »¹, appuyées par le Conseil supérieur Economique, prétendaient que la Banque d'Etat devait limiter son activité aux opérations d'émission et aux fonctions découlant de sa qualité d'institut central destiné à régler l'économie financière du pays. Elles désiraient, par suite, que toutes les opérations de crédit avec les entreprises commerciales et industrielles rentrassent dans le cadre de leur propre activité. La Banque d'Etat était évidem-

1. Organisation financière de l'Union soviétique. E. J. Robyns, *Revue économique internationale*, mars 1928.

ment opposée à une telle réforme qui, suivant elle, aboutirait à la rupture entre la politique d'émission et celle des opérations de crédit, c'est-à-dire à l'élimination de son action directe sur la situation économique du pays. Cette situation ne pouvait se prolonger.

Le Comité central exécutif et le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. se rallièrent à la thèse de la Banque d'Etat et décidèrent de donner à cette dernière un rôle directeur par rapport aux autres institutions. A cette fin, furent prises, par décret du 15 juin 1927, les mesures importantes suivantes :

2. « La Banque d'Etat de l'U. R. S. S. aura le droit de prendre place en la personne de ses représentants dans les conseils et dans les organes de contrôle des établissements de crédit auxquels participent les capitaux de l'Etat.

3. Il est nécessaire que soit augmentée sa participation dans le capital par actions et par parts des sociétés de crédit visées au § 2.

Les actions et les parts qui appartiennent aux commissariats du peuple pour les finances devront être remises à la direction de la Banque d'Etat de l'U. R. S. S.

4. La Banque d'Etat de l'U. R. S. S. aura le droit de contrôler directement la façon dont les banques emploieront les crédits qui leur auront été ouverts par elle, ainsi que la façon dont ces crédits seront distribués aux différentes branches de l'économie nationale conformément aux directives gouvernementales dans le domaine de la politique de crédit.

5. La Banque d'Etat de l'U. R. S. S. aura le droit d'exiger de toutes les institutions de crédit des renseignements sur leurs bilans, sur les crédits ouverts par elles, sur les dettes de leurs différents clients, ainsi que sur les comptes courants et les dépôts des organes gouvernementaux.

6. Les réserves non employées de toutes les institutions de crédit, dans la mesure établie par le Comité pour les affaires de banque, devront être concentrées à la Banque d'Etat de l'U. R. S. S.

7. Les rapports de la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. avec les autres institutions de crédit relativement au financement de ces dernières et à la concentration de leurs réserves à la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. seront réglés sur la base du compte courant ouvert par la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. à chaque institution de crédit.

8. Les institutions de crédit ne seront financées qu'à la Banque d'Etat de l'U. R. S. S.

Cette règle ne s'appliquera pas au financement du système de crédit de l'économie agricole ni au financement à long terme des banques communales locales — financement qui peut se faire suivant l'article 16 — non plus qu'au financement des organisations soviétiques de crédit par des institutions étrangères.

9. Afin de permettre la réalisation des plans économiques qui ont été ratifiés, la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. devra, suivant la conjoncture économique générale,

la situation financière et le degré de puissance des différentes institutions de crédit, financer ces dernières dans la mesure de l'accroissement de leurs opérations; elle devra aussi les soutenir dans les périodes où elles éprouveront des difficultés de caisse.

10. Seront concentrés à la Banque d'Etat de l'U. R. S. S., les fonds du budget unique d'Etat de l'U. R. S. S., ainsi que les fonds de caisse d'Epargne ouvrières d'Etat, des organes d'assurances sociales de l'Etat, de la Direction centrale du monopole d'Etat de l'alcool et de la Direction du monopole d'Etat des cartes à jouer, exception faite des cas visés par des arrêtés spéciaux du gouvernement de l'U. R. S. S. ou du Commissariat du Peuple pour les Finances de l'U. R. S. S.

Les fonds des institutions d'Etat financées par les budgets locaux pourront être déposés soit à la Banque d'Etat de l'U. R. S. S., soit dans les banques locales communales, soit dans les banques d'économie agricole (sociétés de crédit agricole).

**Limitation des fonctions
et coordination des opérations des institutions
de crédit**

11. La Banque d'Etat de l'U. R. S. S. procède au financement :

a) des institutions de crédit.

b) des opérations d'approvisionnement en céréales et en matières premières (exception faite des cas visés au § 18).

c) des transports;

d) des entreprises commerciales d'Etat dont l'intérêt s'étend soit à toute l'Union, soit à des républiques; au financement des organes locaux de ces entreprises et des sociétés commerciales par actions où les capitaux d'Etat sont en majorité — ceci dans le domaine du commerce intérieur — à l'exception de quelques syndicats financés par la Banque du Commerce et de l'Industrie de l'U. R. S. S., syndicats dont la liste est établie suivant les stipulations du § 19.

e) des entreprises industrielles les plus importantes des associations dont l'activité s'étend à toute l'Union, soit à des républiques — institutions dont la liste est dressée suivant les stipulations du § 19 et de leurs organes locaux — ce financement se faisant en totalité ou en partie.

f) des organisations coopératives les plus importantes, qu'elles soient coopératives de l'Union ou des républiques, provinces, départements, districts etc., la liste en étant dressée par la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. en accord avec la Banque Coopérative Panrusse, la Banque Coopérative panukranienne et la Banque Centrale Agricole de l'U. R. S. S., ce financement se faisant en totalité ou en partie.

g) du commerce et de l'industrie locales d'Etat — financement se faisant en totalité dans les régions où il n'y a point de Banques communales locales, ni de succursales des banques centrales compétentes et en

partie (en procédant à la division de la clientèle entre la Banque d'Etat et les banques communales — remarque 1 du § 17) dans les régions où se trouvent des banques communales locales, mais où il n'y a point de succursales des banques centrales spéciales compétentes.

12. La Banque du Commerce et de l'Industrie de l'U. R. S. S. procède :

a) à tout le financement à long terme de l'industrie, exception faite du financement de la construction des habitations ouvrières (§ 16) et exception faite des cas prévus au § 13.

b) au financement à court terme de l'industrie, exception faite des entreprises et des associations financées par la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. et par d'autres banques, conformément à la délimitation de leurs fonctions établie par le présent arrêté.

13. La Banque par actions pour l'électrification procède au financement à long terme et au financement à court terme des constructions électriques, de l'industrie électrique et électro-technique et des autres formes de l'électrification.

La Banque par actions pour l'électrification s'appuie dans son travail sur le système actuel des institutions de crédit en utilisant, dans les différents domaines de son activité, les organismes de la Banque d'Etat de l'U. R. S. S., de la Banque du Commerce et de l'Industrie de l'U. R. S. S., du système de crédit agricole et des banques communales,

14. Le système de crédit agricole, à la tête duquel se trouve la Banque de l'économie agricole de l'U. R. S. S., procède au financement à long terme ainsi qu'au financement à court terme des opérations de production et de vente des paysans et des organisations paysannes, des coopératives de crédit agricole, des organismes soviétiques et autres entreprises et organisations agricoles.

15. Les banques coopératives financent la coopération sous toutes ses formes et à tous les degrés (à l'exception des cas indiqués sous la lettre *f* au § 11), mais dans ce domaine, suivant les buts particuliers et les formes d'organisation particulières de la coopération agricole, il y a lieu d'établir en vertu du § 19, une délimitation entre l'activité des banques coopératives et celle du système de crédit agricole.

16. La Banque Centrale des Services municipaux et de Construction d'habitations procède au financement à long terme, ainsi qu'au financement à court terme de toute l'économie communale et de toutes les constructions d'habitations — ceci de façon directe aussi bien que par l'intermédiaire des banques communales locales (soit en les finançant à long terme, soit en leur confiant le financement) dont elle coordonne l'activité dans ce domaine.

17. Les banques communales locales procèdent au financement à long terme de l'économie communale locale et des constructions d'habitations, au finance-

ment à court terme des constructions d'habitations et au financement à court terme des entreprises industrielles et commerciales communales dont les opérations sont locales.

Remarque 1. — Dans les endroits où se trouvent des banques communales locales et des succursales de banques centrales spéciales compétentes, la délimitation de leur clientèle d'entreprises industrielles et commerciales à opérations locales se fait sur la base d'accords spéciaux entre elles. La délimitation de la clientèle d'entreprises commerciales et industrielles à opérations locales entre les banques communales locales et les succursales de la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. se fait également sur la base d'accords spéciaux, dans les endroits où se trouvent des banques communales locales et des succursales des banques centrales compétentes.

Remarque 2. — Dans les endroits où ne se trouvent point de succursales de la Banque du Commerce et de l'Industrie de l'U. R. S. S., les banques communales ont le droit de financer à long terme les entreprises industrielles locales sur le compte des fonds spéciaux des soviets locaux.

18. Le financement du commerce extérieur et l'activité de la Banque pour le commerce extérieur de l'U. R. S. S. seront réglés par un arrêté spécial du Conseil des commissaires du Peuple de l'U. R. S. S.¹.

1. Cet arrêté n'a pas été publié. Il aurait, suivant renseignements

19. L'élaboration, conformément au présent arrêté, des mesures de délimitation de fonctions, de revision des statuts des banques dans le sens de cet arrêté et de délimitation de la clientèle, entre la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. et les autres banques d'une part, et entre ces banques d'autre part, est confiée au Commissariat du Peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne de l'U. R. S. S. en collaboration avec les représentants des républiques de l'Union, de la direction des banques compétentes, ainsi que des Commissariats du Peuple intéressés.

Ce travail doit être terminé dans un délai de 2 mois.

20. En règle générale, les clients ne doivent recevoir de crédits à court terme que d'une seule banque et concentrer leurs capitaux disponibles dans cette même banque dont le choix devra être déterminé par le caractère de l'organisation cliente et de son activité économique.

21. Les taux d'intérêts des institutions de crédit, tant en ce qui concerne les opérations passives qu'en ce qui concerne les opérations actives, sont réglementés par le Comité pour les affaires de banque qui en fixe les limites maxima pour les différentes institutions de crédit. Cette réglementation doit se faire dans le sens d'une unification progressive des taux d'intérêt et de diminution de prix du crédit. La Banque d'Etat de l'U. R. S. S. accorde aux institutions de crédit aux-
fournis par la *Représentation commerciale de l'U. R. S. S. en France*, donné lieu à des instructions d'ordre intérieur.

quelles participent des capitaux de l'Etat ou des capitaux coopératifs des conditions de crédit plus avantageuses qu'au reste de la clientèle.

22. La Banque d'Etat de l'U. R. S. S. et les autres banques doivent être liées par des relations de correspondance ou autres qui donnent à chaque banque la possibilité de faire exécuter ses commissions par d'autres banques ou par leurs institutions locales.

Comité et conseils pour les affaires de banque

23. Afin de coordonner suivant un plan les travaux des institutions de crédit, afin de rationaliser leurs opérations, de diminuer le coût de leur mécanisme, etc., il est considéré comme nécessaire d'élargir la compétence et de renforcer l'activité du Comité et des Conseils pour les affaires de banque.

24. Le Comité pour les affaires de banque est rattaché au Commissariat du Peuple pour les Finances de l'U. R. S. S. et il est présidé par le Commissaire du Peuple aux Finances de l'U. R. S. S.

Entrent dans ce comité :

a) avec voix délibérative, les présidents des Conseils de direction des banques, un représentant du Commissariat du Peuple pour les Finances (en plus du Commissaire du Peuple aux Finances) et deux représentants des républiques de l'Union, nommés après accord avec les gouvernements des républiques de l'Union.

b) avec voix consultative, les représentants de la Commission du plan économique d'Etat de l'U. R. S. S., du Conseil coopératif central panrusse et des administrations intéressées de l'U. R. S. S.

Des Conseils pour les affaires de banque fonctionnant sur des bases analogues sont rattachés aux Commissariats du Peuple pour les Finances des républiques de l'Union et à leurs organes locaux (§ 27).

25. Les décisions prises par le Comité pour les affaires de banque auxquelles le Commissaire du Peuple aux Finances de l'U. R. S. S., n'aura pas opposé son veto dans le délai d'une semaine, seront, si elles ne demandent pas de sanctions de la part des organes législatifs, considérées comme obligatoires pour toutes les institutions de crédit.

26. En cas de désaccord entre le Commissaire du Peuple aux Finances de l'U. R. S. S. et la majorité du Comité pour les affaires de banque, ce dernier organisme a le droit de faire les représentations correspondantes au Conseil du Travail et de la Défense par l'intermédiaire du Commissaire du Peuple aux Finances de l'U. R. S. S.

27. Des Conseils locaux pour les affaires de banque sont fondés, à condition qu'il y ait un nombre assez important d'institutions de crédit, dans les endroits dont la liste est établie par le Comité pour les affaires de banque et ils opèrent sur la base d'un décret spécial pris par le Commissariat du Peuple pour les Finances de l'U. R. S. S. »

Les fonctions du Comité et des Conseils pour les affaires de banque précisées en octobre 1927 avaient surtout pour objet :

a) La répartition des clients entre les banques, la coordination de l'activité de ces banques dans le but de la satisfaction maxima des besoins des diverses sections de l'économie nationale.

b) La réglementation des taux d'intérêt, des commissions, etc... pour les diverses opérations de banque actives et passives par l'établissement de limites maxima pour les divers établissements.

c) La rationalisation des opérations de banque.

d) L'élaboration des mesures pour diminuer les frais généraux.

e) L'élaboration des mesures pour le placement des emprunts d'Etat.

Ces textes, dont nous avons reproduit, « in extenso », les principales dispositions, ont ainsi réglé le fonctionnement de l'appareil bancaire de l'U. R. S. S. et le rôle de chacun de ses rouages. Cette organisation a été complétée par la fusion de la Banque pour l'Industrie électrique et de la Banque pour le commerce et l'industrie, signalée au chapitre précédent.

Le mécanisme de la distribution des crédits apparaît théoriquement simple : Des plans économiques sont établis pour toutes les branches de production. Adapté à ces plans de production, un plan de crédit est arrêté. Ce plan est un Programme de financement que doivent suivre

toutes les banques, sauf les banques de crédit mutuel, institutions privées.

C'est la Banque d'Etat qui dirige et contrôle la distribution des crédits, conformément aux directives gouvernementales. Toutes les autres banques lui sont subordonnées et doivent lui rendre compte.

A côté de la Banque d'Etat, le Comité et les Conseils pour les affaires de banque sont chargés de faire concorder le fonctionnement des divers établissements afin d'obtenir le maximum de résultats.

Ce court exposé suffit à montrer combien le système bancaire russe actuel diffère de celui d'un pays capitaliste.

Ce système, en effet, n'est pas constitué : 1° de banques indépendantes; 2° d'un institut central d'émission ayant vis-à-vis de celles-ci le rôle unique de réescompteur (quelquefois même ce lien fait défaut); il est formé : 1° d'une Banque d'Etat; 2° de différents « établissements de crédit » dépendant étroitement de la première.

Grâce à la spécialisation des fonctions de ces banques, les différentes branches de l'économie sont financées par des organismes déterminés, de même les opérations à court terme et les opérations à long terme sont, autant que faire se peut, confiées à des banques distinctes. Mais, la stricte délimitation des attributions ne tend pas à rendre autonomes les divers rouages de l'appareil de crédit dont le fonctionnement est guidé, surveillé, vérifié par la Banque d'Etat. Celle-ci, permet-

tons-nous une comparaison, est semblable à une entreprise qui, devant faire face à la fabrication de produits variés, a recours à une filiale différente pour obtenir chacun de ces produits, mais conserve la haute main sur la direction de ses filiales. Ajoutons que l'Etat possède la plus grande participation dans l'administration de l'entreprise envisagée et nous aurons une idée, sinon tout à fait complète et exacte, du moins approchée, de la structure bancaire d'aujourd'hui en U. R. S. S.

Dans ces conditions, nous pourrions étudier l'ensemble des opérations de ces « établissements financiers » sans considérer séparément chacun des « organismes de crédit ».

IX

DES PRINCIPALES OPÉRATIONS DES BANQUES SOVIÉTIQUES

Si nous examinons les opérations actives traitées par l'ensemble des banques soviétiques¹, nous remarquons que les principales sont : 1° Les escomptes et comptes courants sur effets; 2° les avances sur marchandises; 3° les prêts à destination spéciale.

Quelques chiffres nous renseigneront sur l'importance et l'accroissement de ces trois postes de l'actif :

Escomptes et comptes courants sur effets (en milliers de roubles.)

1 ^{er} octobre 1925	1.367.535
1 ^{er} avril 1926	1.651.681
1 ^{er} octobre 1926	1.847.337
1 ^{er} avril 1927	2.086.168
1 ^{er} octobre 1927	2.311.590
1 ^{er} avril 1928	2.358.844
1 ^{er} juillet 1928	2.405.892

Avances sur marchandises.

1 ^{er} octobre 1925	407.968
1 ^{er} avril 1926	429.305
1 ^{er} octobre 1926	411.809
1 ^{er} avril 1927	455.993
1 ^{er} octobre 1927	495.574
1 ^{er} avril 1928	465.247
1 ^{er} juillet 1928	446.367

1. Voir annexes.

Prêts à destination spéciale.

1 ^{er} octobre 1925 ...	914.474	
1 ^{er} avril 1926	1.037.170	
1 ^{er} octobre 1926 ...	1.412.487	
1 ^{er} avril 1927	2.056.786	(dont 1.435.924 à long terme.)
1 ^{er} octobre 1927 ...	3.027.914	(dont 2.245.126 à long terme.)
1 ^{er} avril 1928	3.849.990	(dont 3.078.786 à long terme.)
1 ^{er} juillet 1928	4.644.798	(dont 3.695.527 à long terme.)

Le volume des « Escomptes et Comptes courants sur Effets » progresse de 1.367.535, au 1^{er} octobre 1925, à 2.405.892, au 1^{er} juillet 1928 — sans régressions ni paliers temporaires —, Ce mouvement s'explique sans peine.

En effet, toute entreprise d'Etat, après approbation préalable de son programme de production, a le droit théorique de se faire remettre les crédits nécessaires à la réalisation de ce programme.

Il n'est donc nullement question pour une banque de subordonner l'octroi d'un crédit à la solidité, à la solvabilité de l'emprunteur. Les effets sont acceptés à l'escompte sans difficulté et lorsqu'ils restent impayés, ils sont automatiquement renouvelés, le protêt et la faillite n'étant presque jamais appliqués, ni aux entreprises socialisées, ni aux coopératives, en raison de leurs liens des plus étroits avec l'Etat.

Les tirages de complaisance sont nombreux et le tirage « croisé » constitue un moyen très exploité pour obtenir des fonds. En voici un exemple courant : Un syndicat — qui, on le sait, est un organisme formé par une ou plusieurs entreprises pour l'achat et la vente —

procure des matières premières à une de ces entreprises; il tire sur elle un effet et le fait escompter à une banque pour mobiliser sa créance. Dans le même temps, il vend des produits finis pour le compte de la même entreprise. Celle-ci émet à son tour une traite sur lui et la négocie également.

Il est évident que pareille pratique ne peut que causer une inflation de crédit.

Par suite des renouvellements ininterrompus, le papier commercial est souvent transformé en avances à échéance très longue, employées à l'acquisition et à la réparation de l'outillage aussi bien qu'à l'alimentation de la trésorerie.

Ce sont là des causes certaines de l'accroissement continu du montant des opérations sur effets.

Les auteurs soviétiques eux-mêmes s'expriment en termes éloquents à ce sujet. Ainsi lisons-nous dans le *Messenger des Finances*¹ de février 1928 :

« Si les banques capitalistes, en accordant des prêts et des avances tiennent compte avant tout de la solvabilité du client et des avantages que leur procure l'opération, nos banques envisagent en premier lieu, la portée économique de l'activité des clients ainsi que son importance générale... Dans notre système, n'importe quelle entreprise d'Etat dont le programme a été ratifié par les autorités compétentes peut prétendre

1. Organe du Commissariat des Finances.

légitimement au crédit, indépendamment de l'opinion que les banques ont du rendement et de la solidité de la dite entreprise. Cela est vrai en grande partie pour les coopératives. »

L'auteur ajoute :

« L'effet tiré par une entreprise soviétique diffère essentiellement de l'effet tiré par une entreprise privée. Dans le système capitaliste, on tient compte des garanties d'un remboursement lors de l'échéance; chez nous, cela est secondaire dès que l'effet est tiré par une entreprise d'Etat ou une coopérative. Sans compter que l'effet soviétique a une garantie moindre, du moment qu'on ne saurait entamer son capital, et que les organes de contrôle d'Etat peuvent s'opposer à toute demande de remboursement; il importe de dire que le protêt d'un effet a pour nos entreprises d'Etat et les coopératives des conséquences bien moins graves que dans les pays capitalistes. Chez nous un effet est un instrument plutôt technique qu'économique. »

D'autre part, un technicien renommé de la Banque soviétique, M. Blum, écrivait dans la *Vie économique*¹ du 23 septembre 1928.

« On paie par traites les métiers, les hauts fourneaux, les turbines, les bateaux pour la navigation fluviale et maritime, etc... Si vous parlez au directeur d'une entreprise industrielle et que vous lui signaliez l'anomalie

1. Organe de la Commission du Gosplan.

d'un tel mode de paiement, il ne vous comprendra même pas. Il est toujours sans argent, comment peut-il régler ses fournisseurs, sinon par traites? Et le fournisseur lui-même, pourquoi accepte-t-il des traites ayant une justification économique aussi douteuse? La réponse est claire; c'est parce que le Gosplan a prévu pour lui un crédit correspondant en banque et que la banque ne lui refusera pas l'escompte de ces traites, afin de lui permettre de payer à ses ouvriers leurs salaires et de ne pas le laisser protester ses propres traites. »

Comme il est facile de s'en rendre compte, le rôle régulateur joué par la politique du taux de l'escompte dans les pays capitalistes n'a pas sa raison d'être en U. R. S. S. où il est rempli, du moins en théorie, par le plan de crédit.

Celui-ci, aux dires des dirigeants soviétiques, doit seulement donner des directives et non des ordres impératifs, son exécution devant dépendre de la plus ou moins grande abondance des ressources bancaires. De même, le Comité des banques n'aurait pas pour mission d'arrêter le montant des crédits à octroyer à chaque section d'industrie, mais se bornerait à attirer l'attention des banques sur telle ou telle branche de l'économie nationale et à les engager à augmenter ou à diminuer d'une façon générale les crédits destinés à cette branche; puis, les distributions de crédit seraient effectuées conformément aux avis du Comité des ban-

ques et dans la mesure où les ressources bancaires seraient suffisantes.

Nous verrons, plus tard, si les demandes de crédit sont vraiment satisfaites avec une telle sagesse.

Considérons à présent les « Avances sur marchandises » :

Ces prêts, dont le chiffre total varie entre 400 et 550 millions de roubles, sont-ils garantis par des gages certains et facilement réalisables ?

Il est permis d'en douter quand on sait que, dans de nombreux cas, les marchandises remises en nantissements sont, ou des produits en cours de fabrication, ou des produits finis impossibles à écouler et que, d'autre part, une banque ne peut, sauf autorisation spéciale, poursuivre la vente des garanties constituées

En réalité, les avances sur marchandises sont fréquemment de simples ouvertures de crédit à découvert.

Examinons enfin les « Prêts à destination spéciale ».
— Ces opérations, dont l'importance croît dans la proportion de 40 à 50 % annuellement, représentent presque exclusivement des avances faites aux entreprises d'Etat au moyen de ressources budgétaires fournies aux banques par le Commissariat des Finances.

Ces subventions sont allouées, en majeure partie, en vue de la reconstruction et du développement de l'industrie soviétique. Elles correspondent aux investissements effectués, par les particuliers, dans les pays

capitalistes, sous forme d'actions et d'obligations. L'Etat se procure des fonds par l'impôt sur les particuliers, les prélèvements sur les bénéfices des organismes nationalisés et les emprunts. Il doit satisfaire, en contre-partie, au financement de l'économie socialisée. D'ailleurs il est intéressant de noter en passant que celle-ci consomme 97 % des recettes fiscales, alors qu'elle n'en verse que les 40 % environ...

Remarquons, avant de terminer, que 75 % des prêts de cette nature sont consentis à long terme, ce qui ne peut nous surprendre, étant donnée leur destination.

Cherchons maintenant à analyser les opérations du passif dont les principaux postes ont subi les variations suivantes, du 1^{er} octobre 1925 au 1^{er} juillet 1928.

Dépôts et comptes courants.

1 ^{er} octobre 1925 ...	1.575.046
1 ^{er} avril 1926	1.691.394
1 ^{er} octobre 1926 ...	1.835.069
1 ^{er} avril 1927	2.087.349
1 ^{er} octobre 1927 ...	1.903.131
1 ^{er} avril 1928	2.210.595 (dont 961.951 du Ct. des Fin.)
1 ^{er} juillet 1928	2.237.873 (dont 999.352 du Ct. des Fin.)

Fonds à destination spéciale.

1 ^{er} octobre 1925	307.152
1 ^{er} avril 1926	378.734
1 ^{er} octobre 1926	436.486
1 ^{er} avril 1927	918.632
1 ^{er} octobre 1927	1.250.049
1 ^{er} avril 1928	2.111.788
1 ^{er} juillet 1928	2.535.474

Capital et réserves.

1 ^{er} octobre 1925	522.954
1 ^{er} avril 1926	653.984
1 ^{er} octobre 1926	826.451
1 ^{er} avril 1927	980.711.
1 ^{er} octobre 1927	1.383.057
1 ^{er} avril 1928	1.180.256
1 ^{er} juillet 1928	1.225.704

Billets de Banque².

1 ^{er} octobre 1925	756.640
1 ^{er} avril 1926	724.088
1 ^{er} octobre 1926	856.771
1 ^{er} avril 1927	857.306
1 ^{er} octobre 1927	1.026.572
1 ^{er} avril 1928	941.817
1 ^{er} juillet 1928	1.046.065

Apparemment, les « Dépôts et Comptes courants » constituent des ressources très appréciables pour les banques soviétiques. Mais, en premier lieu, il convient d'observer qu'une fraction substantielle appartient au Commissariat des Finances. De plus, en étudiant attentivement les chiffres, on s'aperçoit qu'après un accroissement notable jusqu'à la fin de 1925, leur volume n'a augmenté que très lentement, puis est devenu stationnaire. Cet arrêt n'a rien d'anormal. En effet, ces opérations correspondent en grande partie aux versements de leurs fonds de roulement effectués par l'industrie, le commerce et les transports d'Etat suivant les instructions gouvernementales. Elles se développè-

1. Une somme de 208 millions de roubles comprise dans le bilan de la Banque centrale des services municipaux, sous la rubrique « Fonds de réserve » jusqu'au 1^{er} octobre 1927, a été jointe aux « Fonds à destination spéciale » dans les bilans du 1^{er} avril 1928 et du 1^{er} juillet 1928.

Ces chiffres représentent les billets remis par le département d'émission de la Banque d'Etat à la Caisse de l'administration. Le montant des coupures en circulation est inférieur de quelques milliers de roubles.

rent régulièrement jusqu'à 1925, mais dès que les grands travaux de réparation et d'extension commencèrent, un resserrement des trésoreries se produisit et l'afflux de capitaux se ralentit bientôt. Aujourd'hui, on enregistre même un fléchissement de ces dépôts dits « commerciaux ».

L'industrialisation à outrance qui a ainsi entraîné une pénurie de fonds disponibles a nécessité, d'autre part, des efforts budgétaires considérables. C'est ainsi, que le montant des fonds à destination spéciale dont nous avons indiqué plus haut l'emploi (Prêts à destination spéciale) a « octuplé », du 1^{er} octobre 1925 au 1^{er} juillet 1928.

De même, le capital et les réserves des banques ont dû, pendant ce même laps de temps, être portés de 522.954 millions de roubles à 1.225.704, grâce également aux allocations budgétaires.

En définitive, les « Dépôts et Comptes courants » que les financiers soviétiques désignent (avec beaucoup de complaisance) sous le nom de « ressources recueillies par des méthodes bancaires » ne croissent plus, tandis que les « Fonds à destination spéciale » et le « Capital des banques » considérés par les mêmes financiers, mais avec plus de justesse, comme « versements obligatoires », augmentent dans des proportions sans cesse grandissantes; c'est la substitution des passifs non exigibles aux passifs exigibles à court terme.

Mais ces subventions de l'Etat apportent-elles aux

banques un appoint suffisant pour faire face aux besoins de l'économie socialisée?

Le *Messenger des Finances* (n° 3, 1928, p. 75) répond à notre question. Il compare le total des principaux passifs que nous avons examinés à celui des crédits accordés et fixe ainsi le rapport des passifs aux crédits :

Dates	Opérations à	Opérations à
	à court terme	à long terme
1 ^{er} octobre 1923	78.2 %	121.3 %
1 ^{er} octobre 1925	80.6 %	90.4 %
1 ^{er} octobre 1927	68.5 %	84.8 %

Ce tableau est commenté dans les termes suivants :

« A l'origine, les passifs étaient de 21.3 % supérieur au montant des crédits à long terme; aujourd'hui ils leur sont inférieurs de 15.9 %. Cependant, le rapport entre les passifs et les crédits à long terme dans les banques industrielles et commerciales est toujours de 101 %, dans les banques coopératives de 104 % et dans les banques communales de 103 %. C'est la Banque d'Etat qui supporte le déficit : elle a consenti des crédits sur nantissements des obligations d'emprunt de restauration et elle a financé l'agriculture sans recevoir de contre-partie. De même que le financement à court terme n'a été couvert qu'à concurrence de 68.5 % par les passifs, et, à concurrence de 31.5 % par l'émission de billets de banques, de même le déficit du financement à long terme a été comblé par l'émission de billets de banque. »

Cette émission¹ qui était de 756.640 milliers de roubles le 1^{er} octobre 1925, s'est élevée à 856.771.000 roubles au 1^{er} octobre 1925 et à 1.026.572.000 roubles au 1^{er} octobre 1927, soit une augmentation de 20 % environ pour l'année 1926-27², augmentation supérieure à celle de la production industrielle et artisanale durant la même période qui a été de 10.4 %, à celle du tonnage en marchandises transportées qui a été de 13.5 % et à celle de la quantité des produits agricoles livrés sur le marché qui n'a pas atteint 5 % (Prof. Sobolief, *Revue Economique*, Moscou, mars 1928).

D'autre part, il ne faut pas oublier que la circulation monétaire comprend, en dehors des signes fiduciaires de la Banque d'Etat, des billets et monnaies du Trésor destinés à satisfaire les besoins en petites coupures. Cette seconde catégorie de moyens de paiements, dont le volume s'éleva seulement de 490 millions de roubles au 1^{er} octobre 1925 à 640 au 1^{er} octobre 1927, a pris récemment une importance particulière. Elle pouvait être évaluée à plus de 900 millions au 1^{er} avril 1929³. Par contre, l'émission de la Banque d'Etat à cette date oscillait aux environs de 1.075 millions, soit à peine 50 millions de plus qu'au 1^{er} octobre 1927.

Ce phénomène pourrait nous étonner tout d'abord. Cependant, il est aisé d'en déterminer la cause. Comme nous le savons, les billets de la Banque d'Etat mis en

1 et 3. Voir annexes.

2. L'année financière commence le 1^{er} octobre.

circulation doivent être garantis par des métaux précieux et des valeurs étrangères stables dans la proportion de 25 % minimum .Or, en juin 1928 cette couverture était tombée à 25.8 %, et en juillet 1928 à 25.4 %. Le gouvernement soviétique, de crainte qu'elle ne fût bientôt inférieure à la proportion statutaire, eut recours aux billets du Trésor. Ceux-ci, il nous en souvient, aux termes du décret du 1^{er} février 1924, ne devaient pas atteindre une somme totale « supérieure à la moitié des tchervontzi émis, soustraction faite du montant des obligations du Commissariat des Finances vis-à-vis de la Banque d'Etat ». Comme cette limite était atteinte, un décret en date du 1^{er} août 1928 étendit le droit d'émission de ce papier monnaie, sous prétexte de faciliter les paiements à la population rurale dans les périodes de stockages de produits agricoles : « Dans la période d'intensification du besoin de billets de 5 roubles et de coupures moindres, l'émission des billets du Trésor est admise dans les limites de 75 % de l'émission des billets de banque au lieu de 50 %.

Ce subterfuge sauva la face, mais non la situation, car cette double circulation ne pouvait qu'être une source d'inflation.

Nous sommes loin, en effet, des règles établies à l'origine, suivant lesquelles le Trésor se couvrait en tchervontzi et en devises au fur et à mesure de l'émission de ses propres billets. Depuis le 1^{er} octobre 1925, les Caisses du Trésor, au nombre de 646, ont été prises

en charge par la Banque d'Etat qui les a fusionnées avec les siennes et M. Chanine dans les *Izvestia*¹ du 27 octobre 1925 nous montre quelles ont été les conséquences de cette mesure :

« Les billets du Trésor étaient échangés auparavant contre des tchervontzi et des devises qui s'accumulaient dans les coffres du Commissariat des Finances. (fonds d'échange).

« Actuellement, ce fonds est employé en grande partie par le Commissariat, car il est porté au compte courant de la Banque. Il est d'ores et déjà mobilisé pour les opérations de crédit de la Banque, de sorte que notre émission des billets du Trésor n'a plus (pour la partie mobilisée tout au moins) cette couverture qu'elle possédait naguère. »

La circulation totale, constituée par les billets de la Banque d'Etat et les diverses monnaies du Trésor, augmente continuellement et si l'émission, qui se développe rapidement chaque année, d'avril à janvier, se ralentit légèrement pendant les autres mois, il n'en reste pas moins que, considérée à la même époque de plusieurs années successives, elle présente un chiffre sans cesse croissant :

1 ^{er} avril 1925		765.000.000	de roubles
1 ^{er} avril 1926		1.204.000.000	—
1 ^{er} avril 1927		1.350.000.000	—
1 ^{er} avril 1928		1.518.000.000	—
1 ^{er} avril 1929		1.997.000.000	—

1. Organe du Comité exécutif central.

Cette masse de billets n'étant garantie que par les métaux précieux et les devises gageant les émissions de la Banque d'Etat, leur couverture réelle est de 17 % environ. Mais cette proportion qui nous apparaît comme bien minime, ne peut être une cause de soucis pour les dirigeants soviétiques, comme l'explique Chanine. « La mainmise sur le commerce extérieur nous permet, sans risque, de diminuer nos ressources immobilisées. Le rôle qu'avaient joué naguère l'or et les devises du Trésor et de la Banque d'Etat, la réglementation du commerce extérieur le joue désormais avec succès. »

L'or et les devises constituant la garantie de la circulation fiduciaire n'ont donc plus besoin, suivant cette conception, de rester immobilisés. Ces valeurs sont employées comme fonds de roulement pour le commerce extérieur; elles servent pour régler les achats à l'étranger et sont remplacées par celles qui proviennent des exportations. Ce mécanisme est évidemment très défendable théoriquement dans un pays où le billet de banque est inconvertible, où le monopole des échanges est entre les mains de l'Etat, où, d'autre part, balance commerciale et balance des paiements sont presque synonymes. Et, si l'on en croit les statistiques officielles, pas plus que l'inflation elle-même, ce procédé ne semble nuire à la stabilité de la monnaie.

Voici les cours, en roubles, de quelques monnaies

étrangères, appliqués à Moscou d'octobre 1926 à octobre 1928 :

	Dollar	Livre Sterling	Franc français	Lire italienne
	—	—	—	—
Pair	1.943	9.46	37.50	37.50
Octobre 1926	1.945	9.44	5.45	7.20
Avril 1927	1.945	9.445	7.54	8.83
Octobre 1927	1.945	9.46	7.55	10.49
Avril 1928	1.943	9.49	7.65	10.27
Octobre 1928	1.943	9.43	7.60	10.16

Il ne faut pas oublier toutefois que le tchervonetz n'est coté qu'en Russie... Son pouvoir d'achat peut être de cette façon artificiellement maintenu au pair; il n'en est pas de même du pouvoir intérieur : sur la base de 1 en 1913, les indices actuels voisinent 1.75 pour les prix de gros, 2.40 pour les prix de détail et 2.70 pour le budget ouvrier à Moscou et à Pétrograd.

Le commerce de gros s'effectuant entre entreprises étatisées à concurrence de 95 %, les prix fixés pour ces transactions ne peuvent servir à déterminer le pouvoir d'achat. Il reste à choisir entre les deux autres indices. Mais, étant donné que tout est mis en œuvre pour contenter le travailleur manuel dans les villes précitées, on peut considérer l'indice du budget ouvrier, le moins favorable des trois, comme exprimant le taux réel maximum du pouvoir d'achat intérieur, qui serait ainsi de 37 % environ. Il serait donc osé, en l'occurrence, de parler de monnaie stable.

Bien que l'analyse succincte des opérations « de crédit » ait mis en lumière la place prépondérante occupée

par le secteur socialisé dans la clientèle des banques, In'est pas sans intérêt de citer quelques chiffres pour nous éclairer encore davantage sur ce point :

Répartition des crédits

	1 octobre 1923	1 octobre 1925	1 octobre 1927
Secteur d'Etat	64 %	72 %	75 %
Secteur coopératif	27 %	20 %	19 %
Secteur privé	9 %	8 %	6 %

Rapports des passifs aux crédits consentis

	1 ^{er} octobre 1923	1 ^{er} octobre 1925	1 ^{er} octob. 1927
Industrie d'Etat	20.8 %	31 %	16.7 %
Transports	93.3 %	73.1 %	15 %
Commerce d'Etat	30.7 %	34.5 %	23.8 %
Coopératives	9.1 %	17.8 %	18.7 %
Particuliers	26.3 %	83.4 %	121.3 %

Le premier tableau indique, d'une façon concrète, l'augmentation continue des crédits octroyés au secteur d'Etat et la stagnation, la régression même de ceux dont bénéficie le secteur privé.

Le second tableau fait ressortir l'accroissement rapide des découverts accordés aux organismes nationalisés résultant de la difficulté toujours plus grande éprouvée par ces entreprises pour faire face à leurs engagements, avec leurs seules disponibilités. On doit mentionner, par contre, l'aisance de trésorerie du secteur privé, client bien peu favorisé, il est vrai.

Maintenant que nous avons étudié le champ d'acti-

vité des banques et la composition de leur clientèle, il nous reste à parler des taux appliqués par elles aux différentes opérations.

Une distinction doit être faite entre les taux « officiels » pratiqués par les banques plus ou moins subventionnées par l'Etat et les taux du marché libre pratiqués par les sociétés de crédit mutuel et les escompteurs privés.

Comme il est facile de le comprendre, les taux officiels ne peuvent dépendre de l'abondance ou de la pénurie de « l'argent ». A ce point de vue leur fixation est effectuée arbitrairement. Ainsi, au début de 1927, pour combattre la vie chère, pour alléger la situation des entreprises étatisées et coopératives dont les charges financières étaient trop lourdes, pour favoriser le commerce extérieur qui subissait un recul marqué, la Banque d'Etat, poussée par le gouvernement soviétique, adopta une politique de réduction des taux d'escompte et d'avances. Ceux-ci qui variaient entre 10 et 12 % l'an (plus une commission dans certains cas) furent abaissés comme suit, à partir du 1^{er} avril 1927 :

8 % pour l'escompte des traites à 3 mois d'échéance;

8 1/2 % pour l'escompte de traites de 3 à 6 mois d'échéance;

7 1/2 % pour les crédits accordés aux banques par actions, y compris les banques communales et les banques coopératives, sur garanties en traites, marchandises ou documents.

8 à 10 % pour les crédits spéciaux;

10 % pour les comptes courants sur marchandises et sur documents;

9 % pour les accréditifs-marchandises;

8 à 9 % pour les prêts et les opérations de crédit diverses relatives au financement des blés;

7 à 9 % pour le financement des opérations commerciales à l'exportation;

8 à 10 % pour les crédits consentis à l'importation.

Toutes les commissions supplémentaires furent supprimées.

La diminution du coût des octrois de crédits fut accompagnée de celle des intérêts bonifiés aux dépôts et comptes courants. La Banque d'Etat réduisit à :

6 % l'intérêt accordé aux comptes courants et dépôts à vue;

5 % l'intérêt accordé aux comptes courants ouverts aux banques;

7 % l'intérêt accordé aux dépôts de 1 à 6 mois;

8 % l'intérêt accordé aux dépôts de 6 à 8 mois.

Les grandes banques moscovites procédèrent à des modifications analogues et, pour uniformiser leurs tarifs, le Commissariat des Finances promulga, le 30 mars 1927, un arrêté qui fixa un taux maximum, tant pour les opérations actives que pour les opérations passives :

Pour les opérations d'escompte et de prêts à court terme effectuées par des organismes nationalisés, coopératifs ou mixtes, avec participation dominante de l'Etat, les banques par actions, sauf les banques de crédit

communal et les banques coopératives, ne purent percevoir plus de 12 % par an. Les banques de crédit communal et les banques coopératives ne durent pas excéder 15 %. Aucune limite ne fut indiquée pour les taux concernant les emprunts sollicités par la clientèle privée.

Une marge de bénéfice appréciable était donc laissée aux banques qui détiennent des avances de la Banque d'Etat à 7,5 %.

Pour les dépôts et les comptes courants créditeurs, toute banque par action fut tenue de bonifier des intérêts ne dépassant pas, de plus de 1 %, ceux qui étaient alloués par la Banque d'Etat pour les mêmes opérations.

Ce maximum imposé devait mettre fin à la « course à la clientèle. »

Les autorités soviétiques ne s'en tinrent pas à ces mesures. Elles agirent sur le marché libre. Elles commencèrent par faire des recommandations aux sociétés de crédit mutuel dont les taux élevés avaient attiré leur attention; puis, après avoir constaté l'inefficacité de ces conseils, elles ordonnèrent à ces établissements de prendre leurs dispositions pour arriver à réduire dans les 3 mois, aux chiffres ci-après, les intérêts servis à leurs déposants :

12 % en compte courant;

15 % pour les dépôts à vue;

17 % pour les dépôts à long terme.

Seuls, les escompteurs privés restèrent en dehors de

ce mouvement. Les taux appliqués à leurs opérations, qui sont des multiples de ceux dont nous venons de parler (atteignant parfois 72 % l'an) peuvent nous instruire sur la disette actuelle des capitaux en Russie.

Aujourd'hui, c'est le Comité pour les affaires de banque, institué par le décret du 15 juin 1927 qui est chargé dans les conditions précisées au chapitre précédent, de la réglementation des taux d'intérêt officiels, dans le but d'aboutir à leur unification et à leur réduction.

La conclusion à tirer de l'examen de l'activité des organismes bancaires est en partie contenue dans un article paru en janvier 1928 sous la signature de M. Kouperman dans le *Messenger des Finances*.

« L'U. R. S. S. ne saurait se flatter de pouvoir recueillir des ressources par la voie de crédit... Le crédit en banque devient de plus en plus une sorte d'appareil qui sert à répartir les ressources budgétaires de la manière la plus économique et la plus souple. »

On peut compléter ce jugement en soulignant que le fonctionnement de cet appareil a pour résultat l'augmentation exagérée de la circulation monétaire et met ainsi en relief l'insuffisance de ces « ressources budgétaires » et en général des fonds dont dispose « le secteur socialisé ».

Cette indigence de capitaux mérite une étude spéciale que nous allons nous efforcer de mener à bien.

X L'INSUFFISANCE DES CAPITAUX EN U. R. S. S.

Quelque optimistes et variables que soient les données budgétaires fournies par le gouvernement soviétique, nous nous en servons, à défaut d'autres plus réelles, pour nous faire une opinion sur la situation financière de l'U. R. S. S. Le budget global d'Etat, qui comprend le budget de l'Union et celui des 6 républiques fédérées, peut être ainsi résumé :

Recettes

DESIGNATION DES RECETTES	Recettes recouvrées			Rec. prévues
	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29
A. Recettes d'Impôts				
<i>I. — Impôts directs</i>				
a) impôt agricole unique	251.742	357.900	349.291	400.000
b) impôt sur le commerce et l'industrie	537.541	785.632	771.091	1.005.000
c) impôt sur le revenu	151.435	192.248	230.580	272.000
d) impôt sur les bénéfices extraordinaires	1.456	11.412	21.560	22.060
e) impôt sur les successions et donations	264	705	1.071	1.227
f) impôt sur les terrains des municipalités et voies de communication	5.919	3.751		
g) autres impôts directs	1.147			
Total des impôts directs	949.504	1.351.548	1.373.593	1.700.287
<i>II. — Impôts indirects</i>				
a) accises	841.614	1.209.857	1.488.532	1.735.500
b) douanes	150.528	189.472	257.459	255.000
Total des impôts indirects	992.142	1.399.329	1.745.991	1.990.500
<i>III. — Taxe et droits</i>				
	74.833	82.763	111.923	138.049
Total des recettes d'impôts	2.016.479	2.833.740	3.231.507	3.828.836

Recettes (suite)

DESIGNATION DES RECETTES	Recettes recouvrées			Rec.prévues
	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29
B. Recettes autres que les impôts.				
IV. — P. T. T. et T. S. F.	136.555	156.713	171.573	190.000
V. — Transports.....	1.345.012	1.596.468	1.745.000	1.904.459
VI. — Domaines et entreprises d'Etat				
a) Industrie	93.380	198.933	257.935	275.000
b) Commerce	28.022	38.760	34.350	32.009
c) Banques	46.944	67.604	81.189	103.000
d) Forêt	214.664	221.233	245.053	272.433
e) Sous-sol	20.740	42.517	57.856	65.662
f) Autres entreprises et domaines	27.383	30.789	40.757	32.662
g) Concessions	3.342	3.212	3.122	4.507
Total des domaines et entreprises d'Etat s....	434.475	603.048	720.262	784.814
VII. — Remboursement des avances et autres dépenses	60.201	55.967	44.283	41.469
VIII. — Recettes diverses	49.328	45.621	46.219	66.945
Total des recettes autres que les impôts	2.025.571	2.457.818	2.727.337	2.987.687
C. Opérations de crédit.				
IX. — Emprunts.....	145.985	319.184	706.490	800.000
Total des recettes.....	4.188.035	5.610.742	6.065.000	7.616.523
Reliquat des exercices précédents	27.569	15.320	51.913	115.000
	4.215.604	5.626.062	6.717.247	7.731.523

Dépenses

DESIGNATION DES DEPENSES	Dépenses payées		Dépenses prévues	
	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29
<i>I. — Administration générale</i>	273.513	290.023	246.550	255.912
<i>II. — Commissariat des transports (P. T. T. et T. S. F. compris)</i>	1.397.919	1.780.855	1.961.731	2.154.881
<i>III. — Guerre et Marine</i>	592.435	674.597	791.813	906.122
<i>IV. — Dépenses sociales et culturelles</i>	405.175	507.721	585.956	669.619
<i>V. — Financement de l'Economie nationale.</i>				
a) Entretien des organes régulateurs de l'économie nationale	56.713	56.175	58.245	61.374
b) Industrie	202.489	458.408	635.868	949.870
c) Electrification	68.363	102.519	135.710	184.025
d) Agriculture	211.728	203.784	251.754	483.310
e) Développement du commerce	23.881	66.662	118.177	192.369
b) Autres subventions	136.873	202.838	271.761	350.855
	700.047	1.090.386	1.471.515	2.221.803
<i>I. — Emprunts.</i>				
Service de la dette et frais d'émission	117.575	100.966	247.500	293.000
<i>VII. — Versements aux budgets locaux</i>	636.915	926.347	943.714	1.052.355
<i>VIII. — Divers</i>	76.142	200.166	200.725	177.831
	4.199.722	5.571.061	6.449.504	7.731.523

A première vue le montant des pensions budgétaires pour 1928-29 qui est de 7.731.532 roubles paraît élevé. Mais n'est-ce pas une illusion ?

Le budget russe de 1913 était de 3.417.000.000 roubles-or. Après avoir déduit les recettes d'ordre (c'est-à-dire celle qui ont une contre-partie égale ou supérieure aux dépenses) et avoir opéré une réduction de 17 % pour tenir compte de la différence de superficie entre le territoire d'alors et le territoire actuel, nous obtenons 2.167.000.000 roubles.

Considérons maintenant le budget de 1928-29. Des 7.731.523 milliers de roubles il y a lieu de défalquer : 1° les dépenses d'ordre (transports; P. T. T.; T. S. F.), soit 2.154.881.000 roubles; 2° les dépenses destinées au financement de l'économie nationale qui ne trouvaient évidemment pas place dans le budget de 1923 (les dépenses de cette nature étant dans les pays capitalistes faites par le secteur privé : industriels, commerçants, banquiers, etc... et non par l'Etat), soit : 2 milliards 221.803.000 roubles. Il nous reste un total de dépenses de 3.354.839.000 roubles.

Mais il convient de se souvenir que le pouvoir d'achat du rouble d'aujourd'hui est au maximum égal à 37 % de celui du rouble-or d'avant la révolution. Le budget de celui 1928-29 en roubles-or est ainsi réduit à 1.241.290.430 roubles : il représente donc environ les 57 % de celui de 1913.

D'autre part, comme disait Rakowsky, ancien ambassadeur de l'U. R. S. S. à Paris, dans un discours prononcé en 1926. « pour se rendre un compte exact de l'importance du budget, il faut établir à quel point il satisfait les besoins élémentaires de la vie sociale :

développement de l'instruction publique, des voies de communication, etc... ». Ce « diplomate » poursuivait : « A ce point de vue, nos budgets sont de vrais budgets de misère. Pour soutenir dans l'état actuel nos habitations ouvrières, c'est-à-dire sans atteindre même le minimum prescrit par l'hygiène, nous devrions inscrire dans notre budget un milliard de roubles. Notre budget est et restera encore longtemps pauvre ».

Depuis cette époque, les dépenses « sociales et culturelles » ont certes marqué une progression, mais elles demeurent encore infimes, eu égard aux besoins. « Or, malgré les proportions misérables du budget, aux dires des Soviets eux-mêmes, l'imposition a atteint l'extrême limite des facultés contributives de la population et que la tension fiscale prend un aspect de plus en plus menaçant¹ ».

Après avoir noté que « contrairement à tous les principes communistes ou socialistes, les impôts de consommation rapportent plus que les impôts directs¹ », passons rapidement ces derniers en revue.

Le plus important est l'impôt sur le commerce et l'industrie dont une très faible fraction est, mentionnons-le, supportée par l'industrie (le dixième environ en 1927-28), la majeure partie étant constituée par l'impôt commercial qui « remplit un double but : faire entrer le maximum dans les caisses du Trésor et rendre impossible, par l'application de taux différents, la concurrence

1. A. de Goulevitch, *Revue économique internationale*, mars 1928.

entre les entreprises commerciales de l'Etat et les coopératives, d'une part et, d'autre part, les entreprises privées tolérées par la « Nep ».

L'impôt sur le revenu est perçu d'après 17 tarifs distincts. Les « classes » à favoriser sont presque épargnées; les « éléments non travailleurs », eux, ne sont pas ménagés. Ainsi, « un contribuable de cette catégorie dont le revenu annuel dépasse 10.000 roubles, doit payer 40 % de ce revenu au titre de l'impôt général susvisé; 20 % à titre d'impôt local et enfin 2.000 roubles à titre d'impôt extraordinaire¹ ».

Négligeons les impôts de faible rendement et arrivons à l'impôt agricole unique. Quoique son chiffre représente à peine le quart du total des impôts directs, il pèse lourdement sur les paysans. « D'après l'économiste soviétique Lifchiz, il confisque au profit de l'Etat en moyenne 15 à 20 % du revenu brut, parfois 50 %¹ ». Et cette charge qui, aux yeux des dirigeants communistes eux-mêmes ne peut être accrue, est d'autant plus difficile à supporter par les cultivateurs que ceux-ci sont en outre spoliés par la « politique des prix » dont nous donnerons un aperçu.

« D'une part, le Pouvoir des Soviets vend les produits industriels à des prix très élevés, d'autre part il tend à abaisser artificiellement les prix des céréales en faisant jouer le mécanisme de la « presse à impôts » : au cours des mois d'automne et au début de l'hiver, les Soviets

1. A. de Gaulevitch, article déjà cité,

forcent les paysans qui doivent se procurer de l'argent pour acquitter les lourds impôts, à vendre les céréales aux prix taxés. Quoique cette politique ne réussisse plus beaucoup maintenant, le pouvoir d'achat des céréales, par rapport aux produits industriels, n'est plus que de 20 % de ce qu'il était avant la guerre¹ ». Ce procédé aboutit au prélèvement d'un impôt déguisé dont le montant s'élèverait suivant les calculs de différents spécialistes soviétiques à près de 2 milliards de roubles

Et le « Bolchevik » qui n'est nullement d'opposition, a montré très objectivement le résultat des mesures « en 1913, 23. 4 % prises contre les « campagnes » : du revenu national allaient à l'industrie, tandis que la part de l'agriculture était de 58 %. En 1926-27, l'industrie, sans qu'elle eût fourni une production supérieure, absorbait 51.7 % du revenu national contre 25,7 % pour l'agriculture¹ ». Aujourd'hui semblable disproportion persiste.

Cette situation est l'explication de la rentrée de plus en plus difficile de l'impôt agricole et de la résistance, souvent armée, qu'opposent les Koulakis (paysans aisés) aux percepteurs d'impôts.

Et cette fiscalité, bien que portée au maximum, ne constitue pas une source suffisante de recettes. La nécessité d'emprunter pour couvrir les dépenses ordinaires le prouve. En 1925-26 : 145.985 roubles. En 1925-27 : 319.184. En 1927-28 : 706.490. En 1928-29 : 8 60.000.

1. A. de Goulevitch, article déjà cité.

2. M. Liubiniou, représentant du Commissariat des Finances en France, fait observer que certaines dépenses, servant à créer des entreprises

Ces recettes extraordinaires sont d'ailleurs absorbées en partie par le paiement des arrérages et le remboursement des dettes — le plus fréquemment à court terme — contractées les années précédentes, savoir en 1925-26 : 117.576 ; 1926-27 : 100.966 ; 1927-28 : 247.500 ; 1928-29 : 293.000.

En résumé : Budget d'un montant restreint, ne satisfaisant que très imparfaitement « les besoins élémentaires de la vie sociale », alimenté par des impôts excessifs et restant de surcroît déficitaire.

Une question se pose d'elle-même : Quelle est l'origine du déficit ? Nous répondrons sans hésiter, après avoir comparé les recettes et les dépenses relatives à l'économie d'Etat.

Recettes

	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29
Transports; P. T. T.;				
T. S. F.	1.481.567	1.753.182	1.916.573	2.094.459
Autres entreprises	—	—	—	—
d'Etat	434.475	603.048	720.262	784.814
Total	1.916.042	2.356.230	2.636.835	2.879.273

Dépenses

Transports; P. T. T.;				
T. S. F.	1.397.919	1.780.855	1.961.731	2.154.881
Autres entreprises				
d'Etat	706.047	1.090.385	1.471.515	2.221.803
Total	2.097.966	2.871.240	3.433.246	4.376.684

nouvelles et à augmenter la puissance d'entreprises anciennes, ne sont pas des dépenses extraordinaires.

Cet argument a une valeur discutable, les statistiques officielles montrant qu'une fraction des crédits bancaires affectés à l'industrie (et ajoutons souvent employés aux fins susvisées) peut suffire au financement de cette extension (telle qu'elle est prévue par les plans). (Voir sur ce point article de ***, *Revue politique et parlementaire*, 10 août 1928.)

	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29
Déficit	181.924	515.010	796.401	1.497.411
Pourcentage du déficit par rapport aux dépenses	9 %	17 %	23 %	34 %

Cette statistique déjà probante peut être utilement complétée par les données budgétaires concernant spécialement l'industrie.

Recettes

	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29
Prélèvement sur les bénéfices	93.3	198.9	257.9	275.
Impôts	61.	63.	70.	inconnu
Remboursement des avances...	16.3	20.2	18.4	inconnu
Total	170.6	288.1	346.3	

Dépenses

Dotations budgétaires à l'industrie	202.5	458.4	635.9	949.9
Dépenses pour l'électrification	68.4	102.6	135.7	184
Total	270.9	561.	771.6	1.133.9

Et rappelons-nous qu'en outre, des crédits en banque — pour ainsi dire sans garantie — (s'élevant actuellement à près de 2 milliards de roubles) sont ouverts aux entreprises socialisées.

Ces chiffres attestent combien le budget est grévé par le « secteur d'Etat » et particulièrement par la section, de beaucoup, la plus importante de ce secteur : l'industrie. Les caractéristiques de l'exploitation de cette dernière nous procureront des renseignements complémentaires précieux.

Le parti communiste considère la consolidation, puis la rénovation de l'industrie comme les seuls moyens d'assurer son indépendance vis-à-vis du « monde capitaliste » et par suite comme les seules bases solides de sa dictature.

Aussi tente-t-il l'effort le plus considérable pour doter le pays d'un capital outillage permettant d'atteindre cette indépendance : ce souci de l'avenir explique la préférence accordée, pour le financement, aux industries qui fournissent des moyens de production, au préjudice de celles qui fournissent des objets de consommation. M. Max Hoschiller¹ dit à ce sujet : « Certains économistes eurent beau soutenir que la sagesse commandait de courir au plus pressé, qu'avant toutes, choses, le devoir était d'atténuer, dans le plus bref délai, la pénurie manifeste d'articles de première nécessité ; le Comité central du parti communiste tint bon. Certes, on aurait pu porter tout l'effort sur les produits manufacturés, outiller par exemple les industries textiles, faire venir les machines indispensables du dehors. N'était-il pas plus simple encore d'acheter à l'étranger des wagons entiers de produits manufacturés : savon, chaussures, métaux et de les répartir à travers le territoire ? Les citoyens russes eussent été enfin pourvus et heureux. Mais le communisme voit plus loin. Cet argent eut été dépensé en pure perte, de son point de

1. Supplément du *Bulletin quotidien d'information* du 11 avril 1929

vue. Tout serait à recommencer après un trêve obtenue chèrement; les Soviets se trouveraient, le lendemain, moins indépendants qu'ils ne l'étaient à la veille de l'opération. Leur dessein est tout autre. Qu'importe si la génération présente souffre un peu plus, un peu moins. Elle en a vu bien d'autres : les massacres, la famine, le froid. Les industries qui travaillent pour la consommation ne seront pas négligées, mais elles se développeront à une cadence modérée. Le grand effort sera porté sur les industries qui travaillent pour les moyens de production. Programme à échéance plus longue, dont l'efficacité ne se fera sentir que plus tard, mais en revanche quel épanouissement dans l'avenir, quelle certitude de s'affranchir de l'obsédante supériorité de l'étranger capitaliste, de gagner, au prix de dures épreuves, l'indépendance totale ».

Les travaux de réfection d'outillage commencèrent en 1925-26. En 1927-28, on entra dans la période de « besoin vraiment utile ». Si on s'en rapporte aux données du Conseil supérieur économique : 3.741, 2 millions de roubles furent investis de 1923-24 à 1927-28 :

Réparations capitales	530.9	millions de roubles
Extensions	2.075.2	— —
Nouvelles usines	682.6	— —
Habitations ouvrières et autres.....	418.7	— —
Laboratoires et institutions techniques	33.8	— —
Total	3.741.2	millions de roubles

Mais ces dépenses sont bien minimales si on les compare à celles que prévoit le programme à exécuter de 1928 à 1932 :

Réparations capitales	718.7	millions de roubles
Extensions et rééquipements	3.907.4	— —
Nouvelles usines	6.199.2	— —
Habitations	1.355.5	— —
Laboratoires	585.	— —
Total	12.765.8	millions de roubles

Les promoteurs de ce programme proclament que sa réalisation permettra à la production industrielle de doubler, par rapport à 1928, et de tripler, par rapport à 1913.

Sans discuter cette opinion, il nous est permis de nous demander 1° si toutes les sommes dépensées sont productives; 2° si les dirigeants soviétiques disposeront de fonds suffisants pour réaliser leur ambitieux projet.

L'appréciation donnée sur les travaux dans l'industrie, par le représentant de l'Inspection ouvrière et paysanne, au cours d'un congrès du parti communiste tenu à Moscou en décembre 1927 nous instruira sur le premier point :

« Les travaux se développent avec une extrême lenteur, les bases techniques et économiques sont insuffisantes et défectueuses, les grandes lignes de l'organisation et la responsabilité sont mal définies, l'ordre établi pour l'examen et la ratification des projets n'est pas suivi, le personnel technique et dirigeant sur place n'est pas stable et la direction exercée par le Centre n'est pas suffisante. Les dépenses effectuées dépassent de beaucoup les premières prévisions : Altaï : 40 millions de roubles au lieu de 5; Bogomoloff : 22 millions

au lieu de 7 ; Atbassor : 10,5 millions de roubles au lieu de 3.5 ; Usine de tracteurs : 30 millions au lieu de 16. Les travaux sont commencés et poursuivis sans que soient ratifiés les projets et les plans financiers ; les délais d'exécution des travaux ne sont pas observés, les prix de revient des travaux sont très élevés et la qualité des travaux est insuffisante. L'approvisionnement en matériaux de construction et en outillage est effectuée sans plan et avec retards. Les frais d'administration générale sont très élevés et atteignent 20 % du coût des travaux exécutés et 100 % des salaires¹ ».

Bien plus sévère encore était l'ingénieur-commissaire Tchouban qui, lors de l'établissement du plan industriel « 1926-27 » déclarait : « Si, sur le crédit de 1 milliard de roubles accordé à l'industrie, 50 millions étaient dépensés de façon productive, nous pourrions nous en féliciter (*Economitchezkaya Tizn* du 20 octobre 1926)².

Cherchons maintenant quels capitaux alimenteront le financement de l'extension industrielle. Ces capitaux ne peuvent être fournis par des emprunts extérieurs, la confiance manquant : un seul crédit de cette nature, s'élevant à 300.000 marks fut accordé en 1926 par l'Allemagne et ce pays ne semble pas disposé à persévérer dans cette voie. Il ne peut donc être fait appel qu'aux fonds nationaux, c'est-à-dire, en dehors des impôts

1. Dans le même sens, J. Lyon, *La crise en Russie soviétique*, Paris, F. Alcan, 1929.

2. Organe du Conseil du travail et de la Défense.

déjà trop élevés, à l'épargne : épargne d'Etat et épargne privée.

L'évaluation de celles-ci est fort difficile. D'après des documents communiqués à titre officieux par l'Office de statistique à la *Gazette de Francfort* au début de 1928, au moment de la reprise des négociations avec l'Allemagne au sujet de nouvelles avances à consentir à la Russie, l'épargne accumulée de 1924-25 à 1927-28 atteindrait les sommes suivantes¹ :

Millions de roubles

	1924-25		1925-26		1926-27		1927-28	
	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
Agriculture . . .	1.460	591	1.427	560	1.511	60	1.678	746
Industrie	410	34	872	494	1.095	702	1.371	940
Electricité	49	36	72	58	162	145	234	209
Transports	313	17	408	79	538	205	743	401
P. T. T.	21	10	29	17	35	23	42	29
Commerce	162	141	207	179	245	207	212	162
Administrations	84	64	129	107	172	149	237	212
Entreprises municipales	99	3	153	5	172	64	210	99
Maisons dans les villes?	210	128	329	57	471	137	567	230
	2.808	1.024	3.626	1.556	4.401	2.232	5.294	3.028

2. J. Lescure, ouvrage déjà cité.

Il y a tout lieu de penser que ces chiffres reflètent un optimisme de commande. Quoi qu'il en soit, comme nous l'avons vu, toute impressionnante qu'elle paraisse, l'épargne constituée par le « secteur socialisé » et utilisée au développement des entreprises de ce secteur ne dispense pas le budget de fournir, aux dépens de son équilibre, des subsides de plus en plus importants pour aider à ce développement. L'exécution du formidable programme industriel établi pour la période 1928-32 ne manquera pas d'augmenter l'écart entre le montant de l'Épargne d'état et celui des besoins auxquels elle doit subvenir.

L'épargne privée contient-elle plus de promesses ? Pour connaître sa nature, son volume, ses perspectives d'avenir, un aperçu sur les Caisses d'Épargne nous sera d'un grand secours — ces institutions peuvent, en effet, être considérées comme des baromètres de la capacité et de la volonté d'épargne de la population d'un pays.

Leur rétablissement, après la révolution, fut autorisé par un décret de l'année 1922 ; leur réorganisation fit l'objet d'un arrêté du Comité Central Exécutif et du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 25 novembre 1925.

Elles fonctionnent sous le contrôle des Commissariats du Peuple aux Finances des Républiques fédérées.

Ainsi que nous le savons, leurs principales opérations consistent : 1° à recevoir des sommes d'argent en compte

courant et en dépôt; 2° à accorder des prêts garantis par des obligations des emprunts d'Etat et même par d'autres titres, sur l'autorisation du Commissariat du Peuple aux Finances.

De plus, depuis le 28 septembre 1927, le Gouvernement ne pouvant ouvrir des établissements de crédit dans les localités rurales par suite de l'étendue des pays, a élargi les attributions des Caisses d'Epargne. Celles-ci sont tenues, depuis cette date, de recevoir de leurs déposants, le montant de l'impôt agricole unique; elles sont autorisées, en outre, à recevoir d'eux le paiement de différents autres impôts; elles peuvent enfin accepter des non-déposants les taxes pour services municipaux.

Il est même question, depuis le début de 1928, d'utiliser ces établissements pour effectuer des règlements de compte entre la population et les coopératives de consommation et pour procéder à des opérations de virements.

Cette évolution semble bien traduire le désir du Pouvoir Central de rendre de plus en plus étroit le contact entre les particuliers et les Caisses d'Epargne pour faciliter « l'épanouissement » de ces dernières.

Dans quelle mesure « cet épanouissement » se poursuit-il? Consultons les statistiques officielles :

Dépôts (en milliers de roubles)

1 ^{er} octobre 1925.....	33.493
1 ^{er} avril 1926.....	61.123
1 ^{er} octobre 1926.....	90.468
1 ^{er} avril 1927.....	137.606
1 ^{er} octobre 1927.....	181.532
1 ^{er} avril 1928.....	278.499
1 ^{er} octobre 1928.....	314.833
1 ^{er} avril 1929.....	419.984

Nombre de caisses en fonctions

1 ^{er} octobre 1926.....	11.982
1 ^{er} avril 1927.....	13.064
1 ^{er} octobre 1927.....	14.428
1 ^{er} avril 1928.....	14.773
1 ^{er} octobre 1928.....	15.620
1 ^{er} janvier 1929.....	16.376

Nombre des déposants (comptes) en milliers

1 ^{er} octobre 1926.....	1.315.1
1 ^{er} avril 1927.....	1.734.3
1 ^{er} octobre 1927.....	2.211.7
1 ^{er} avril 1928.....	3.237.3
1 ^{er} octobre 1928.....	3.825.9
1 ^{er} janvier 1929.....	4.076.9

La progression du nombre des caisses et des déposants et surtout de celui du chiffre des dépôts marque en, apparence, une amélioration constante dans la situation de l'épargne en Russie. Mais ne perdons pas de vue qu'en 1914, le montant des dépôts s'élevait à près de 2 milliards de roubles-or. Les 420 millions d'aujourd'hui représentent (en prenant 37 % comme pouvoir d'achat intérieur), 155 millions de cette époque. Même en tenant compte de l'amputation subie par le territoire de l'empire des tzars, la médiocrité des résultats obtenus jusqu'à ce jour est évidente.

Pour certains critiques, cet état de choses serait dû à l'insuffisance de l'attrait offert par le taux d'intérêt servi : 8 % pour les particuliers, 6 % pour les « organismes juridiques ». Cette raison qui, vraisemblablement, joue un rôle, ne peut d'ailleurs être supprimée car les Caisses d'Epargne souscrivent, au moyen de leurs dépôts, aux emprunts publics et le Gouvernement tient à émettre ces emprunts au minimum de frais.

Mais d'autres causes interviennent encore plus durement :

L'instabilité politique et même monétaire qui incite à la thésaurisation.

L'appauvrissement collectif de la population par suite des événements révolutionnaires et des guerres civiles intermittentes.

La vie chère qui réduit à presque rien le revenu disponible.

Les mesures « fiscales » et autres, prises contre la classe « campagnarde ».

Voyons plutôt la composition des titulaires de livrets :

CATEGORIE SOCIALE DES DEPOSANTS	Au 1 ^{er} Octobre 1925		Au 1 ^{er} Octobre 1926		Au 1 ^{er} Octobre 1927	
	Nombre de comptes	Montant des dépôts (en milliers de roubles)	Nombre de comptes	Montant des dépôts (en milliers de roubles)	Nombre de comptes	Montant des dépôts (en milliers de roubles)
<i>Deposants indi- viduels.</i>						
Ouvriers	175.813	3.081.4	311.668	11.127.6	406.958	19.818.7
Agriculteurs	26.985	602.9	82.848	3.256.9	218.961	7.478.8
Employés	401.508	10.516.9	583.884	33.111.4	973.162	63.195.5
Artisans	15.537	602.9	23.671	1.899.8	37.599	3.926.3
Professions libé- rales	18.808	1.138.8	27.616	3.256.9	33.176	5.235.1
Commerçants ...	7.359	267.9	10.520	995.2	15.482	2.430.6
Autres personnes obtenant leurs reve- nus d'autres sources que le travail	9.813	435.4	15.781	1.266.6	15.482	1.682.7
Deposants non ré- sidants	130.838	4.655.6	182.792	10.584.7	364.936	22.623.3
Total du groupe A.	186.661	21.301.8	1.238.780	65.499.1	2.065.756	126.391.0
<i>Etablissement, organisations et en- treprises.</i>						
Etablissements d'Etat	9.813	6.564.7	21.041	11.579.9	44.235	35.660.4
Organisations coo- peratives	3.271	837.3	6.575	1.809.4	11.059	4.861.2
Organisations syn- dicales	12.266	3.315.9	32.876	8.142.2	55.293	12.713.9
Entreprises privées	818	201.	1.315	271.4	4.423	611.6
Autres	4.906	1.272.7	14.466	3.166.4	30.964	6.730.9
Total du groupe B.	31.074	12.191.6	76.273	24.969.3	145.974	60.578.0
Général	817.735	33.493.4	1.315.053	90.468.4	2.211.730	186.969.0

Ce qui frappe le plus dans cette répartition c'est : 1° l'importance relative, sinon absolue, du groupe des employés dont les membres ne sont vraisemblablement pas toujours des déposants volontaires; 2° le montant infime des versements effectués par les paysans.

La population agricole représentait au 1^{er} janvier 1914, 30 % des titulaires de livrets. Ses dépôts s'élevaient à 700 millions de roubles, soit 28 % de l'ensemble. Aujourd'hui, elle occupe une place négligeable¹.

Et cependant, malgré ses charges, elle économise encore, mais ses économies sont investies dans ses exploitations et servent à augmenter son avoir en bestiaux, en matériel, etc... Pressurée par le parti communiste, méfiante et hostile à son égard, elle s'abstient. Lourde perte pour les promoteurs du programme industriel.

Après l'examen des Caisses d'Epargne et de leur clientèle, celui du mécanisme des « Emprunts » sera des plus utiles pour nous fixer sur les « facilités » rencontrées et à rencontrer par les dirigeants soviétiques dans la recherche des fonds destinés à couvrir leurs dépenses.

La dette d'Etat de l'U. R. S. S. a suivi la progression suivante depuis le 1^{er} octobre 1925 :

1 ^{er} octobre 1925.....	366,5	millions de roubles
1 ^{er} octobre 1926.....	662,7	— —
1 ^{er} octobre 1927.....	933,7	— —
1 ^{er} octobre 1928.....	1.422,1	— —
1 ^{er} avr 1 1929.....	2.042,5	— —

1. M. J. Lyon émet un avis semblable dans *La crise en Russie soviétique* (ouvrage déjà cité).

Alors qu'en janvier 1914 la dette de l'Empire russe était composée d'une dette intérieure de 4.739 millions de roubles-or (et d'une dette extérieure de 4.075 millions), celle d'aujourd'hui représente 750 millions de roubles-or environ. Elle est donc comparativement peu importante.

En dépit de son chiffre restreint, elle n'a été souscrite que péniblement, comme maintes observations le prouvent. Les entreprises gouvernementales absorbèrent la majorité des titres et cela, en de nombreux cas, au moyen d'avances consenties dans ce but par la Banque d'Etat (par ce procédé, les déficits budgétaires n'ont pas été en réalité couverts par des emprunts, mais ont été comblés par des émissions de billets). En outre, toute organisation ou personne juridique soumise à la publication de son bilan, socialisée ou non, dut consacrer à partir de 1927 ses fonds de réserve à la souscription des emprunts publics. Enfin, les Caisses d'Epargne furent « invitées » à coopérer avec leurs dépôts au succès de ces emprunts (pratique qui ne pouvait évidemment que jeter un discrédit sur ces établissements).

Quant aux particuliers qui souscrivirent, ils ne s'exécutèrent pas toujours spontanément; souvent les ouvriers et employés de l'Etat reçurent leurs salaires en obligations de la dette; il en fut de même pour le paiement du blé aux paysans, effectué de cette manière, sous menace de réquisition. Bien mieux, en octobre

1927, les autorités soviétiques allaient jusqu'à entraîner des pourparlers avec les concessionnaires étrangers pour gagner leur participation. Aussi pouvons-nous être sceptiques lorsqu'il est annoncé que plus de la moitié d'un emprunt est placé chez les particuliers (*Izvestia* du 8 décembre 1927), il s'agit en l'occurrence d'emprunts forcés.

D'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement quand les taux offerts varient entre 12 et 18 % tandis que l'escompte sur le marché libre atteint 72 %. Cette différence d'intérêt ne peut, quoiqu'en dise M. Liubimov¹, être compensée ni par l'exemption d'impôt, ni par l'attrait des lots, ni par la « sécurité » de ces placements.

Le gouvernement de l'U. R. S. S. qui ne parvient pas, malgré tous les efforts déployés, à attirer vers les Caisses d'Épargne, la masse des particuliers, rencontre des difficultés semblables pour obtenir leur souscription aux emprunts publics. Mêmes effets, mêmes causes.

Nous pouvons en inférer que le moment n'est pas proche où l'épargne privée participera, sans contrainte, au financement de l'économie nationalisée.

Le problème paraît, dans les conditions actuelles, insoluble. D'une part : Un Programme d'industrialisation qui nécessite la mobilisation de nombreux milliards de roubles. D'autre part : 1° une épargne

1. *Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1928.

d'Etat notoirement insuffisante; 2° une épargne privée fuyante et par suite presque entièrement inefficace; 3° une aide étrangère quasi inexistante.

Des spécialistes « hétérodoxes » qui se rendent compte de la disproportion entre les ressources et les besoins, préconisent, comme remède, l'adaptation « du programme de réfection et d'équipement des industries qui travaillent pour les moyens de production à la formation de l'épargne dans le pays. »

Ce remède donnerait, certes, plus d'aisance à la « trésorerie industrielle ». Il ne serait pas souverain. Les dépenses peuvent être réduites, mais un minimum est indispensable. Il faut surtout augmenter les ressources.

Dans le cadre du régime établi par les Soviets, cette augmentation est-elle possible? Il ne semble pas. Il existe trop d'obstacles : nationalisation de l'industrie, monopole du commerce extérieur, politique spoliatrice adoptée vis-à-vis des « campagnes » et d'autres.

Ce ne sera qu'après la disparition de toutes ces entraves au développement économique qu'il sera sage d'espérer que prenne fin cette crise de capitaux de jour en jour plus aiguë...

CONCLUSION

Pour émettre un jugement sur le système bancaire russe actuel, il ne faut pas le comparer à ceux des pays où le capital privé joue un rôle prépondérant. Il est nécessaire de toujours avoir présente à l'esprit la structure de l'économie soviétique.

Après la période du « Communisme de guerre » pendant laquelle la production avait été ruinée, la Nep a fait des concessions au « Capitalisme », dont elle a adopté certaines règles relativement à l'organisation intérieure et à la technique des entreprises. Mais en ce qui concerne l'administration générale et le financement de la majorité de celles-ci, l'Etat est resté maître. Il exerce, de ce fait, une influence considérable sur le développement des différentes branches d'activité du pays.

Ce développement est poursuivi suivant un « Plan » préétabli dont l'exécution est assurée en grande partie grâce aux ressources fournies par le « Budget ». Celui-ci, d'une part reçoit : 1° les bénéfices « disponibles » des entreprises nationalisées; 2° par la voie des impôts et

des emprunts une large portion des revenus que les particuliers pourraient épargner; d'autre part, jouant le rôle des « actionnaires » et « obligataires » de l'Occident, il distribue une fraction importante de ces fonds, suivant le degré d'utilité nationale que présentent les bénéficiaires, entre les différentes « cellules » du secteur socialisé, le reliquat des recettes étant consacré à la « satisfaction des besoins de la vie sociale. »

Cela posé, que peuvent être les caractéristiques des banques soviétiques?

Dans une certaine mesure, elles portent l'empreinte du capitalisme :

a) Il leur est accordé, quant à leur gestion, une indépendance relative dont le principe est reconnu très volontiers par le gouvernement. Ainsi, vers le milieu de 1929, la Banque d'Etat elle-même a été dotée d'un nouveau statut dont l'article 5 spécifie « qu'elle agit d'une façon indépendante dans les limites du présent statut » alors que l'article 1 du précédent statut disait « La Banque d'Etat fait partie du Commissariat des Finances et lui est directement soumise. »

b) Le mécanisme de leurs opérations ne présente dans la forme, aucune différence marquée avec le mécanisme des opérations des établissements similaires de l'étranger.

c) Elles travaillent sur des bases commerciales, c'est-à-dire qu'elles doivent produire un bénéfice normal sur le capital investi.

Mais cette autonomie, bien modeste cependant, est encore plus apparente que réelle : La majorité du capital des banques (exception faite pour les banques de crédit mutuel, dont l'importance est presque nulle) appartient à l'Etat ou à des organismes dépendant plus ou moins de lui. Ces banques doivent se conformer au « Plan » pour leurs octrois de crédit. Les taux appliqués à leurs opérations ne sont pas librement fixés par elles. Dans le cas d'exercice déficitaire, le « Budget » comble leur perte, dans le cas d'exercice bénéficiaire, leur profit est versé au « Budget ».

L'indépendance dans la gestion et le fonctionnement sur une base commerciale sont donc bien relatifs.

Quant aux opérations, elles rappellent au point de vue « technique » les pratiques capitalistes, mais la ressemblance n'est pas plus profonde. Les ressources qui alimentent ces opérations proviennent pour la plupart du « Budget » et leur emploi consiste presque toujours en une simple répartition entre les organismes nationalisés, sans aucune prise en considération de la surface de ces derniers.

En outre, les avances et les escomptes, assimilable d'ailleurs le plus souvent à de simples découverts destinés à augmenter les allocations budgétaires, sont financés en partie par les émissions de billets.

Il est évident que cette activité n'a rien de commun avec le « crédit ».

Les établissements que nous venons d'étudier ne

sont pas des banques; leur nature et la spécialité de leurs fonctions sont commandées par les particularités de l'économie soviétique. Ce sont des institutions d'Etat chargées surtout de transmettre des recettes d'Etat suivant le Plan d'Etat à des entreprises d'Etat.

Les postes de leurs bilans reflètent la gêne éprouvée par le gouvernement soviétique pour mener à bien son projet ambitieux, disons même téméraire, d'industrialisation. Cette gêne ne peut que croître, étant donné l'absence d'aide étrangère, l'insuffisance chronique de l'épargne d'Etat et la carence de l'épargne privée.

Le seul remède consisterait en de nouvelles et substantielles concessions à « l'individualisme » et à l'initiative privée, soit des nationaux eux-mêmes, soit — à leur défaut — des étrangers.

Vu,
le Doyen

H. BERTHÉLEMY

Vu, bon à imprimer :
Le Président de Thèse,

J. LESCURE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY

ANNEXES

1. Décret du 19 octobre 1922 sur la réglementation, l'utilisation et retrait des billets de banque.
2. Décret sur l'émission des billets du Trésor du 5 février 1924.
3. Bilan du Département d'Emission de la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. (1^{er} octobre 1924 au 1^{er} avril 1929).
4. Bilans d'émission du Commissariat des Finances de l'U. R. S. S. (1^{er} octobre 1924 au 1^{er} avril 1929).
5. Bilans sommaires des établissements de crédit de l'U. R. S. S., (Extraits de la Statistique des Finances éditée par le Commissariat des Finances de l'U. R. S. S.), 1^{er} octobre 1925; 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1926; 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1927; 1^{er} avril et 1^{er} juillet 1928.

ANNEXES

Décret du 19 octobre 1922¹ sur la réglementation, l'utilisation et le retrait des billets de banque

I. Du Département d'émission annexé à la Banque de l'Etat et du Conseil d'émission

1° Pour la direction des affaires concernant l'émission des billets de banque ainsi que pour le compte détaillé des billets en circulation et du dépôt qui en représente le fonds de garantie, il sera annexé à la Direction de la Banque d'Etat un Département d'Emission sous la gestion d'un Directeur de la Banque en accord avec les prescriptions générales de la Direction

2° La surveillance générale et le contrôle de l'activité émissive de la Banque seront exercés par un Conseil d'Emission constitué sous la présidence du Président de la Direction de la Banque ayant pour membres le Directeur du Département d'Emission, un second membre désigné par le Commissariat des Finances, un troisième désigné par le Commissariat de l'Inspection

1. E., Gordon, Ouvrage déjà cité.

paysanne et ouvrière et un quatrième représentant les organisations commerciales et industrielles;

3° Le Département d'Emission aura comme fonctions :

a) La commande des billets de banque à l'administration de l'Hôtel des Monnaies.

b) La conservation et le comptage des billets de banque, ainsi que de l'encaisse métallique et des valeurs étrangères qui en représentent le fonds de garantie

c) La réception des billets de banque de la dite administration, leur numérotage et la pose des griffes.

d) Le versement des billets de banque exigés au fur et à mesure par la Banque à la Caisse de la Direction et la prise en possession du fonds de garantie correspondant.

e) L'expertise des billets de banque dont l'authenticité pourrait sembler douteuse.

f) La réception des billets de banque venant de retour au dépôt du département d'émission et leur destruction, le cas échéant.

g) L'appréciation et l'évaluation des valeurs appartenant à la Banque et destinées à servir de fonds de garantie.

h) La publication des bilans du Département d'émission.

4° Le Conseil d'Emission se chargera :

a) De l'examen et de l'homologation des projets du

Département d'Emission quant aux valeurs appartenant à la Banque et destinées à servir de fonds de garantie, ainsi que de l'appréciation de ces valeurs en vue de l'émission.

b) De l'examen et de l'approbation des bilans du Département d'Emission.

c) De la vérification du fonds de garantie au moins une fois par mois.

d) De l'établissement de l'ordre à suivre dans la destruction des billets de banque et de la surveillance de l'exécution selon l'ordre établi.

e) De l'exercice de la surveillance générale quant à la stricte observation des principes arrêtés régissant l'émission, l'invalidation et l'utilisation de billets de banque.

II. De l'émission et de l'invalidation de billets de banque

5° Les billets de banque seront émis :

A) Pour l'accroissement des fonds de roulement de la Banque de l'Etat nécessaires à ses transactions commerciales, notamment :

a) Vente et achat d'or et d'autres métaux précieux en lingots et en monnaies, des valeurs russes et étrangères, des traites, des devises et des fonds publics.

b) Avances à vue et à terme sans toutefois que l'échéance excède six mois et sous caution des valeurs énumérées dans l'article a, des marchandises ou des docu-

ments commerciaux, connaissements, lettres de voiture, polices d'assurance etc...

c) Escompte des effets de commerce dont le terme n'excède pas six mois et qui portent deux signatures au moins.

B) Allocations à brève échéance au Commissariat des Finances.

6° Les billets de banque mis en circulation en vue de l'accroissement du fonds de roulement de la Banque seront garantis par un dépôt dont un quart au moins représenté par des métaux précieux en lingots et en monnaies et par des valeurs étrangères stables, les trois quarts restant par des marchandises, des titres et des créances en faveur de la Banque répondant entièrement aux stipulations de l'article 5. Les deux tiers au moins de cette dernière espèce de garantie consisterait en effets de commerce.

7° Les créances pourront servir de fonds de garantie à la condition indispensable que le montant en soit exprimé en billets de banque, en or ou en monnaie étrangère stable; l'appréciation appartiendra au Département d'Emission et sera soumise à l'approbation du Conseil.

8° L'or en monnaie et en lingots et autres métaux précieux, ainsi que les valeurs étrangères stables pourront servir de fonds de garantie pour les 75 % de leur valeur au cours du jour, les effets de commerce et autres créances en faveur de la Banque pour les 90 % de

leur montant, escompte fait pour les jours restant à courir.

9° L'évaluation du fonds de garantie sera révisée une fois par mois au moins. La dépréciation de ce fonds aura nécessairement pour conséquence une réduction équivalente de la capacité émissive de la Banque, à moins que la Direction ne mette à la disposition du Département d'Emission des nantissements supplémentaires et vice-versa la plus-value pourra se traduire par un accroissement correspondant de l'émission.

10° La remise des billets de banque à titre d'avances au Commissariat des Finances ne pourra être effectuée qu'en vertu chaque fois d'un arrêté spécial du Conseil des Commissaires du Peuple et sera garantie par un dépôt, dont une partie de 50 % au moins de la valeur nominale des billets de banque remis sera représentée par de l'or et d'autres métaux précieux, la seconde partie par des obligations à brève échéance du dit Commissariat, exprimées en billets de banque et portant intérêts.

11° Les billets de banque dûment apprêtés seront mis dans un dépôt spécial du département d'Emission.

12° La mise en circulation des billets de banque s'effectuera par la voie de transmission des billets du dépôt du Département d'Emission à la caisse de la Direction pour l'usage local, ainsi que pour l'approvisionnement des institutions de banque en province.

13° Le versement des billets de banque au dépôt du Département d'Emission à la caisse de la Direction sera précédé par la transmission au Département d'Emission de l'or, des métaux précieux et des valeurs étrangères dans la proportion stipulée par les articles 8 et 9. La remise au dépôt du Département d'Emission d'autres espèces de garantie ne sera pas obligatoire, mais sera effectuée par la Direction dans la mesure du possible, c'est-à-dire dans la mesure où ces versements ne présenteront pas de difficultés au point de vue des opérations courantes de la Banque, elles ne seront pas remises au dépôt du Département d'Emission, mais seront portées dans un compte spécial que la Direction ouvrira à son Département d'Emission et dont l'état sera quotidiennement communiqué à celui-ci.

14° Au retour des billets de banque au dépôt, en vue des émissions à venir, suivant les indications de la Direction.

15° Les billets de banque définitivement revenus au Dépôt du Département d'Emission, ne pourront plus être mis en circulation, mais seront anéantis selon l'ordre établi par le Conseil fonctionnant auprès du Département d'Emission.

*III. De l'utilisation des billets de banque
pour l'accroissement
du fonds de roulement de la Banque d'Etat*

16° Les billets de banque reçus directement du Département d'Emission en vue du renforcement du fonds

de roulement de la Banque ne pourront être déboursés qu'en vertu des ordonnances de la Direction et uniquement pour ses opérations actives conformément aux stipulations de l'article 5. Ils pourront l'être également pour régler les bénéficiaires des comptes courants et des dépôts versés en billets de banque (art. 21). Quant aux billets de banque revenus à la Caisse de la Direction, ceux d'entre eux qui ne sont pas destinés à être détruits, à cause de leur état de détérioration ou de caducité, seront mis à la disposition intégrale de la Direction.

17° Les filiales de la Banque d'Etat auront à suivre quant à l'utilisation des billets de banque, les dispositions fixées par l'article précédent et devront se conformer aux ordres fixés qui seront élaborés ultérieurement par la Direction.

18° Les avances déboursées par la Banque d'Etat en billets de banque devront être remboursées en billets de banque, à leur valeur nominale, en or et monnaies étrangères au cours du jour.

19° L'échange des billets de banque déboursés par la Banque d'Etat et ses succursales contre du papier monnaie russe s'effectuera sans entrave et pour un montant illimité par toutes les institutions de la Banque. De même, ils seront acceptés en paiement des sommes dues à la Banque ou versés à sa caisse en comptes courants, en dépôts à terme, en qualité de transfert à des tiers, etc... L'acceptation et l'échange des billets de banque s'effectuera au cours du jour.

20° La Banque d'Etat jouira du droit de vente et d'achat des billets de banque sur ledit « marché libre ».

21° Indépendamment de l'acceptation des billets de banque en comptes courants et en dépôts à terme au cours du jour, la Banque aura la capacité d'ouvrir à ses clients des comptes courants spéciaux et des comptes de dépôt à terme tenus tous les deux en billets de banque et remboursables de leur montant initial en billets de banque à la valeur nominale.

22° Le paiement des fractions intransigibles en billets de banque s'effectuera en papier-monnaie russe.

IV. De la tenue des livres du Département d'Emission de la Banque d'Etat.

23° Le Département d'Emission aura son bilan particulier indépendant de celui de la Banque d'Etat. Il sera tenu en « tchervontzi » (billets de banque). Le fonds de garantie représenté par de l'or, des métaux précieux et d'autres valeurs, sera passé à l'actif pour le montant correspondant à l'évaluation établie par le Département d'Emission et approuvée par le Conseil d'Emission. Le passif sera constitué : a) des billets de banque mis en circulation; b) du solde disponible des billets de banque à la disposition de la Direction, lequel sera égal à la différence entre la valeur du fonds de garantie et la valeur nominale des billets mis en circulation. A l'annexe au bilan seront publiées les informations concernant les valeurs remises en dépôt au Département

d'Emission, ainsi que celles concernant les valeurs mises à sa disposition et se trouvant encore aux dépôts généraux de la Banque d'Etat.

Remarque. — Ci-joint un spécimen de bilan du département d'Emission.

ACTIF	PASSIF
I. Encaisse métallique : a) or en monnaie et en lingots; b) autres métaux précieux en monnaie et en lingots; c) billets de banque étrangers, devises et traites.	a) Billets de banque remis à la caisse de la Direction de la Banque d'Etat. b) Solde disponible de la capacité émise.
II. a) Effets escomptés et autres documents de cette espèce; b) créances nanties par des valeurs matérielles; c) titres.	
III. Marchandises.	
IV. Avances à terme au commissariat des Finances : a) métaux précieux; b) obligations d'intérêts à brève échéance du commissariat des Finances..	

Décret sur l'émission des billets du Trésor du 5 février 1922.

[En se basant sur la croissance indéniable de l'économie nationale, le gouvernement ouvrier et paysan juge indispensable de prendre aussitôt une série de mesures dans le but de créer une monnaie divisionnaire stable, d'une valeur inférieure à un tchervonetz, en coordonnant son émission avec les besoins de la circulation marchande.

Comme premier pas dans cette voie, le Comité Central Exécutif et le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. décident :

1° De mettre en circulation des billets du Trésor de l'Etat d'une valeur de 1, 3, 5 roubles-or.

2° De déclarer obligatoire l'acceptation des billets du Trésor de l'Etat, sur tout le territoire de l'U. R. S. S., par toutes les caisses du Commissariat du Peuple des Finances de l'U. R. S. S. en paiement de toutes les taxes et de tous les impôts locaux et de l'Etat et aussi par tous les établissements, entreprises et personnes, en tout paiement d'après leur valeur nominale en or, lorsque le paiement est calculé en or, ou d'après le cours officiel du rouble-or, dans le cas où le paiement serait stipulé en signes monétaires.

3° D'établir la limite du droit d'émission du Commissaire des Finances de l'U. R. S. S. pour la somme totale des billets du Trésor, au premier de chaque mois, dans des limites qui ne dépassent pas la moitié des tcher-vontzi émis d'après le bilan du Département d'Emission de la Banque d'Etat de la même date, soustraction faite de la somme des obligations du Commissariat du Peuple des Finances de l'U. R. S. S. vis-à-vis de la Banque d'Etat.

4° Les dimensions de chaque émission individuelle des billets du Trésor de l'Etat, dans les limites fixées dans l'article 3, seront établies par des décisions spé-

ciales du Conseil du Travail et de la Défense de l'U. R. S. S.

5° D'obliger le Commissariat du Peuple des Finances de l'U. R. S. S. à publier mensuellement les données relatives à la somme des billets du Trésor de l'Etat émis au premier de chaque mois.

BIBLIOGRAPHIE

Dictionnaire du Commerce, de l'Industrie et de la Banque. F. Alcan.

EPSTEIN (E.). — *Les Banques de commerce russes*, Paris, M. Giard, 1927.

FÉDEROFF. — *La Russie sous le régime communiste*. Paris, Nouvelle librairie nationale, 1926.

GERMAIN-MARTIN. — *Cours d'économie politique*, Doctorat professé à la Faculté de Droit de Paris en 1926-27.

GORDON (E.). — *La Réforme monétaire dans la Russie des Soviets*, Paris, J. Povolozky, 1924.

JUROWSKI. — *Das Waehrungsproblem in Sowiet, Russland*, Berlin, 1925.

KATZENELLENBAUM (S.). — *Russian Currency and Banking, 1914-24*, Londres, King et Son, 1925.

LESCURE (J.). — *La Révolution russe. Le bolchevisme*, Paris, J. Gamber, 1929.

LYON (J.). — *La Russie soviétique*, Paris, F. Alcan, 1927.

— *La crise en Russie soviétique*, Paris, F. Alcan, 1929.

ZAGORSKY (S.). — *La République des Soviets, Bilan économique*, Paris, Payot, 1921.

— *L'évolution actuelle du bolchevisme russe*, Paris, J. Povolozky, 1922.

— *La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets*. Paris, M. Giard, 1924.

Agence économique et financière, Suppléments russes.

Bulletin économique, publié par la Banque d'Etat de l'U. R. S. S.

Bulletin quotidien d'information, suppléments des 18 août 1925,
21 avril 1926 et 11 avril 1929, numéros des 8 et 9 août 1928.

Guide du commerçant et de l'Industriel dans l'U. R. S. S.

Revue économique internationale, numéro de mars 1928.

Revue d'économie politique, articles de B. Eliacheff.

Revue politique et parlementaire, numéros des 10 mars, 10 juillet et 10 août 1928.

Statistiques des Finances, édition du Commissariat des finances de l'U. R. S. S.

Vie économique des Soviets, Revue bimensuelle éditée par la Représentation commerciale de l'U. R. S. S. en France.

Bilans du Département d'émission de la Banque d'Etat de l'Union des R. S. S. (En milliers de roubles)
(D'après la Statistique des Finances, Edition du Commissariat des Finances)

Chapitres	1-10-24	1-4-25	1-10-25	1-4-26	1-10-26	1-4-27	1-10-27	1-4-28	1-10-28	1-4-29 ¹
<i>Actif</i>										
1. Réserves métal. Or en monnaies et en lingots	131.399	168.882	184.764	147.506	153.345	165.882	173.626	180.209	148.102	<i>Inconnu</i>
Platine	7.427	16.984	31.826	30.347	30.562	30.383	20.726	23.510	47.093	
2. Billets de Banque étrangers	100.174	68.277 ₈	46.763	50.431	51.198	83.739	74.599	50.954	84.325	
3. Traités en valeurs étrangères	2.532	4.068	1.705	1.913	1.929	2.665	2.665	2.665	2.710	
4. Effets escomptés en tchenonetz	215.400	328.423	524.083	548.944	642.107	596.472	767.525	699.922	815.030	
5. Créances, garanties par des val. réelle	85.068	10.866	859	859	859	859	859	2.740	2.740	
	543.000	597.500	790.000	780.000	880.000	880.000	1.040.000	960.000	1.100.000	1.100.000
<i>Passif.</i>										
1. Billets remis à la Caisse de l'Admin ¹	518.866	590.295	756.640	724.088	856.771	857.306	1.026.572	941.816	1.090.096	1.072.900
2. Excédent des rés	24.134	7.205	33.360	55.912	23.229	22.694	13.428	18.184	9.904	27.100
	543.000	597.500	790.000	780.000	880.000	880.000	1.040.000	960.000	1.100.000	1.100.000
¹ Y compris :										
a) En circulation	346.499	402.387	651.969	693.366	780.641	791.357				
b) Fonds de garantie des billets de Trésorerie	135.929	151.960	52.155	24.360	37.460	29.980	Chiffres non	tournis.		
c) Dans les caisses de la Banque d'Etat et en route	36.438	35.948	52.516	6.362	38.670	35.969				

1. Les chiffres du 1^{er} avril 1929 ont été pris sur le bulletin économique publié par la Banque d'Etat qui ne fournit pas des renseignements identiques à ceux de la Statistique des Finances.

Bilans d'Emission du Commissariat des Finances de l'Union des R. S. S.

Chapitres	1-10-24	1-4-25	1-10-25	1-4-26	1-10-26	1-4-27	1-10-27	1-4-28	1-10-28	1-4-29 ¹
Actif										
1. Rachat de la monnaie des ém. ant	<i>Pas de</i>	<i>Pas de</i>	32.776 3	32.776 3	32.776 3	32.776 3	32.776 3	32.776 3	32.776 3	<i>Inconnu</i>
2. Ech. des bil. de Bque et de la mon.	<i>statistique</i>	<i>statistique</i>	293.247 7	325.232 8	354.053 6	346.645 5	443.928 2	420.873 3	707.590 3	
3. Dép. budg. de l'exercice 1923-24			84.891 2	164.891 2	164.891 2					
4. Dép. budg. de l'exercice 1924-25. (en monnaie d'argent et de cuivre.)			80.000			179.891 2	194.891 2	194.891 2	202.902 8	
5. Dép. budg. de l'exercice 1925-26. (en monnaie d'argent et de cuivre.)			—	—	15.000					
6. Dépenses budgétaires 26-27.			—	—	—	—	—	—	—	
Total			490.915 2	510.813 6	566.721 1	559.313 0	671.595 7	648.540 8	943.269 4	
Passif										
Circulation au 1 ^{er} du mois										
Billets du Trésor	205.268 5	244.549 3	340.550 2	355.766 2	400.673 6	381.788 1	483.219 2	454.810 5	742.307 7	717.700
Monnaie d'argent	49.489 8	95.818 8	136.114	142.202 3	152.225	162.040 3	171.468 1	175.322 7	185.622 5	190.300
Monnaie de cuivre	127 4	3.320 6	6.806 9	8.214 6	8.517 4	8.707 8	9.037 6	9.515 9	9.683 1	9.700
Bons provisoires	25.787 2	19.637 8	7.444 1	4.600 4	4.177 6	2.621 5	3.715 7	4.737	5.656 1	7.100
Monnaie de bronze	—	—	—	30 1	1.127 5	4.155 3	4.155 1	4.154 7	—	—
	280.672 9	363.326 5	490.915 2	510.813 6	566.721 1	559.313 0	671.595 7	648.540 8	943.269 4	924.800

1. Les chiffres du 1^{er} avril 1929 ont été pris sur le bulletin économique publié par la Banque d'Etat qui ne fournit pas des renseignements identiques à ceux de la Statistique des Finances.

Bilans sommaires des établissements de Crédit de

DENOMINATION DES COMPTES	LÉN									
	BANQUE D'ETAT			BANQUES DE L'UNION						
	Etablissements de la Banque	Caisse du Commissariat des Finances	TOTAL	Banque pour le commerce et l'industrie	Banque pour le commerce extérieur	Banque coopérative	Banque centrale agricole	Banque pour l'électrification	Banque centrale de	
ACTIF										
1. Encaisse et comptes courants	98.724	35.652	134.376	27.414	3.334	8.227	9.584	1.693		
2. Valeurs (mét. préc., val. étr., traites, dev. et tit.)	411.663	1.410	413.073	6.150	1.368	8.718	2.456	952	5.	
3. Marchandises	1.033	—	1.033	563	—	1.777	—	901		
4. Escompte et c. cts d'avances sur effets	750.569	—	750.569	253.530	57.929	58.373	20.329	24.367	6.	
5. Avances sur titres	15.881	8	15.889	2.033	733	805	39	68		
6. Avances sur marchandises	210.654	—	210.654	65.740	31.536	12.155	247	5.101		
7. Prêts à destination spéciale	445.238	—	445.238	11.192	—	1.377	24.306	14.269	31.	
8. Avances p ^r les opér. commles de blé	183.403	—	183.403	—	—	—	—	—		
9. Opérations de blé à la Banque	88.745	—	88.745	—	—	—	—	—		
10. Correspondants	3.268	—	3.268	4.450	9.164	1.109	8.994	434	3.	
11. Clients, commettants et débiteurs divers	53.786	4.028	57.814	26.087	7.125	7.142	1.490	1.575		
12. Mobiliers, imm. et particip. aux entreprises	10.359	—	10.359	17.977	7.259	3.907	6.571	384		
13. Comptes réciproques entre succursales	1.091.013	84.967	1.175.980	124.541	25.281	33.910	—	4.542		
14. Créances douteuses et effets protestés	—	—	—	—	—	—	10	—		
15. Frais payés d'avances	—	—	—	502	74	482	29	101		
16. Intérêts, commissions et autres pertes	—	4	4	9	—	—	—	—		
17. Dépenses d'administration et autres	397	—	397	—	55	—	—	—		
18. Profits et pertes	—	—	—	997	—	—	—	—		
	3.364.733	126.069	3.490.802	541.185	143.858	137.982	174.055	54.387	48.	
PASSIF										
1. Capital	100.000	—	100.000	63.889	30.000	15.555	53.190	8.042	36.	
2. Autres capitaux et fonds	45.297	—	45.297	13.176	643	1.131	229	274		
3. Fonds déposés à destination spéciale	211.262	—	211.262	4.217	6.231	5.298	21.774	10.474		
4. Billets de Banque	756.640	—	756.640	—	—	—	—	—		
5. Réescompte et emprunts	—	—	—	53.912	13.680	18.192	70.892	11.317	4.	
6. Dépôts et comptes courants	960.719	37.297	998.016	228.842	41.198	52.082	20.099	15.347	1.	
7. Opérations de virements	51.990	—	51.990	9.920	338	893	467	6		
8. Correspondants	3.070	—	3.070	3.316	9.904	1.722	530	973		
8. Clients, commettants et créditeurs divers	51.701	88.755	140.456	26.548	10.703	7.108	1.376	1.791	2.	
10. Comptes réciproques entre succursales	1.099.620	17	1.099.637	123.740	25.281	33.910	—	4.489		
11. Opérations de blé de la Banque	3.652	—	3.652	—	—	—	—	—		
12. Recettes de l'année suivante	—	—	—	—	793	970	2.566	495		
13. Intérêts, commissions et autres profits	8.646	—	8.646	3.950	—	—	—	—		
14. Profits et pertes	72.136	—	72.136	9.675	5.087	1.121	2.932	1.179	1.	
	3.364.733	126.069	3.490.802	541.185	143.858	137.982	174.055	54.387	48.	

1. Les Bilans de tous les établissements de crédit de la Russie sont provisoires.

2. Le Bilan de la Banque commerciale de l'Asie Centrale sauf la succursale de Duchambé.

3. Le Bilan de la Banque agricole de l'Asie Centrale est un bilan de liquidation.

4. Le Bilan de la Banque communale de la Russie blanche est provisoire.

5. Non compris le bilan de la Société agricole de Valinine de la Rép. S. S. de la Russie Blanche.

6. Provisoires sont les bilans des Sociétés de crédit mutuel de Bolronisk, de Boussov, d'Orcha (Russie Blanche), de Koutaïss, d'Oïr, de Samtredia.

7. Y compris 71.973 mille roubles des correspondants « Nostro » à l'étranger et 27.399 mille roubles de traites et devises.

8. Y compris 184.581 mille roubles de prêts spéciaux à l'industrie et 27.091 mille roubles de prêts à l'agriculture pour le compte du Commissariat des Finances.

U. R. S. S. au 1^{er} Octobre 1925 (en milliers de roubles)

ANNÉE DES ÉTABLISSEMENTS

TOTAL	BANQUES des Républiques et des Régions					Etablissements de crédit locaux (1)					TOTAL GÉNÉRAL POUR L'UNION
	Banque de la Ville de Moscou	Autres Banques Commerciales (2)	Banque coopérative de l'Ukraine	Banques et sociétés de crédit agricole (3)	TOTAL	Banques communales (4)	Sociétés de crédit agricole (5)	Sociétés de crédit mutuel (6)	Monts-de-piété	TOTAL	
51.053	8.416	4.482	3.768	17.744	34.410	9.952	12.654	3.489	267	26.362	246.201
25.511	2.568	2.088	222	858	5.736	2.684	457	1.016	29	4.186	448.506
3.241	2	734	78	592	1.406	164	2.994	58	16	3.232	8.912
421.281	51.233	17.317	14.748	16.970	100.268	55.765	15.985	23.667	—	95.417	1.367.535
3.678	977	187	13	8	1.185	277	268	421	—	966	21.718
115.323	31.044	10.194	5.710	7.604	54.552	12.194	2.739	7.150	5.356	27.439	407.968
182.210	56.967	5.028	63	109.184	171.242	18.390	97.368	26	—	115.784	914.474
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	183.403
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	88.745
27.519	7.031	9.683	859	2.016	19.589	7.314	5.949	3.260	—	16.523	66.899
43.440	12.642	3.252	4.630	5.823	26.347	6.681	5.450	19.480	249	31.860	159.461
36.353	715	2.119	933	3.080	6.847	770	1.400	681	638	3.489	57.048
188.274	25.638	16.155	5.873	57.117	104.783	6.563	15.998	—	27	22.588	1.491.625
10	1	—	31	2.458	2.490	127	3.099	543	—	3.769	6.269
1.189	66	126	60	1.293	1.545	253	1.447	211	11	1.922	4.656
136	—	—	—	135	135	1.962	2.464	2.893	—	7.319	7.594
55	—	—	—	67	67	2.526	2.086	4.716	—	9.328	9.847
997	—	—	—	936	936	4	200	33	939	1.176	3.109
1.100.270	197.300	71.365	36.988	225.885	531.538	125.626	170.558	67.644	7.532	371.360	5.493.970
206.913	32.314	10.980	3.882	38.733	85.909	18.691	29.281	5.495	2.539	56.006	448.828
16.320	2.030	1.058	459	2.064	5.611	2.487	1.436	2.494	481	6.898	74.126
47.994	28.364	7.721	215	5.652	41.952	3.132	2.811	1	—	5.944	307.152
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	756.640
172.558	6.080	3.286	2.812	93.473	105.651	12.100	90.471	13.789	1.923	118.283	396.492
359.391	90.481	14.538	19.501	9.662	134.182	53.515	11.546	18.396	—	83.457	1.575.046
11.879	423	885	799	607	2.714	415	248	178	—	841	67.424
17.392	337	10.019	485	10.389	21.230	15.036	4.941	3.110	—	23.087	67.640
50.199	7.148	3.411	2.749	6.311	19.619	3.462	5.076	15.291	605	24.434	234.708
187.420	25.638	16.306	5.873	55.000	102.817	6.874	15.792	—	—	22.666	1.409.679
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.652
4.983	628	340	171	2.255	3.394	995	2.437	325	1	3.758	12.135
3.950	—	—	—	179	179	7.328	5.813	8.378	1.787	23.306	36.081
21.271	3.857	2.821	42	1.560	8.280	1.591	706	187	196	2.680	104.367
1.100.270	197.300	71.365	36.988	225.885	531.538	125.626	170.558	67.644	7.532	371.360	5.493.970

(Transcaucasie), de la Turkménie et des 27 sociétés de l'Ukraine.

des Finances.

Bilans sommaires des Établissements de crédit

DENOMINATION DES COMPTES	BANQUE D'ETAT			BANQUES DE L'UNION				
	Etablissements de la Banque	Caisses du commissariat des Finances	TOTAL	Banques du commerce et de l'industrie	Banque pour le commerce extérieur	Banque coopérative	Banque Centrale agricole	Banque d'électrification
ACTIF								
1. Encaisse et comptes courants	62.469	21.198	83.667	14.533	2.841	6.178	4.210	2.097
2. Valeurs (mét. préc., val. étr., traites, dev. et tit.)	1.346.001	172	346.173	6.462	1.030	8.775	3.983	837
3. Marchandises	211	—	211	394	—	1.079	—	972
4. Escompte et comptes ct. d'avance sur effets	944.849	—	944.849	271.635	56.257	65.019	20.343	25.902
5. Avances sur titres	108.955	4	108.959	3.139	965	800	30	110
6. Avances sur marchandises	190.775	—	190.775	68.906	23.807	16.639	3.557	5.353
7. Prêts à destination spéciale	246.467	—	468.467	12.798	2.226	3.729	135.842	26.219
8. Avances pour les opérations commerciales de blé	198.545	—	198.545	—	—	—	—	—
9. Opérations de blé de la Banque	75.903	—	75.903	—	—	—	—	—
10. Correspondants	5.767	—	5.767	3.113	12.088	1.824	836	99
11. Clients, commettants et débiteurs divers	85.793	107	85.900	38.555	7.134	4.499	4.079	2.549
12. Mobiliers, immeubles et particip. aux entrepr.	16.404	—	16.404	20.021	7.304	5.079	8.241	549
13. Comptes réciproques entre succursales	1.264.285	59.943	1.324.228	116.004	25.625	42.660	8.446	8.368
14. Créances douteuses et effets protestés	2.661	—	2.661	323	90	735	134	38
15. Frais payés d'avance	—	—	—	393	—	489	—	41
16. Intérêts et commissions payés et autres pertes	15.416	39	15.455	15.073	3.150	4.987	2.066	1.276
17. Dépenses d'administration et autres	20.289	37	20.326	7.928	1.475	2.593	673	991
18. Profits et pertes	—	—	—	—	—	—	—	—
	3.806.790	81.500	3.888.290	579.277	143.992	165.085	192.440	75.401
PASSIF								
1. Capital	100.000	—	100.000	70.553	33.805	16.754	71.074	10.527
2. Réserves et fonds	44.698	—	44.698	18.054	3.385	1.233	2.639	1.358
3. Fonds déposés à destination spéciale	237.753	—	237.753	3.666	5.154	9.812	33.641	19.767
4. Billets de Banque	724.088	—	724.088	—	—	—	—	—
5. Réescompte et emprunts	70.366	—	70.366	68.518	15.309	21.589	64.778	9.695
6. Dépôts et comptes courants	1.063.954	61.477	1.125.431	206.440	26.466	48.424	7.646	18.010
7. Opérations de versements	15.816	14	15.830	1.218	5.141	229	861	5
8. Correspondants	8.194	—	8.194	5.579	6.932	1.074	757	546
9. Clients, commettants et créditeurs divers	30.018	4.469	34.487	54.084	11.519	13.551	2.082	3.261
10. Comptes réciproques entre succursales	1.360.798	15.534	1.376.332	117.401	27.474	40.841	2.051	8.668
11. Opérations de blé de la Banque	1.316	—	1.316	—	—	—	—	—
12. Recettes de l'année suivante.	17	—	17	71	29	46	292	57
13. Commissions, intérêts et autres profits	97.636	6	97.642	33.660	8.658	10.411	6.619	3.507
14. Profits et pertes	52.136	—	52.136	33	120	1.121	—	—
	3.806.790	81.500	3.888.290	579.277	143.992	165.085	192.440	75.401

1. Y compris 25.163 mille roubles de traites et de devises qui, dans le tableau 12 (Bilan de la Banque d'Etat) sont portés dans la rubrique 2.
2. Y compris 211.485 mille roubles de prêts spéciaux à l'industrie et 25.165 mille roubles de prêts à l'agriculture pour le compte du Commerce.
3. Y compris valeurs à échéance escomptées pour la somme de 2.133 mille roubles qui, dans le tableau 12 (Bilan de la Banque d'Etat) sont portés dans la rubrique 4.
4. Y compris les lettres de crédit pour le paiement des droits d'entrée et de sortie s'élevant à 6.044 mille roubles qui, dans le tableau 12, sont portés dans la rubrique 5.
5. Y compris le fonds de réserve de 15.000 mille roubles.
6. Virements à payer, lettres de crédit et traites sur l'étranger.

(Ce tableau embrasse tout le réseau des établissements de crédit de l'Union, à l'exception des établissements coopératifs.)

e l'U. R. S. S. au 1^{er} avril 1926 (Données provisoires)

ENOMINATION DES ETABLISSEMENTS

	TOTAL	BANQUES des Républiques et des Régions					Etablissements de crédit locaux					TOTAL GÉNÉRAL POUR L'UNION
		Banque de la Ville de Moscou	Banques Commerciales	Banque coopérative de l'Ukraine	Banques et sociétés de Crédit Agricole	TOTAL	Banques communales	Sociétés de Crédit Agricole	Société de Crédit Mutuel	Monts de Piété	TOTAL	
30	36.089	8.408	3.264	2.815	13.475	27.962	10.831	12.201	3.804	112	26.948	174.666
24	26.611	1.572	2.286	438	2.418	6.714	1.681	1.609	1.346	43	4.679	384.177
	2.445	—	199	25	1.149	1.373	251	1.978	44	10	2.283	6.312
81	450.537	61.479	20.045	17.028	31.140	129.692	70.679	25.376	30.548	—	126.603	1.651.681
59	5.103	1.599	428	5	52	2.084	421	178	3.752	—	4.351	120.497
88	135.350	40.809	7.436	6.227	10.090	64.562	17.351	6.403	8.407	6.457	38.618	429.305
56	225.870	78.775	6.444	87	133.539	218.845	17.814	106.157	17	—	123.988	1.037.170
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	198.545
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75.903
86	23.746	5.905	12.452	1.112	3.167	22.636	10.680	5.168	3.809	—	19.657	71.806
85	57.101	10.179	1.815	7.403	8.956	28.353	8.418	7.116	21.494	110	37.138	208.492
55	42.649	901	1.918	1.050	10.778	14.647	2.977	2.585	1.054	711	7.327	81.027
33	205.936	25.448	18.152	5.860	60.664	110.124	12.477	18.514	—	126	31.117	1.671.405
	1.320	18	103	165	5.454	5.740	304	8.565	384	—	9.253	18.974
	923	57	33	18	363	471	42	287	90	—	419	1.813
65	26.817	5.153	947	1.275	4.020	11.395	2.971	3.992	3.255	89	10.307	63.974
94	14.054	2.271	1.076	1.248	2.540	7.135	3.244	2.939	5.966	873	13.022	54.537
	—	—	—	—	9	9	—	77	18	—	95	104
56	1.254.551	242.574	76.598	44.756	287.814	651.742	160.141	203.145	83.988	8.531	455.805	6.250.388
503	278.216	34.577	11.314	4.263	49.835	99.989	25.388	32.762	8.572	2.769	69.491	547.696
52	31.521	3.286	2.389	667	11.693	18.035	4.498	2.959	3.867	710	12.034	106.288
	72.040	38.564	8.791	235	13.089	60.679	4.650	3.612	—	—	8.262	378.734
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	724.088
169	184.058	8.337	3.633	7.030	107.236	126.236	16.881	100.859	16.022	2.120	135.882	516.542
304	311.290	109.168	13.364	16.634	20.919	160.085	56.527	15.091	22.970	—	94.588	1.691.394
181	7.635	156	187	231	510	1.084	258	235	73	—	566	25.115
155	16.043	494	12.187	1.534	1.591	15.806	22.271	9.380	4.162	—	35.813	75.856
304	85.801	15.599	4.677	5.414	13.449	39.139	7.163	9.950	17.843	669	35.625	195.052
491	201.926	21.276	16.299	5.469	58.860	101.904	12.377	17.699	—	87	30.163	1.710.325
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.316
25	520	3	1.216	4	522	1.745	51	863	4	—	918	3.200
364	64.219	10.926	2.533	3.275	9.989	26.723	10.012	9.470	10.405	1.597	31.484	220.068
8	1.282	188	8	—	121	317	65	265	70	579	979	54.714
56	1.254.551	242.574	76.598	44.756	287.814	651.742	160.141	203.145	83.988	8.531	455.805	6.250.388

des effets escomptés.

issariat des Finances.

inscrites sous la rubrique des « autres opérations d'escomptes et de prêts ».

inscrites dans la rubrique des « autres actifs ».

its de menu crédit et des succursales des banques étrangères qui fonctionnent sur le territoire de l'Union).

Bilans sommaires des établissements de crédit de l'U

Données p

DÉNOMINATION DES COMPTES	BANQUE D'ETAT ¹			BANQUES DE L'UNIO				
	Etablissements de la Banque	Caisses du Commissariat des Finances	Total	Banque du commerce et de l'Industrie	Banque pour le commerce extérieur	Banque coopérative	Banque centrale agricole	Banque pour l'électrification
ACTIF								
1. En caisse et comptes courants	73.994	22.179	96.173	15.982	5.599	7.931	8.619	2.096
2. Valeurs (métaux, val. étr., traites, dev. et tit.) ²	356.653	1.853	358.506	2.353	1.657	7.185	4.389	436
3. Marchandises	39	—	39	314	—	531	—	1.182
4. Escompte et comptes courants d'av. sur effets	1.062.335	—	1.062.335	259.175	58.488	68.251	37.294	23.222
5. Avances sur titres	208.054	3	208.057	1.283	787	549	29	—
6. Avances sur marchandises	184.690	—	184.690	57.213	30.277	18.263	8.285	4.064
7. Prêts à destination spéciale ⁴	427.346	—	427.346	32.380	6.910	12.055	165.130	43.781
8. Avances pour les opér. com. de blé	155.482	—	155.482	—	—	—	—	—
9. Opérations de blé de la Banque	53.223	—	53.223	—	—	—	—	—
10. Correspondants	3.294	—	3.294	5.570	9.675	4.745	1.341	304
11. Clients, commettants et débiteurs divers	142.267	244	142.511	27.691	2.639	5.278	2.355	2.685
12. Mobiliers, immeubles et particip. aux entrepr.	21.172	—	21.172	25.113	7.640	5.610	9.249	1.336
13. Comptes réciproques entre succursales	871.622	107.045	978.667	115.139	31.515	44.998	7.769	14.073
14. Créances douteuses et effets protestés	—	—	—	—	—	—	—	—
15. Frais payés d'avance	3	—	3	724	86	853	40	53
16. Intérêts et commissions payés et autres pertes	—	—	—	—	—	—	—	—
17. Dépenses d'administration et autres	—	—	—	—	—	—	—	—
18. Profits et pertes	—	—	—	—	8	—	—	—
	3.560.174	131.324	3.691.498	542.937	155.281	176.249	244.500	93.232
PASSIF								
1. Capital	100.000	—	100.000	82.595	38.900	19.461	86.310	13.780
2. Autres capitaux et fonds	78.444	—	78.444	36.634	3.421	2.380	2.479	1.443
3. Fonds déposés à destination spéciale	178.533	—	178.533	3.265	3.517	19.755	63.675	32.338
4. Billets de Banque	856.771	—	856.771	—	—	—	—	—
5. Réescompte et emprunts	74.806	—	74.806	56.693	17.478	19.917	64.505	10.364
6. Dépôts et comptes courants	1.135.055	65.753	1.200.808	189.238	30.897	55.767	15.745	15.757
7. Opérations de virements ⁵	15.665	222	15.887	6.484	4.134	1.290	614	10
8. Correspondants	9.880	—	9.880	1.318	10.899	2.976	1.075	372
9. Clients, commettants et créditeurs divers	39.541	54.354	93.895	38.113	7.070	6.765	2.614	2.930
10. Comptes réciproques entre succursales	967.340	10.995	978.335	113.054	31.515	44.998	1.183	14.073
11. Opérations de blé de la Banque	334	—	334	—	—	—	—	—
12. Recettes de l'année suivante	11.933	—	11.933	3.878	786	1.027	1.836	606
13. Commissions, intérêts et autres profits	—	—	—	—	—	—	—	—
14. Profits et pertes	91.872	—	91.872	11.665	6.664	1.913	4.464	1.559
	3.560.174	131.324	3.691.498	542.937	155.281	176.249	244.500	93.232

1. Bilans définitifs.

2. Y compris 33.209 mille roubles de traites et devises qui dans le bilan de la Banque d'Etat sont portés dans « autres opérations d'escompte » et figurant dans le bilan de la Banque d'Etat sous la rubrique « avances et opérations pour le compte du Commissariat des Finances ».

3. Y compris valeurs à échéance escomptées pour la somme de 711 mille roubles qui dans le bilan de la Banque d'Etat sont inscrites dans « autres opérations d'escompte ».

4. Y compris 167.664 mille roubles de prêts spéciaux à l'industrie et 945 mille roubles de prêts à l'agriculture, pour le compte du Commissariat des Finances.

5. Virements à payer, lettres de crédit et traites sur l'étranger.

on des R. S. S. au 1^{er} Octobre 1926 (En milliers de roubles)

soires

MINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS

	Total	BANQUES des Républiques et des Régions					Etablissements de crédit locaux					TOTAL GÉNÉRAL POUR L'UNION
		Banque de la ville de Moscou ¹	Banques Commerciales ¹	Banque coopérative d'Ukraine	Banques et sociétés de crédit agricole	Total	Banques communales	Sociétés de crédit agricole	Sociétés de crédit mutuel	Monts-de-piété	Total	
529	43.756	14.496	2.621	4.070	15.590	36.777	13.109	16.038	4.754	284	34.185	210.891
153	24.173	3.748	3.133	427	1.861	9.169	1.982	1.582	1.695	48	5.307	397.155
	2.027	—	369	44	1.264	1.677	304	987	51	11	1.353	5.096
542	456.972	64.165	16.481	24.485	61.776	166.907	80.037	40.529	40.557	—	161.123	1.847.337
21	2.669	1.059	613	31	22	1.725	528	202	4.095	—	4.825	217.276
238	121.340	30.991	10.567	4.720	15.929	62.207	19.238	9.090	6.989	8.255	43.572	411.809
362	397.618	118.238	8.004	212	270.202	396.656	41.124	149.694	49	—	190.867	1.412.487
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	155.482
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	53.223
594	25.229	6.050	2.399	1.191	4.217	13.857	9.371	2.153	3.701	—	15.225	57.605
483	42.131	7.384	2.214	4.491	9.983	24.072	6.139	9.555	10.245	136	26.075	234.789
875	50.823	1.256	2.634	1.126	14.635	19.651	4.265	5.547	1.470	863	12.145	103.791
813	230.307	23.938	19.368	7.942	75.826	127.074	15.337	26.732	—	179	42.248	1.378.296
	—	1	—	341	6.080	6.422	460	9.449	1.416	—	11.325	17.747
24	1.780	350	103	41	2.091	2.585	249	1.035	300	64	1.648	6.016
	—	—	—	2.603	5.488	8.091	6.082	6.148	6.775	207	19.212	27.303
	—	—	—	2.502	4.411	6.913	5.815	5.421	11.033	1.696	23.965	30.878
	8	—	105	—	—	105	5	41	62	2	110	223
634	1.398.833	271.676	68.611	54.226	489.375	883.888	204.045	284.203	93.192	11.745	593.185	6.567.404
926	348.972	33.453	11.500	4.845	63.065	112.863	31.753	37.468	11.227	3.863	84.311	646.146
833	52.190	6.372	2.473	701	23.572	33.118	5.046	6.421	4.745	341	16.553	180.305
984	132.534	59.270	9.529	66	36.104	104.969	13.501	6.942	—	7	20.450	436.486
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	856.771
775	176.732	8.646	3.813	6.607	228.321	247.387	17.900	152.208	16.979	3.313	190.400	689.325
398	338.802	114.764	11.033	21.218	26.262	173.277	71.317	22.435	28.430	—	122.182	1.835.069
103	12.635	527	283	294	478	1.582	809	366	89	—	1.264	31.368
118	17.758	1.599	3.554	1.246	2.635	9.034	19.848	6.349	3.341	—	29.538	66.210
059	58.551	16.825	3.747	4.680	14.565	39.817	8.876	8.103	9.413	582	26.974	219.237
813	221.636	23.938	19.397	7.970	75.710	127.015	15.222	24.863	—	155	40.240	1.367.226
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	334
185	8.318	644	257	251	4.439	5.591	1.573	3.961	652	32	6.218	32.060
440	30.705	5.638	3.025	6.348	12.677	19.025	17.523	14.756	18.131	3.408	53.818	72.843
	—	—	—	—	1.547	10.210	677	331	185	44	1.237	134.024
634	1.398.833	271.676	68.611	54.226	489.375	883.888	204.045	284.203	93.192	11.745	593.185	6.567.404

et de prêts » et les actions des Sociétés de crédit agricole de 7.856 mille roubles achetées pour le compte du Commissariat des Finances,

rubrique des « autres opérations d'escompte et de prêts ».
Commissariat des Finances.

Bilans sommaires des Établissements de crédit

DÉNOMINATION DES COMPTES	BANQUE D'ÉTAT			BANQUES DE L'UNION				
	Etablissements de la Banque	Caisses du Commissariat des Finances	Total	Banque pour le commerce et l'industrie	Banque pour le commerce extérieur	Banque coopérative	Banque pour l'électrification	Banque centrale des services municipaux et construction d'hab.
ACTIF								
1. Encaisse	65.523	26.425	91.948	6.070	954	2.870	110	274
2. Comptes courants	—	467	467	8.620	2.359	3.672	772	9.158
3. Titres	272.299	492	1 272.791	2.979	3.100	14.674	2.280	9.511
4. Valeurs	222.950	—	2 222.950	598	642	109	64	9
5. Marchandises	30	—	30	45	—	192	909	—
6. Escompte et comptes courants d'avances sureffets	1.181.480	—	1 181.480	283.573	58.481	76.959	22.025	15.584
7. Avances sur titres et valeurs	20.632	6	20.638	1.011	960	453	—	—
8. Avances sur marchandises	214.427	—	214.427	73.076	20.540	22.390	1.586	2.323
9. Prêts à court terme à destination spéciale	307.352	—	307.352	5.006	14.933	1.440	2.608	7.072
10. Prêts à long terme à destination spéciale	541.876	—	541.876	51.250	—	13.163	74.710	177.628
11. Avances pour les achats de blé	184.852	—	184.852	—	—	—	—	—
12. Achats et ventes de blé	31.736	—	31.736	—	—	—	—	—
13. Correspondants	115.277	—	115.277	4.524	7.812	2.345	201	5.394
14. Clients et commettants	3.718	—	3.718	12.812	590	180	966	487
15. Débiteurs divers	65.636	388	66.024	16.137	504	3.367	2.447	93
16. Mobiliers, immeubles, et particip. aux entrep.	19.232	—	19.232	24.287	7.653	6.492	1.587	1.915
17. Comptes réciproques entre succursales	769.752	80.890	850.642	141.999	37.337	49.887	37.886	23.864
18. Créances douteuses et effets protestés	6.983	—	6.983	988	26	536	8	5
19. Frais payés d'avance	—	—	—	364	5	628	12	—
20. Intérêts et commissions payés et autres pertes	13.380	423	13.803	12.909	2.939	5.664	2.238	527
21. Dépenses d'administration et autres	15.789	562	16.351	6.373	2.210	2.388	630	359
22. Profits et pertes	—	—	—	—	8	—	—	—
	4.052.924	109.653	4.162.577	652.621	161.053	207.409	151.039	254.203
PASSIF								
1. Capital	100.000	—	100.000	97.499	40.316	21.522	14.409	133.045
2. Autres capitaux et fonds	98.379	—	98.379	59.905	3.420	2.378	2.482	26.043
3. Fonds déposés à destination spéciale	550.922	—	550.922	5.968	2.270	22.232	65.714	16.880
4. Billets de Banque	857.306	—	7 857.306	—	—	—	—	—
5. Réescompte et emprunts	—	—	—	57.555	19.944	14.176	9.316	1.571
6. Dépôts et comptes courants	1.272.299	104.745	1 377.044	204.491	23.971	72.079	14.098	47.324
7. Opérations de virement ⁶	5.070	121	5.191	937	254	123	54	1
8. Correspondants	3.486	—	3.486	3.806	12.533	2.946	582	954
9. Clients et commettants	8.496	—	8.496	18.356	668	827	1.200	437
10. Créditeurs divers	91.637	3.023	94.660	22.119	4.478	6.860	2.251	1.326
11. Comptes réciproques entre succursales	914.937	1.718	916.655	145.767	38.257	50.942	36.173	22.980
12. Achats et ventes de blé	2.615	—	2.615	—	—	—	—	—
13. Recettes de l'année suivante	40	—	40	2	—	62	70	13
14. Commissions, intérêts et autres profits	108.865	46	108.911	35.945	8.278	11.350	4.690	3.616
15. Profits et pertes	38.872	—	38.872	271	6.664	1.912	—	13
	4.052.924	109.653	4.162.577	652.621	161.053	207.409	151.039	254.203

1. Dont 8.929 mille roubles d'actions des Sociétés de crédit agricole inscrites dans le Bilan de la Banque d'Etat dans la rubrique des « Avances ».
2. Dont 20.660 mille roubles de traites et devises inscrites dans le Bilan de la Banque d'Etat dans la rubrique « autres opérations d'escompte ».
3. Dont 708 mille roubles de valeurs à terme escomptées, inscrites dans le Bilan de la Banque d'Etat dans la rubrique « autres opérations d'escompte ».
4. Dont avances à l'industrie de 541.398 mille roubles et avances à l'agriculture de 478 mille roubles faites pour le compte du Commissariat.
5. Sauf le bilan de la Société des Tadjiks (R. S. S. de l'Uzbékiste).
6. Virements à payer, lettres de crédit et traites sur l'Etranger.
7. Les sommes afférentes au réescompte et aux emprunts de la Banque d'Etat sont portées dans la rubrique des « créditeurs divers ».

l'U. R. S. S. au 1^{er} avril 1927 (En milliers de roubles)

INATION DES ÉTABLISSEMENTS

Total	BANQUE des Républiques et des Régions					Établissements de crédit locaux					TOTAL GÉNÉRAL POUR L'UNION
	Banque de la ville de Moscou	Banques Commerciales	Banque coopérative de l'Ukraine	Banques de crédit agricole	Total	Banques communales	Sociétés de crédit agricole ^s	Sociétés de crédit mutuel	Monts-de-piété	Total	
10.416	6.524	730	1.726	274	9.254	4.473	27.716	1.347	374	46.079	218.674
30.336	16.713	1.737	2.260	9.464	30.174	9.526	2.643	2.643	—	9.459	334.122
37.588	4.793	1.166	3.733	4.592	14.284	4.151	2.398	2.844	66	295	227.731
2.490	44	1.481	67	2	1.996	267	2	26	—	2.083	4.020
1.146	—	275	23	463	761	165	1.838	80	—	207.957	2.086.168
507.412	70.638	18.333	28.814	71.534	189.319	96.307	77.273	34.377	—	67.002	482.017
2.449	778	143	34	—	955	682	1.026	274	9.405	—	—
127.886	33.285	6.932	3.648	4.795	48.660	27.504	24.323	3.788	—	116.192	620.862
110.614	—	5.929	—	80.775	86.704	15.861	100.203	128	—	174.853	1.435.924
422.854	132.388	2.080	480	161.393	296.341	35.166	139.687	—	—	—	184.852
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31.736
30.127	3.921	3.317	1.091	2.898	11.227	9.531	3.554	2.099	—	15.184	171.815
16.080	1.045	508	2.694	1.495	5.742	2.461	2.669	3.166	161	21.153	153.069
24.540	2.310	2.260	358	7.884	12.812	3.549	10.691	1.338	118	16.613	108.126
51.340	1.274	2.582	1.144	15.941	20.941	4.663	9.626	1.374	950	115.105	1.332.405
290.973	27.476	19.006	8.260	20.943	75.685	15.096	99.282	—	727	22.511	33.113
1.946	48	10	93	1.522	1.673	505	21.142	864	—	534	2.435
1.009	308	24	29	531	892	160	274	97	3	15.615	70.569
26.985	5.621	927	1.584	6.034	14.166	3.958	8.590	2.948	119	15.073	49.319
12.564	2.190	932	1.131	1.078	5.331	3.753	5.044	5.185	1.091	329	441
8	—	104	—	—	104	—	963	66	—	—	—
1.708.763	309.758	68.476	57.169	391.618	827.021	237.778	535.601	62.644	13.014	849.037	7.547.398
394.384	33.841	10.510	6.225	53.006	103.582	40.263	58.095	10.432	4.966	139.795	980.711
101.366	13.878	2.475	1.013	25.839	43.205	5.606	17.156	3.277	—	37.640	918.632
177.311	89.154	10.169	52	53.384	152.759	22.697	14.931	—	12	—	857.306
179.295	4.980	2.831	3.881	196.079	207.771	23.911	252.758	7.064	3.563	287.296	674.362
382.258	113.312	12.240	28.341	21.430	175.323	84.676	42.786	25.262	—	152.724	2.087.349
2.415	106	108	183	1.406	1.803	655	572	34	7	1.268	10.677
28.012	1.815	4.128	1.745	1.983	9.671	19.994	13.061	1.941	—	34.996	76.165
21.502	1.339	352	2.849	947	5.487	1.996	2.678	2.589	—	30.561	226.157
42.160	14.004	1.814	1.889	5.584	23.291	8.519	11.214	2.909	656	115.605	1.395.208
294.119	24.889	17.811	7.425	18.704	68.829	15.309	99.569	—	727	—	2.615
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.533
756	27	1	16	712	756	614	1.367	—	—	1.981	256.203
71.861	12.405	3.237	3.550	11.121	30.313	13.005	21.054	9.027	2.032	45.118	58.480
13.324	8	2.800	—	1.423	4.231	533	360	100	1.051	—	—
1.708.763	309.758	68.476	57.169	391.618	827.021	237.778	535.601	62.644	13.014	849.037	7.547.398

érations pour le compte du Commissariat des Finances »
et de prêts ».
pte et de prêts ».
nances.

Bilans sommaires des Établissements de c

DÉNOMINATION DES COMPTES	BANQUE D'ÉTAT			BANQUES DE L'UNION					
	Etablissements de la Banque	Caisse du Commissariat des Finances	Total	Banque pour le commerce et l'industrie	Banque pour le commerce extérieur	Banque coopérative de Russie	Banque pour l'électrification	Banque centrale des services municipaux et constructions d'hab.	Banque pour les constructions d'hab.
ACTIF									
1. Encaisse	48.222	17.474	65.696	7.045	357	3.358	188	415	
2. Comptes courants	—	225	225	2.280	880	3.260	251	3.447	
3. Titres	305.725	523	306.249	1.262	1.694	3.445	421	2.097	
4. Valeurs	327.008	—	327.008	292	342	72	36	46	
5. Marchandises	35	—	35	6	—	45	699	—	
6. Escompte et c. cts d'avances sur effets	1.372.384	—	1.372.384	249.703	54.896	92.744	28.645	17.453	7
7. Avances sur titres et valeurs	19.894	25	19.919	662	315	841	—	2	
8. Avances sur marchandises	300.894	—	300.894	52.212	23.987	23.038	2.609	589	
9. Prêts à court terme à destination spéciale	328.187	—	328.187	3.904	28.517	6.731	4.784	7.335	9
10. Prêts à long terme à destination spéciale	727.783	—	727.783	142.056	—	56.066	142.217	293.948	14
11. Avances pour les achats de blé	211.921	—	211.921	—	—	—	—	—	
12. Achats et ventes de blé	4.039	—	4.039	—	—	—	—	—	
13. Correspondants	17.925	—	17.925	3.423	9.762	3.777	48	5.849	
14. Clients et commettants	—	—	—	12.299	—	161	1.233	484	
15. Débiteurs divers	15.058	—	117.791	—	—	—	—	—	
16. Mobiliers,immeubles,et particip. aux entreprises	9.592	2.733	9.592	13.822	753	1.664	4.604	1.706	
17. Comptes réciproques entre succursales	865.516	76.161	941.677	26.983	10.937	7.005	1.529	1.996	
18. Créances douteuses et effets protestés	1.119	—	1.119	133.022	29.760	64.127	—	41.356	
19. Frais payés d'avance	—	—	—	297	2	—	—	—	
20. Intérêts et commissions payés et autres pertes	—	—	—	408	111	453	19	14	
21. Dépenses d'administration et autres	50.907	1.520	52.427	21.946	6.572	—	3.151	—	
22. Profits et pertes	—	—	—	10.106	2.899	—	781	—	
	4.706.210	98.661	4.804.871	681.728	171.784	266.787	191.215	376.737	353
PASSIF									
1. Capital	250.000	—	250.000	103.698	42.691	23.077	30.234	43.167	89
2. Autres capitaux et fonds	64.789	—	64.789	75.359	8.100	4.957	4.746	212.675	48
3. Fonds déposés à destination spéciale	631.540	—	631.540	58.941	7.324	74.173	107.647	48.551	65
4. Billets de Banque	1.026.572	—	1.026.572	—	—	—	—	—	
5. Réescompte et emprunts	—	—	—	57.503	32.559	11.515	23.099	7.954	105
6. Dépôts et comptes courants	1.207.360	85.569	1.292.929	148.851	18.917	72.350	13.384	9.572	14
7. Opérations de virements ⁸	1.684	—	1.684	1.033	171	2.465	—	399	
8. Correspondants	998	—	998	3.557	11.754	2.220	671	2.307	2
9. Clients et commettants	—	—	—	13.629	40	3.115	1.099	487	
10. Créditeurs divers	259.265	—	265.107	—	—	—	—	—	
11. Comptes réciproques entre succursales	—	5.842	5.842	23.847	4.654	5.115	3.181	4.842	3
12. Achats et ventes de blé	1.070.677	7.034	1.077.711	138.048	29.761	64.127	—	41.356	2
13. Recettes de l'année suivante	2.303	—	2.303	—	—	—	—	—	
14. Commissions, intérêts et autres profits	—	—	—	3.857	550	1.236	617	255	1
15. Profits et pertes	191.022	216	191.238	53.134	15.079	—	6.537	—	13
	—	—	—	271	184	2.437	—	5.172	
	4.706.210	98.661	4.804.871	681.728	171.784	266.787	191.215	376.737	353

1. Tous les bilans du présent tableau sont provisoires, à l'exception des bilans de la Banque Coopérative de la Russie et de la Banque Centr
2. Pour les établissements de crédit de la Transcaucasie, bilans à la date du 1^{er} octobre 1927.
3. Dont 3.508 mille roubles d'actions de sociétés de crédit agricole.
4. Dont 27.036 mille roubles de traites et devises.
5. Dont 7.419 mille roubles de valeurs à terme escomptés.
6. Y compris le compte avec le Commissariat du Transport de 68.322 mille roubles.
7. Y compris avances spéciales à l'industrie et avances à l'agriculture pour le compte du Commissariat des Finances 629.144 mille roubles.
8. Virements à payer, lettres de crédit et traites sur l'étranger.

de l'U.R.S.S. au 1^{er} Octobre 1927 ⁽¹⁾

ATION DES ÉTABLISSEMENTS

Total	BANQUES des Républiques et des Régions					Etablissements de crédit locaux					TOTAL GÉNÉRAL POUR L'UNION
	Banque de la ville de Moscou	Banque Commerciale	Banque coopérative de l'Ukraine	Banques de crédit agricole	Total	Banques communales	Sociétés de crédit agricole	Société de crédit mutuel (2)	Monts-de-piété	Total	
11.463	8.963	556	1.585	3.411	21.703	5.364	21.577	1.290	352	38.033	149.555
12.435	5.177	1.463	548			7.309		2.141			
11.249	7.393	1.318	302	1.651	12.725	3.654	2.793	2.185	78	8.715	666.882
936	261	1.758	42					5			
750		209		585	794	187	714	148		1.049	2.628
514.887	60.590	21.814	32.786	89.893	205.083	103.688	86.078	29.470		219.236	2.311.590
1.848	1.520	93	42		1.655	551	29	254	11.609	12.443	35.865
106.650	24.888	9.758	2.071	7.403	44.120	24.605	17.041	1.904		43.910	495.574
146.735		6.154	843	107.143	119.566	35.151	152.894	255		188.300	782.788
782.468	180.139	2.513	10.656	239.469	427.351	77.084	230.406	34		307.524	2.245.126
											211.921
											4.039
24.474	6.321	1.693	1.958	2.328	12.300	8.784	4.841	1.594		15.219	69.918
14.177	1.403	1.519	350	470	3.742		835	1.534			
						4.958			266	30.749	210.853
27.936	3.152	3.275	1.535	8.496	16.458		22.009	1.147			
57.783	1.242	3.057	1.200	30.033	35.532	6.916	11.321	1.169	1.068	20.474	123.381
272.824	30.772	15.550	18.106	22.692	87.120	16.473	134.529		923	151.925	1.453.546
603	18	69	412	859	1.358	337	16.249	2.449		19.035	22.115
1.005	372	40	70	212	694	329	83	339	87	838	2.537
39.043	10.554	2.182	3.284	9.776	25.796	7.993	15.043		269		
								13.751		54.880	196.884
14.828	4.180	1.654	1.942	2.135	9.910	6.089	9.519		2.216		
						12	295	184	13	504	504
042.094	346.945	74.675	77.731	526.556	1.025.907	309.484	726.616	59.853	16.881	1.112.834	8.985.706
332.736	34.007	12.500	6.708	63.705	116.920	48.015	62.468	11.213		157.023	1.383.057
354.677	62.402	3.679	1.050	39.781	106.912	6.174	19.673	3.212	6.268		
362.289	84.896	9.773	9.947	77.734	182.350	53.182	20.679		9	73.870	1.250.049
											1.026.572
249.440	786	5.273	4.708	268.211	278.978	28.753	361.818	3.544	4.661	398.776	920.194
277.423	95.854	13.951	25.406	24.191	159.402	96.858	54.222	22.297		173.377	1.903.131
4.623	804	542	709	387	2.442	1.287	1.654	26	9	2.976	11.725
23.416	740	3.724	1.775	2.680	8.919	22.863	12.934	1.444		37.241	70.574
18.415	2.015	297	595	971	3.878		1.594	1.492			
						11.994			620	38.659	399.735
45.594	13.590	3.199	2.674	8.619	28.082		21.161	1.798			
275.971	29.563	15.493	17.765	21.866	84.687	16.784	137.588		923	155.295	1.593.664
											2.303
8.462	904	223	308	625	2.060	1.891	132	604	36	2.663	
87.960	21.376	6.019	6.086	17.786	51.267	20.695	32.492	14.179	4.180	71.546	424.702
8.088	8	2			10	988	201	44	175	1.408	
042.094	346.945	74.675	77.731	526.556	1.025.907	309.484	726.616	59.853	16.881	1.112.834	8.985.706

vices municipaux et de construction d'habitations qui sont des bilans définitifs.

TABLE DES MATIÈRES

I. — Introduction	7
II. — Le système bancaire russe en 1914, son activité d'août 1914 à la Révolution de 1917.....	9
III. — La nationalisation des banques : la Banque du Peuple..	24
IV. — La communisme de guerre et la liquidation de la Banque du Peuple	33
V. — La nouvelle économie politique. « N. e. p. ».....	39
VI. — La renaissance du besoin de crédit. La nouvelle Banque d'Etat et la réforme monétaire	51
VII. — Extension du réseau bancaire.....	73
VIII. — Rôle des divers « organismes de crédit ».....	83
IX. — Des principales opérations des banques soviétiques....	97
X. — L'insuffisance des capitaux en U. R. S. S.....	117
XI. — Conclusion	141
Annexes	145
Bibliographie	158
